

ISSN 0248-773X

Editons

« le Parti Communiste »

5€

Janvier-Décembre 1983

N° 5-6

## LA GAUCHE COMMUNISTE PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

### NI PAIX, NI GUERRE, REVOLUTION COMMUNISTE

Présentation :.....	3
La Germanie et les missiles.....	3
VERS LA TROISIÈME GUERRE MONDIALE.....	6
A - CARACTÈRES PERMANENTS DE L'IMPÉRIALISME :.....	6
B - REFUS DU PACIFISME.....	11
C - LE défaitisme révolutionnaire :.....	16
D - PRÉPARATION DE LA TROISIÈME GUERRE MONDIALE.....	19
LE PACIFISME, MOUVEMENT REACTIONNAIRE PETIT-BOURGEOIS.....	26
I - ORIGINE ET INELUCTABILITE DE LA GUERRE IMPERIALISTE :.....	26
II - SIGNIFICATION DE CLASSE DU MOUVEMENT PACIFISTE :.....	28
III - LE SEUL AGRESSEUR EST LE CAPITALISME : LA SEULE LUTTE POSSIBLE CONTRE LA GUERRE EST LA LUTTE POUR LA REVOLUTION COMMUNISTE MONDIALE :.....	28
LA SEULE ACTION CONTRE LA GUERRE, C'EST LA RECONSTRUCTION DU PARTI COMMUNISTE .....	31
LE PARTI REVOLUTIONNAIRE LUTTE POUR DETRUIRE LA PAIX COMME LA GUERRE CAPITALISTE.....	34
ARCHIVES DE LA GAUCHE : LE SOCIALISME D'HIER FACE À LA GUERRE D'AUJOURD'HUI.....	38
Préface :.....	38
LA GUERRE ÉTAIT « IMPOSSIBLE » ?.....	39
GUERRE ET DÉMOCRATIE.....	41
- II -.....	42
LA « FAILLITE DU SOCIALISME ».....	42
LA GUERRE QUE LE SOCIALISME « DEVRAIT ADMETTRE ».....	44
LA GUERRE DE DÉFENSE.....	44
LES GUERRES DE NATIONALITÉ ET D'INDÉPENDANCE.....	44
LES GUERRES DÉMOCRATIQUES.....	46
- III -.....	47
INTERVENTION ?.....	49
GUERRE IMPÉRIALISTE ET GUERRE RÉVOLUTIONNAIRE.....	52
HIER :.....	52
AUJOURD'HUI.....	55
PREPAREZ LE KANGOUROU !.....	58
HIER :.....	58
AUJOURD'HUI.....	61

# NI PAIX, NI GUERRE RÉVOLUTION COMMUNISTE

## Présentation :

Nous avons voulu, dans ce numéro double de notre revue en langue française, affronter une question centrale, celle de la guerre et de la position des communistes à son égard.

Depuis la seconde guerre mondiale, tous les démocrates vous le diront, la démocratie se porte bien, elle ne fait que progresser. Ce que ne démentira aucun opportuniste : même si des coups lui sont portés, il faut défendre cette sacro-sainte démocratie, envers et contre tout. Qu'elle soit progressiste ou avancée, la recherche de la démocratie occupe tout leur temps.

Simultanément, depuis 1950, soit en 30 ans, « la puissance destructrice totale dans les arsenaux mondiaux s'est multipliée par plusieurs millions (...). L'accroissement actuel des dépenses militaires survient à un moment où un milliard et demi d'individus n'ont pas accès à des services adéquats, où 570 millions d'entre eux sont gravement sous-alimentés, où 3 milliards d'hommes manquent d'eau salubre... » (Le Monde, 8-9 juin 1980). En 1978, plus de 1000 milliards de dollars ont été dépensés en armement dans le monde, soit plus d'un milliard de dollars par jour ! 14 % l'était par les pays dominés du dit Tiers-monde, et 45 % par les pays du Moyen Orient, véritable dépôt d'armes. « Plus de 40 % de la recherche mondiale est organisée directement dans l'optique de la défense nationale », c'est-à-dire de la guerre. L'armement représente aujourd'hui plus de 6 % du produit mondial brut (la soi-disant « aide au Tiers-monde » à peine 0,357.1). Les marchés d'exportation sont bien nourris : on ne compte pas moins de 130 guerres depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Les principaux pays exportateurs d'armes sont bien sûr les deux impérialismes dominants (les USA occupent 47 % du marché, l'URSS 27 %), mais les pays européens sont des rivaux acharnés (France 11 %, Italie, Grande-Bretagne 4 %...). Depuis 1974, la valeur des armements lourds livrés aux pays dominés augmente au rythme de +25 % l'an. On s'achemine vers une militarisation de l'espace (en 1978, 112 satellites militaires ont été lancés officiellement, soit plus de deux par semaine), et des océans. Les arsenaux nucléaires se gonflent chaque jour. En France, toujours en 1978, les industries d'armement représentaient un chiffre d'affaires de 24 milliards de Francs, dont 41 % était destiné à l'exportation. Ironie du sort, mais logique de l'histoire, les grandes entreprises françaises d'armement, l'Aérospatiale, Dassault, Thomson-CSF et Matra font partie du secteur public : comme c'est l'État qui est le premier responsable de la stratégie militaire, on comprend qu'il soit directement maître des industries d'armement. Cela ne gêne d'ailleurs guère l'opportunisme qui n'a pas honte de faire de temps en temps une procession « pour la paix, le désarmement » (des autres!), tout en défendant à mort l'industrie nationale militaire, encore plus si elle est nationalisée.

Voilà deux facettes du capitalisme : d'un côté un discours creux, vide, mettant en avant l'individu, ses « libertés », l'isolant de son tissu social dans le cadre de la démocratie, de l'autre, un formidable appareil de guerre sans cesse renouvelé et amélioré. Depuis 1945, le désarmement est inscrit en permanence à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale des Nations-Unies, les négociations sont quasiment ininterrompues entre les grandes puissances militaires ; il n'en est résulté aucune diminution des dépenses militaires, aucune réduction significative des stocks d'armement. Les rares accords sur ce terrain ne sont que l'officialisation des rapports de force en présence. C'est là une thèse centrale de la Gauche Communiste : plus de démocratie signifie plus de militarisme, thèse déjà clairement formulé en 1914 et cent fois confirmée par l'évolution des événements, à l'Est comme à l'Ouest. La tâche des communistes consiste donc, tout en dévoilant chaque jour le vrai visage de la démocratie blindée, à propager l'antimilitarisme de classe et donc à préparer le prolétariat à affronter les armes à la main la bourgeoisie et ses sbires.

Une fois le problème posé, il nous faut, tout en développant notre propagande qui est autant antimilitariste qu'anti-démocratique, affronter les faux-amis du prolétariat, de l'opportunisme officiel au gauchisme bruyant ; il est vérifié depuis longtemps que les pires ennemis du prolétariat sont ceux qui se présentent comme ses défenseurs et le trahissent en l'entraînant sur des voies inoffensives. Le récent conflit anglo-argentin concernant les Malouines l'a montré une fois de plus : les divers partis d'opposition, gauchistes u compris, ont soutenu sans équivoque leur propre bourgeoisie, en Angleterre au nom de la démocratie, en Argentine au nom du « principe de nationalité ». L'union sacrée s'est réalisée en un jour sinon en quelques heures, préparée par tous depuis des décennies ! Notons au passage la valeur de l'anti-fascisme de l'opposition argentine et les dessous commerciaux du conflit : l'Angleterre avait vendu à l'Argentine un croiseur fort puissant juste avant, et la France soutenait le Royaume-Uni, au nom de la démocratie menacée, tout en fournissant l'Argentine en Super-Etendards et en missiles Exocets... Le profit n'a pas d'odeur pour les bourgeois, de droite comme de gauche.

Autre thèse cardinale de la Gauche Communiste : le caractère inévitable de la guerre, dans la droite ligne des lois gouvernent le mode de production capitaliste. Cela est fort bien développé dans les textes qui suivent. Que la guerre soit une étape inévitable pour le capitalisme ; c'est une affirmation dont les communistes révolutionnaires doivent tirer la leçon majeure : mode-de production condamné, le capitalisme entraînera encore le prolétariat dans des boucheries sanglantes, prolétariat qui doit donc s'armer de l'antimilitarisme de classe sous la direction de son Parti. Antimilitarisme de classe, cela signifie aucune concession, même la moindre, à l'opportunisme pacifiste. Si le Parti dérape aujourd'hui, la classe ouvrière n'aura pas de point de repère quand il le faudra, et il est démontré que c'est aux moments critiques de l'histoire que les « vieilles » idées ressortent avec le plus de résonance (la Commune et août 1915, l'ont tragiquement prouvé) et que la place du Parti, de ses directives sans équivoques sont alors irremplaçables. Toutes les facettes de l'opportunisme doivent, être dénoncées sur ce terrain crucial.

Nous, communistes, avons toujours affirmé que les mots d'ordre « lutte pour la paix », « lutte contre les armements », « pour le désarmement », même de sa propre nation, sont des mots d'ordre bourgeois ; démocratiques, opportunistes, par définition anticommunistes.

Le slogan des révolutionnaires a toujours été : « il n'y a pas de paix qui soit désirable tant que survit le régime capitaliste ». A la propagande pour le désarmement et pour la paix ; nous avons toujours opposé l'agitation pour l'armement du prolétariat, le défaitisme révolutionnaire et la guerre civile prolétarienne contre la bourgeoisie et son État. Citons le texte de 1914, repris plus loin en

entier :

*« Pacifisme? Non. Nous sommes partisans de la violence. Nous sommes des admirateurs de la violence consciente de celui qui s'insurge contre l'oppression du plus fort ; ou de la violence anonyme de la masse qui se révolte pour la liberté.(...) Nous, pacifistes? Nous savons qu'en temps de paix ne cessent de tomber de manière très fréquente les victimes du régime actuel injuste. Nous savons que (...) le travail a son pourcentage de morts violentes comme la bataille, et que la misère fait, comme la guerre, naître ses tragédies. » (Le socialisme d'hier face à la guerre d'aujourd'hui, L'Avanguardia, novembre 1914 ; voir plus loin, pages 41 et 42) »*

Le marxisme de gauche a toujours lutté contre le pacifisme. Plutôt que d'aligner cent citations, contentons-nous de ces mots catégoriques de Lénine :

*« La prédication kautskiste du « désarmement », adressée aux gouvernements actuels des grandes puissances impérialistes, fait preuve du plus vil opportunisme, d'un pacifisme bourgeois qui sert pratiquement, en dépit des « vœux pieux » de nos doucereux kautskistes, à détourner les ouvriers de la lutte révolutionnaire. En effet ; par cette prédication, on inculque aux ouvriers l'idée que les gouvernements bourgeois actuels des puissances impérialistes ne sont pas ligotés par les milliers de fils du capital financier, et par des dizaines ou des centaines de traités secrets conclus entre eux dans le même esprit (c'est-à-dire ayant pour fin le pillage, le brigandage et préparant la guerre impérialiste).*

*Une classe opprimée qui ne s'efforcera pas d'apprendre à manier les armes, ne mériterait que d'être traitée d'esclave. Car enfin nous ne pouvons pas oublier, à moins de devenir des pacifistes bourgeois ou des opportunistes, que nous vivons dans une société de classes]et qu'il n'y a pas qu'il ne peut y avoir d'autre moyen d'en sortir que la lutte de classe et le renversement du pouvoir de la classe dominante.*

*Dans toute société de classe, qu'elle soit fondée sur l'esclavage, sur le servage, ou comme aujourd'hui, sur le salariat, la classe des oppresseurs est armée.(...)*

*Et l'on vient, cela étant, proposer aux social-démocrates révolutionnaires de « revendiquer » le « désarmement » ! Ce serait là renier intégralement le point de vue de la lutte de classe et renoncer à toute idée de révolution. Notre mot d'ordre doit être l'armement du prolétariat pour qu'il puisse vaincre, exproprier et décerner la bourgeoisie. C'est la seule tactique possible pour une classe révolutionnaire, une tactique qui résulte de toute l'évolution objective du militarisme capitaliste, et qui est prescrite par cette évolution, C'est seulement après que le prolétariat aura désarmé la bourgeoisie qu'il pourra, sans trahir sa mission historique universelle, jeter à la ferraille toutes les armes en général, et il. Ne manquera pas de le faire, mais alors seulement, et en aucune façon avant.*

*Si la guerre actuelle provoque chez les socialistes chrétiens réactionnaires et les petits-bourgeois pleurnichards uniquement de l'épouvante et de l'horreur, de la répulsion pour tout emploi des armes, pour le sang, la mort, etc., nous avons le devoir de dire : la société capitaliste a toujours été et demeure en permanence une horreur sans fin. Et si maintenant la guerre actuelle, la plus réactionnaire de toutes les guerres, prépare à cette société une fin pleine d'horreur, nous n'avons aucune raison de tomber dans le désespoir. Or, objectivement parlant, c'est très exactement se laisser aller au désespoir que de « revendiquer » le désarmement - ou, plus précisément, rêver de désarmement - à une époque où, de toute évidence, la bourgeoisie prépare la seule guerre véritablement légitime et révolutionnaire, à savoir la guerre civile contre la bourgeoisie impérialiste. » (à propos du mot d'ordre de désarmement, octobre 1916, Œuvres t.23, p.106-7)*

Inéluctabilité de la guerre impérialiste, nécessité d'une réponse de classe centrée sur le défaitisme et l'antimilitarisme révolutionnaires, ce sont là les lignes de force de la théorie marxiste qui nous permet aussi d'analyser les préparatifs de guerre afin d'en tirer les meilleures leçons...

## La Germanie et les missiles

De puissantes nécessités matérielles pourraient très bien conduire le prolétariat d'un des pays les plus industrialisés du monde, l'Allemagne, à prendre la tête de la révolution mondiale. Cette prophétie peut sembler à première vue incompréhensible, mais les marxistes savent depuis toujours que les hommes ne se mettent pas en mouvement avec la tête.

La ligne de démarcation séparant l'Europe en deux camps ennemis passe en plein milieu de l'Allemagne, et cette dernière est donc le champ de bataille immédiat en cas d'affrontement direct américano-soviétique. Peu d'informations nous parviennent sur ce qui se trame dans les coulisses ; cependant, nous savons déjà qu'à la prospérité et à la paix capitaliste fait suite la guerre impérialiste. En effet, alors que le capitalisme est entré dans un long cycle historique de crises et de désaccumulation du capital, résonnent les bruits de bottes qui préparent la succession de la guerre froide, puis de celle de la « coexistence » et de « l'émulation pacifique » par celle de la guerre chaude. Dans cette ambiance, et malgré le déluge de propagande américaine qui se déverse et qui vise, dans la partie de bras de fer qui s'est engagée avec l'URSS, à justifier les préparatifs de guerre, nous parvenons à sentirez : de-ci de-là quelques brides d'informations.

Ainsi, « Le Monde Diplomatique » de février 1983 a consacré deux grands articles à la question des missiles que les américains veulent entreposer en Allemagne. De ces deux articles et de ce que nous avons pu lire entre les lignes de quelques autres, il ressort qu'une guerre en Europe centrale avec des moyens nucléaires est froidement envisagé par Washington. Jusqu'ici, la conception de l'OTAN était d'utiliser les armes nucléaires en ultime recours, soit en cas d'attaque massive classique impossible à endiguer, soit en cas d'attaque nucléaire soviétique. Aujourd'hui, avec les Pershing 2, les américains ont viré de bord : la nouvelle théorie de l'OTAN, ou « Air Land Battle », est d'attaquer préventivement avant que l'adversaire n'ait eu le temps de rassembler ses forces militaires pour le faire. Dans cette nouvelle stratégie, on envisage d'utiliser les armes nucléaires came première frappe. Il s'agit des armes nucléaires dites tactiques, ou de théâtre, types SS 20 ou Pershing Z. Tout un battage publicitaire a été élaboré par les américains sur le déséquilibre qu'entraînait la présence des SS 20 en Europe. En fait, si l'on s'en tient à l'ancienne théorie de l'OTAN, ce problème ne se pose pas ; car en cas d'agression des villes allemandes par des SS 20, les fusées Polaris à la disposition de l'OTAN, ajoutées à celles de l'Angleterre et de la France, ont la capacité de détruire 60 % des industries soviétiques et de provoquer la mort de 42 millions de citoyens ; chiffre colossal qui rend toute attaque sur les villes européennes et notamment allemandes impossible à considérer sérieusement. Toute cette propagande a surtout servi aux yankees américains d'introduire, sous couvert de rétablir un équilibre soi-disant rompu, leur nouvelle théorie.

Mais le point capital dans toute cette affaire, c'est l'Allemagne. A la suite de la dernière guerre mondiale., l'Allemagne ne peut posséder l'armement nucléaire ; de ce fait elle ne peut se soustraire au chantage de la menace atomique. Mais le soi-disant parapluie américain n'existe pas ; si les américains voulaient vraiment défendre les villes allemandes, les nouvelles fusées ne sont pas nécessaires : les Polaris de l'OTAN qui sont invulnérables suffisent largement. Kissinger et

Brzezinski eux-mêmes l'ont reconnu. En fait, il est évident qu'en cas d'attaque nucléaire de villes ou de bases militaires en Allemagne, l'OTAN, c'est-à-dire les américains puisque ce sont eux qui décident la mise à feu, ne peut pas accepter de tirer sur le territoire soviétique sans risque de représailles sur le territoire des USA. Et ce qui vaut pour les fusées Polaris vaut aussi pour les nouveaux missiles, même si ces derniers sont moins meurtriers.

Par contre, on peut très bien envisager, et les conditions actuelles ne l'excluent pas (les propos de Reagan vont même dans ce sens) que les américains tirent quelques fusées sur des objectifs se trouvant en Europe centrale - Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie - ou sur la frontière soviétique ; dans ce cas, les russes répliqueraient en tirant sur des objectifs situés en Allemagne.

Comme elle ne peut pas posséder de vecteurs atomiques, l'Allemagne ne peut pas se soustraire à cette épée de Damoclès. Elle ne peut attendre cependant aucune protection des États-Unis, ni d'ailleurs aucune aide du gouvernement français actuel qui fait des courbettes à Washington. L'unité européenne est une fiction. Les rivalités bourgeoises entre les petits États d'Europe sont toujours vivaces. La bourgeoisie française a toujours peur d'une éventuelle unification germanique. Face aux tendances neutralistes qui se faisaient jour en Allemagne, Mitterrand est intervenu au Bundestag pour soutenir les thèses américaines, par crainte de cette mythique réunification et de la perte de ce glacis qu'est l'Allemagne pour la France face au camp soviétique. Nos États bourgeois sont toujours aussi sordides et répugnants.

En conséquence, il n'y a pas de solution bourgeoise pour l'Allemagne. Des siècles durant, après la guerre des paysans de 1525, l'Allemagne fut le champ clos des rivalités impérialistes des grands États européens d'alors - Angleterre, Suède, France -, puis plus tard, à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle, la Russie intervint à son tour. L'importance stratégique de l'Allemagne n'a pas changé ; aujourd'hui encore, elle est l'objet des rivalités entre l'Amérique et l'URSS.

Cette situation conforte la perspective que notre Parti a tracée après la Commune de Berlin en 1953, qui fut la première explosion ouvrière de l'après-guerre et qui faisait suite à une puissante reprise économique. Cette perspective indiquait que

*« si le petit parti qui comptait Marx et Engels parmi ses militants et qui, plein des grandes visions de 1848 guettait, en 1952, les premières lueurs à l'horizon d'une paix stupide, resurgissait, l'Allemagne pourrait devenir le pivot du drame révolutionnaire qui, pendant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, a été axé sur la Russie » (Dialogue avec les morts).*

Les forces qui s'accumulent dans le sous-sol économique de la société et qui, dans un avenir qui n'est pas si lointain, exploseront, pousseront le prolétariat allemand à renouer avec un passé si riche en traditions de classe.

\* \* \*

Les textes qui suivent sont déjà parus dans notre presse en langue italienne :

- « Vers la troisième guerre mondiale », dans notre revue théorique *Comunismo*, n°1 et 3.
- « Le pacifisme, mouvement réactionnaire petit-bourgeois », manifeste à parti duquel nous avons organisé des réunions publiques, et « La seule action contre la guerre, c'est la reconstruction du Parti Communiste », dans *Il Partito Comunista* n°87 de novembre 1981 ;
- « Le Parti révolutionnaire lutte pour détruire la paix comme la guerre capitaliste » dans *Il Partito Comunista* n°83 de décembre 1981 ;

Enfin, les textes d'Archives de la Gauche,

- « Le socialisme d'hier face à la guerre d'aujourd'hui », dans L'Avanguardia, organe des Jeunesses Socialistes, n°359, 360 et 362 des 25/10, 1/11 et 15/11 1914 ;

- « Guerre impérialiste et guerre révolutionnaire » dans Battaglia Cmmunista, notre journal d'alors, n°11 de 1950 ;

- « Préparez le kangourou » dans Battaglia Communista n°10 de 1951 ;

Tous ses textes s'inscrivent dans la ligne historique générale de la Gauche révolutionnaire marxiste. Que les jeunes générations s'en emparent pour affûter leurs armes et abattre ce système infecte qui, tel un vampire, se nourrit de sang humain !

\* \* \*

## VERS LA TROISIÈME GUERRE MONDIALE

### A - CARACTÈRES PERMANENTS DE L'IMPÉRIALISME :

*« Il y a un demi-siècle, quand Marx écrivait le Capital, la libre concurrence apparaissait à l'immense majorité des économistes comme une loi naturelle. La science officielle tenta de tuer par la conspiration du silence l'œuvre de Marx, qui démontrait par une analyse théorique et historique du capitalisme que la libre concurrence engendre la concentration de la production, conduit au monopole. Aujourd'hui le monopole est devenu une réalité. Les économistes accumulent des montagnes de livres pour en décrire les diverses manifestations, tout en continuant à déclarer en cœur « que le marxisme est réfuté ». Mais les faits sont têtus (...) et, qu'on le veuille ou non, on doit en tenir compte. Les faits montrent (...) que la naissance des monopoles, conséquence de la concentration de la production, est une loi universelle et fondamentale du stade actuel de développement du capitalisme. » (Lénine, L'impérialisme, stade suprême du capitalisme, I)*

Revendiquant ainsi en totalité l'analyse déjà effectuée par Marx du mode de production capitaliste, Lénine définit dans l'impérialisme un stade particulier de son évolution, caractérisé par la concentration des capitaux et tout particulièrement par la centralisation financière.

Tirant les données de l'époque de « Annalen des deutschen Reichs » pour l'Allemagne et de « Statistical Abstract of the United States » pour les États-Unis, Lénine s'exclame : « Près de la moitié de la production totale du pays est fournie par un centième de l'ensemble des entreprises ! »

De nos jours, nous pourrions sûrement dire qu'elle l'est par un millième.

La propension à une concentration continue des capitaux et à une centralisation financière est donc une tendance intrinsèque du mode de production capitaliste en tant que tel. Historiquement, nous pouvons - avec Lénine - schématiser les périodes d'évolution du capitalisme ainsi : décennie 1860-70 : apogée de la libre concurrence ; les monopoles sont seulement à l'état d'embryon. Crise économique de 1873 et, à la suite, développement conséquent des cartels, qui restent cependant encore l'exception. Après la crise de 1900-1903, nous avons une montée constante des affaires, et les cartels et les monopoles deviennent la base de toute la vie économique. Une telle tendance fut déjà clairement notée par Marx, à une époque où le capitalisme était plus concurrentiel que monopolistique, n'en déplaise à ceux qui soutiennent aujourd'hui que le « pauvre » Marx ne pouvait prévoir « les développements futurs », et cela confirme à l'inverse le profond de l'analyse de la nature du capitalisme contenue dans toutes les positions du marxisme révolutionnaire depuis Marx. Marx écrit :

*« Ce fractionnement de tout le capital social en beaucoup de capitaux individuels et la répulsion réciproque de ses fractions s'opposent à leur attraction. Il ne s'agit plus d'une simple concentration des moyens de production et du commandement du travail, identique à l'accumulation. Il s'agit d'une concentration de capitaux déjà constitués ; c'est l'annulation de leur autonomie individuelle, l'expropriation du capitaliste par le capitaliste, la transformation de multiples capitaux plus petits en un nombre réduit de capitaux plus gros (...). D'un seul côté, le capital devient une grande masse, alors qu'il est perdu par tous les autres. Voilà la véritable centralisation, à la différence de l'accumulation et de la*

*concentration. » (Marx, Le Capital, I, ch.XXIII, 2)*

De nos jours, les statistiques officielles fournissent le tableau suivant de la production industrielle : aux USA, 200 entreprises en fournissent 52% ; au Japon, 358 entreprises en fournissent 37% ; en France, 235 entreprises en fournissent 45%. Et nous pouvons en dire tout autant de la centralisation financière.

Commentant les données de l'époque, Lénine affirme que le Capital financier domine désormais l'économie mondiale, et qu'une telle domination est solidement aux mains des banques. Aujourd'hui les mécanismes de contrôle que possèdent les banques ne peuvent qu'être plus perfectionnés :

*« Mieux peut-être que de longs développements - soutient Lénine -, ces simples chiffres montrent comment la concentration des capitaux et l'accroissement des opérations bancaires modifient radicalement le rôle joué par les banques (...) En tenant le compte courant de plusieurs capitalistes la banque semble ne se livrer qu'à des opérations purement techniques, uniquement subsidiaires. Mais quand ces opérations prennent une extension formidable, il en résulte qu'une poignée de monopolistes se subordonne les opérations commerciales et industrielles de la société capitaliste toute entière ; elle peut, grâce aux liaisons bancaires, grâce aux comptes courants et à d'autres opérations financières, connaître tout d'abord exactement la situation de tels ou tels capitalistes, puis les contrôler, agir sur eux en élargissant ou en restreignant, en facilitant ou en entravant le crédit, et enfin déterminer entièrement leur sort, fixer les revenus de leurs entreprises, les priver de capitaux, ou leur permettre d'accroître rapidement le leur dans d'énormes proportions, etc. » (Lénine, L'impérialisme, stade suprême du capitalisme, II ; tome 22, P.232)*

Ainsi, les caractéristiques fondamentales de l'impérialisme, c'est-à-dire du système basé sur le pouvoir économique des banquiers, et donc analysé comme phase historique du développement du mode de production capitaliste et précisément de ses traits essentiels, doivent être saisies exclusivement dans leur *nécessité économique*. Nous sommes aux antipodes de l'interprétation de Kautsky (et de beaucoup d'inconscients et petits Kautskystes modernes) selon laquelle l'impérialisme ne serait que « la politique préférée du capitalisme financier ». La différence, surtout à l'époque, pouvait sembler subtile, mais c'est justement pour cela que la polémique contre Kautsky devait être, comme ce fût le cas, extrêmement virulente, car c'est dans les positions idéologiques de Kautsky que vivait et prenait corps l'influence désastreuse de l'opportunisme (qui est aujourd'hui mille fois plus fétide) sur la classe ouvrière, d'autant pire du il se teintait plus de rouge.

Selon Lénine, « l'impérialisme surgit de l'évolution et est en droite ligne des qualités fondamentales du capitalisme en général. »

Les principales caractéristiques de l'époque impérialiste, qui dure encore, peuvent donc être synthétisées ainsi :

- concentration de la production et du capital.
- fusion et contrôle du capital bancaire sur le capital industriel, créant le capital financier.
- grande importance, à l'échelle mondiale, de l'exportation des capitaux, qui devient supérieure à l'exportation des marchandises elle-même.
- existence d'associations monopolistiques internationales qui sont en mesure de se partager le monde en zones d'influence.

Kautsky soutenait, au contraire, que, par impérialisme, on devait simplement comprendre :

*« le produit du capitalisme industriel, hautement développé. Il consiste dans la tendance de chaque-nation capitaliste industrielle à s'annexer ou à s'assujettir des régions agraires toujours plus grandes, quelles que soient les nations qui les peuplent. » (Kautsky cité par Lénine, op.cit., VII)*

Combien aujourd'hui et même chez les plus « à gauche », se reconnaissent, qu'ils le veuillent ou non, dans cette définition . Lénine en la commentant, dit à l'inverse qu'elle est arbitraire, car elle tient compte seulement de la question nationale et n'explique pas la tendance de l'impérialisme à se soumettre aussi les pays industrialisés ; de plus, Kautsky ne parle que du capital industriel, sans mettre en évidence sa transformation en capital financier.

*« L'essentiel - commente Lénine -, c'est que Kautsky détache la politique de l'impérialisme de son économie en prétendant que les annexions sont la politique « préférée » du capital financier, et en opposant à cette politique une autre politique bourgeoise prétendument possible, toujours sur la base du capital financier. » (Lénine, op.cit., VI)*

Kautsky oublie le motif réel qui est à la base de la lutte entre les pays impérialiste à savoir la nécessité de réaliser un taux de profit satisfaisant. Par conséquent Kautsky le cache aux yeux du prolétariat, devenant ainsi un précieux serviteur des intérêts de l'impérialisme lui-même.

*« si les capitalistes se partagent le monde - c'est là la vraie raison de leur lutte -, ce n'est pas en raison de leur scélératesse particulière, mais parce que le degré de démonstration déjà atteint les oblige à s'engager dans cette voie afin de réaliser des bénéfices ; et ils se partagent « proportionnellement aux capitaux », « selon les forces de chacun », car il ne saurait y avoir d'autre mode de partage en régime de production mercantile et de Capitalisme. » (Lénine, op.cit., VII)*

Selon Kautsky au contraire,

*« il en résulte que les monopoles dans l'économie sont compatibles avec un comportement politique qui exclurait le monopole, la violence, l'annexion ; il en résulte que le partage territorial du monde, achevé précisément à l'époque du capital financier et qui est à la base des formes originales actuelles de la rivalité entre les plus grands États capitalistes, est compatible avec une politique non impérialiste. Cela revient à estomper, à émousser les contradictions les plus fondamentales de la phase actuelle du capitalisme, au lieu d'en dévoiler la profondeur. Au lieu du marxisme, on aboutit ainsi au réformisme bourgeois. » (Lénine, op.cit., VII)*

Si dans les années qui ont suivi le déclenchement de la première guerre mondiale la politique kautskiste était du « réformisme bourgeois », elle l'est toujours aujourd'hui et à plus forte raison du fait que les mêmes positions sont soutenues par les sales partis officiels. Au contraire, le caractère impérialiste de l'économie mondiale s'étant accentué, comme les faits le démontrent abondamment, soutenir les mêmes positions signifie aller plus loin que le « réformisme » bourgeois ; cela signifie assumer à la première personne les mêmes responsabilités que l'impérialisme mondial, cela signifie assumer les devoirs de défense de sa charge, et le faire, dans le camp ouvrier et en prétendant être dans la ligne de Lénine, devient inqualifiable. C'est la prétention de l'actuel « euro-communiste » en chef, selon lequel justement « on pourrait rendre réaliste l'hypothèse d'un « gouvernement mondial » qui soit l'expression du consensus et de la libre concertation de tous les pays » (rapport de Berlinguer au Congrès du PC italien, 1975). En définitive, selon ces traîtres au prolétariat (Berlinguer étant bien pire que Kautsky naturellement), on ne peut exclure qu'après la phase impérialiste, il puisse y avoir une nouvelle phase, celle de l'*ultra-impérialisme*, comme l'appelait Kautsky, ou de la *coexistence pacifique*, comme on l'appelle aujourd'hui, qui constituerait dans le

déplacement de la politique des cartels de l'économie à la politique extérieure ; ce serait l'union des capitalistes, et non la guerre entre eux ; ce serait la phase de la fin de la guerre *en régime capitaliste*, de l'exploitation du monde par le capital financier coalisé à l'échelle internationale. Lénine était furibond dans ses réactions face à de telles « bavardages » ; et combien ont eu lieu – et des pires ! - à l'époque des marches pour la paix, tristement célèbres, à l'époque de la victoire de la Sainte Démocratie sur le Fascisme !

*« Les bavardages de Kautsky favorisent une idée profondément fautive et seulement apte à apporter de l'eau au moulin des apologues de l'impérialisme, c'est-à-dire la conception selon laquelle la domination du capital financier amortirait les disproportions et les contradictions au sein de l'économie mondiale, alors qu'en réalité elle les aiguise (...).*

*« Kautsky a définitivement rompu avec le marxisme en défendant, pour l'époque du capital financier, un « idéal réactionnaire », la démocratie pacifique, le simple poids des facteurs économiques, car cet idéal rétrograde objectivement du capitalisme monopoliste au capitalisme non monopoliste, il est une duperie réformiste (...).*

*« Quelles que soient les bonnes intentions de la prêtraille anglaise, ou du doucereux Kautsky, la signification objective, c'est-à-dire réelle, sociale, de sa « théorie », est et ne peut être que de consoler les masses, dans un esprit éminemment réactionnaire, par l'espoir d'une paix permanente en régime capitaliste (...). Mystification des masses, il n'y a absolument rien d'autre dans la « théorie marxiste » de Kautsky. » (Lénine, op.cit., IX).*

Malheureusement, l'idéologie impérialiste, aujourd'hui comme alors - et même aujourd'hui beaucoup plus radicalement qu'alors - fait son chemin dans la classe ouvrière elle-même, sans la mesure où elle n'est pas séparée des autres classes par une muraille de Chine. C'est le phénomène opportuniste, contre lequel le mouvement prolétarien révolutionnaire doit diriger ses coups les plus féroces, afin que sa perspective devienne la seule perspective réelle. Lénine condamnait ainsi l'opportunisme :

*« ou est la base économique de ce phénomène (l'opportunisme) historique de portée mondiale ?*

*»Précisément dans le parasitisme et la putréfaction qui caractérisent le stade historique suprême du capitalisme : l'impérialisme. Comme il est montré dans ce livre, le capitalisme a assuré une situation privilégiée à une poignée (...) d'États particulièrement riches et puissants, qui pillent le monde entier par un simple détachement de coupons(...).*

*« On conçoit que ce gigantesque surprofit - car il est obtenu en sus du profit que les capitalistes extorquent aux ouvriers de « leur » pays - permette de corrompre les chefs ouvriers et la couche supérieure de l'aristocratie ouvrière. Et les capitalistes des pays « avancés » la corrompent activement : ils la corrompent par mille moyens, directs et indirects, ouverts et camouflés.*

*« Cette couche d'ouvriers embourgeoisés ou de « l'aristocratie ouvrière », entièrement petits-bourgeois par leur mode de vie, par leurs salaires, par toute leur conception du monde, est le principal soutien de la deuxième Internationale, et, de nos jours, le principal soutien social (pas militaire) de la bourgeoisie. Car ce sont de véritables agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier, (...) de véritables propagateurs du réformisme et du chauvinisme. Dans la guerre civile entre prolétariat et bourgeoisie, un nombre appréciable d'entre eux se range inévitablement aux côtés de la bourgeoisie, aux côtés des « versaillais » contre les « communards ».*

*« si l'on n'a pas compris l'origine économique de ce phénomène, si l'on n'en a pas mesuré*

*la portée politique et sociale, il est impossible d'avancer d'un pas dans l'accomplissement des tâches pratiques du mouvement communiste et de la révolution sociale à venir. » (Lénine, op.cit., préface de 1920)*

Ce pas, qui semble décrit non au début du siècle, mais dans la minable actualité présente, où l'opportunisme non seulement envahit tout mais semble même apparemment invincible. Mais les faits sont - et seront têtus, selon l'expression de Lénine ; les bases économiques de la corruption de vastes couches de l'aristocratie ouvrière commencent à se rétrécir : la vérification des prévisions déjà faites par Marx il y a plus d'un siècle ne tardera pas à remettre sur la scène historique la question de la révolution communiste.

*« La contradiction inhérente à ce mode de production capitaliste réside précisément dans sa tendance à développer absolument les forces productives qui entrent sans cesse en conflit avec les conditions spécifiques de production, dans lesquelles se meut le capital, les seules dans lesquelles il puisse se mouvoir.*

*« On ne produit pas trop de subsistances proportionnellement à la population existante. Au contraire. On en produit trop peu pour satisfaire décentement et humainement la masse de la population.*

*« On ne produit pas trop de moyens de production pour occuper la fraction de la population apte au travail. Au contraire. Premièrement, on produit une trop grande fraction de la population qui effectivement n'est pas capable de travailler, qui par les conditions dans lesquelles elle vit n'a d'autre ressource que d'exploiter le travail d'autrui, ou est réduite à des travaux qui ne peuvent être tenus pour tels que dans le cadre d'un mode de production misérable. Deuxièmement, on ne produit pas assez de moyens de production pour permettre à toute la population apte au travail de travailler dans les conditions les plus productives, donc pour permettre de réduire son temps de travail absolu grâce à la masse et à l'efficacité du capital constant employé pendant le temps de travail.*

*« Mais on produit périodiquement trop de moyens de travail et de subsistances pour pouvoir les faire fonctionner comme moyens d'exploitation des ouvriers à un certain taux de profit. On produit trop de marchandises pour pouvoir réaliser et reconvertir en capital neuf la valeur et la plus-value qu'elle recèlent dans les conditions de distribution et de consommation impliquées par la production capitaliste, c'est-à-dire pour accomplir ce procès sans explosions se répétant sans cesse.*

*« On ne produit pas trop de richesse. Mais on produit périodiquement trop de richesse sous formes capitalistes contradictoires.*

*« La limite du mode de production capitaliste apparaît dans le fait que :*

*« 1. Avec la baisse du taux du profit, le développement de la force productive du travail donne naissance à une loi, qui, à un certain moment entre en opposition absolue avec le propre développement de cette productivité. De ce fait le conflit doit être constamment surmonté par des crises.*

*« 2. L'extension ou la limitation de la production n'est pas décidé par le rapport entre la production et les besoins sociaux (...) mais sur la base du niveau du taux de profit (...). Elle stagne, non quand la satisfaction des besoins l'impose, mais là où la production et la réalisation de profit commandent cette stagnation. » (Marx, Le Capital, Livre III, chap.XV, par.III)*

*« L'énorme capacité d'expansion par grands bonds du système de fabrique, et sa dépendance du marché mondial, ont obligatoirement pour effet une production fiévreuse et*

*donc un encombrement des marchés, dont la contraction amène la paralysie. La vie de l'industrie se transforme en une succession de période vitalité moyenne, de prospérité, de surproduction, de crise et de stagnation. L'insécurité et l'instabilité, auxquelles le système de machines condamne le travailleur, et donc les conditions d'existence de l'ouvrier, deviennent normales, courantes du fait de cette variation périodique du cycle industriel. » (Marx, Le Capital, Livre I, chap.XIII).*

Voilà les origines, que l'on ne peut éliminer, du caractère inéluctable de la guerre en régime capitaliste.

## **B - REFUS DU PACIFISME**

Lors d'une conférence publique, tenue à Lausanne le 14 octobre 1914, au lendemain du début de la première guerre mondiale, Lénine soutenait les affirmations suivantes, anticipant les thèses classiques exprimées dans *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* :

*« L'impérialisme est ce stade du capitalisme où celui-ci, ayant réalisé tout ce qu'il pouvait réaliser, commence à décliner. C'est une époque particulière, non dans la conscience des socialistes, mais dans les rapports réels. La lutte pour se partager les morceaux qui restent se déchaîne. C'est la dernière tâche historique du capitalisme. Combien de temps durera cette époque, il est impossible de le dire. Peut-être aura-t-il plus d'une guerre comme celle-ci, mais il est indispensable de se rendre compte clairement que ce ne sont plus les guerres de jadis, et que, en conséquences, les devoirs que les socialistes doivent remplir subissent des changements. » (Lénine, Œuvres, t.XXXVI)*

Paroles prophétiques, dira-t-on !

Ayant vérifié, à plus de trente ans de distance de la fin du second massacre mondial, que la prophétie n'était pas « pour rire », nous tenons à rappeler que le lieu commun qui règne aujourd'hui plus que tout autre, contribuant à maintenir dans la plus complète idiotie les masses, de la « folie évidente » d'une nouvelle conflagration mondiale, vu les moyens de destruction modernes, - ce qui serait une raison suffisante pour pousser les gouvernés, et surtout les gouvernants, à éviter de commettre une erreur trop énorme - n'est pas exclusif et caractéristique de l'ère de la bombe atomique. N'Angell en était déjà un actif partisan au début de ce siècle, et nous ne savons pas s'il a compris ce qui se passait quand il fut étourdi par août 1914 et par 1939. On soutenait, au début du XX<sup>e</sup> siècle, de façon analogue à ce que certains soutiennent encore aujourd'hui (mis à part les moments de peur inattendue et vite oubliée à chaque signe de crise diplomatique et militaire internationale), que les gouvernants des différents États - même bourgeois jusqu'à la moelle - ne pouvaient pas ne pas être conscients des dommages énormes que la guerre aurait entraîné à eux-mêmes et aux classes dominantes, raison pour laquelle ils auraient *toujours* évité l'affrontement total même en continuant à baser les équilibres mondiaux sur les armements. On faisait confiance, pour ainsi dire, aux différentes bourgeoisies pour qu'elles ne se suicident pas. C'était, *et c'est toujours*, le lieu commun le plus répandu qui, dans les faits, ne s'écarte pas des thèses défendues avec autorité par Kautsky, selon lequel il serait possible pour la bourgeoisie dominante, sur les bases mêmes de la production capitaliste, de pouvoir *choisir* entre une politique de guerre et une politique de paix. Contre une thèse si émoussée, un de nos textes du 25-10-1914, « *Le socialisme d'hier face à la guerre d'aujourd'hui* », publié sur le périodique de la Jeunesse Socialiste d'alors, *L'Avanguardia*, et parfaitement cohérent avec les thèses contemporaines et successives de Lénine, soutenait :

« On faisait donc confiance aux différentes bourgeoisies pour qu'elles ne se suicident pas. Mais la clé de l'idée socialiste est au contraire que la classe dominante en régime capitaliste ne peut gouverner et maîtriser les forces qui se dégagent des rapports actuels des formes de production, et demeure à son tour victime de certaines contradictions inévitables du régime économique, lequel ne répond pas aux exigences de la grande majorité des hommes. L'analyse marxiste de la production capitaliste met en lumière ces oppositions, et l'impuissance de la bourgeoisie à les dominer. Du fait que les instruments de production et d'échange ne sont pas encore socialisés (...), la vie moderne n'est pas l'évolution continue vers une civilisation meilleure, mais le parcours de la parabole fatale qui, à travers une exacerbation des luttes de classes et une augmentation du malaise chez les travailleurs, se terminera par l'effondrement final du régime bourgeois. (...) Parallèlement à ce processus, où la classe dominante prépare sans pouvoir l'éviter son propre suicide historique, nous assistons à un autre processus absurde. Le développement des moyens de production au niveau économique, la diffusion de la culture au niveau intellectuel, la démocratisation des États au niveau politique, au lieu de préparer la fin des guerres et le désarmement des armées fratricides, conduisent à une intensification des préparatifs militaires. Est-ce une survivance d'autres temps, est-ce un retour aux siècles de barbarie, ou n'est-ce pas plutôt une caractéristique essentielle du régime social moderne, bourgeois et démocratique? » .

On ne répétera jamais assez que les guerres impérialistes sont *inévitables*, dans la mesure où leur origine la plus profonde se trouve justement dans l'infrastructure économique : il suffit de remarquer que l'investissement de capitaux dans la production guerrière constitue le débouché le plus naturel à leur surabondance chronique caractéristique de l'époque impérialiste (et il suffit de regarder les statistiques officielles pour en avoir la confirmation). En fait, le problème économiquement insoluble dans le cadre de la production capitaliste est celui de produire toujours plus de marchandises, d'en réaliser la valeur, alors que, dans le même temps, cela ne contribue pas à augmenter la valeur moyenne de la force de travail. La production d'armes, du moins en partie, réussit à réaliser cette authentique quadrature du cercle : mais elles doivent être utilisées, tout de suite ou plus tard. Et dans une dimension toujours plus grande, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif !

Lénine ne sait pas qu'une seconde guerre plus meurtrière que la première est passée sur le corps martyrisé du prolétariat mondial, et que, loin de remettre le prolétariat sur la voie de la révolution communiste, elle a vu la Russie des Soviets dégénérer pour devenir le second pays impérialiste, participer comme telle à la guerre, et, peut-être, se préparer actuellement à allumer la mèche de la troisième. Que le prolétariat mondial sache que l'on ne pourra éviter le troisième massacre ni en faisant confiance aux gouvernements bourgeois - aujourd'hui *tous* plus bourgeois que jamais -, ni en faisant confiance aux « mouvements » ne la soi-disant et fétide opinion publique mondiale, quand bien même en costume « progressiste » et favorable au « désarmement universel ». L'avenir de l'humanité ne pourra éviter de tels massacres que dans le cas où la *force* du prolétariat mondial prévaudra sur la *force* de l'impérialisme mondial. C'est pour cela que ce serait une erreur fatale que de déduire de l'inévitabilité de la guerre la nouvelle mise en avant du mot d'ordre de la « lutte pour la paix ». La revendication du pacifisme n'a jamais caractérisé le marxisme révolutionnaire dans la mesure où cela reviendrait à revendiquer le statu-quo, c'est-à-dire des conditions dans lesquelles la bourgeoisie maintient solidement son pouvoir politique. Cela reviendrait, en définitive, et cela revient, à se ranger du côté des défenseurs ; du pire opportunisme qui a ôté et ôte des mains du prolétariat la seule arme capable de le voir sortir vainqueur dans sa lutte contre l'Etat capitaliste, celle de la violence organisée de masses dirigée par le Parti. Pour éliminer tout doute possible quant à notre mépris pour toute espèce de pacifisme, vu les rapports de classe actuels, citons encore

l'article susmentionné d'Avanguardia, où un tel problème est évoqué dans une polémique avec quelqu'un qui, nous accusant de nous être convertis au mythe imbécile de la paix, de son côté, avait découvert l'usage de la violence... par la bourgeoisie !

*« Pacifisme? (L'illustre traître, expulsé des rangs du prolétariat socialiste usait dédaigneusement contre nous du terme de « panse du pacifisme », nous associant impunément à la droite et au centre du Parti Socialiste Italien). Non. Nous sommes partisans de la violence. Nous sommes des admirateurs de la violence consciente qui s'insurge contre l'oppression du plus fort, ou de la violence anonyme... Nous, pacifistes ? Nous savons qu'en temps de paix, les victimes du régime injuste actuel ne cessent de tomber tout aussi souvent. Nous savons que les enfants des ouvriers sont fauchés par la mort, par manque de pain et de lumière, que le travail a son pourcentage de morts violentes comme la bataille, et que la misère fait, comme la guerre, éclater ses tragédies. Et face à cela, ce n'est pas la résignation chrétienne passive que nous proposons, mais la réponse par la violence ouverte à la violence hypocrite et dissimulée sur laquelle repose la société actuelle ».*

Presque au même moment, Lénine, confirmant l'identité de ses positions et de celle de la Gauche sur toutes les questions essentielle, même quand elles n'étaient pas connues réciproquement, écrivait dans une lettre à Chliapnikov du 14-11-1914 :

*« Quant au mot d'ordre de la « paix », vous vous trompez quand vous dites que la bourgeoisie ne veut même pas en entendre parler. J'ai lu aujourd'hui l' Economist anglais. Les bourgeois intelligents d'un pays avancé sont pour la paix (dans le but naturellement de renforcer le capitalisme). Mais, nous, nous ne devons pas nous faire confondre avec les petit-bourgeois, avec les libéraux sentimentaux, etc... Demain, ou après-demain, la bourgeoisie allemande et surtout opportunistes s'empareront du mot d'ordre de la paix. Nous, nous devons nous en tenir au mot d'ordre du prolétariat révolutionnaire, capable de lutter pour ses objectifs, ce qui signifie pour la guerre civile. Celle-ci est aussi un mot d'ordre très concret, et elle seule permet de déterminer sans faute quelle est l'orientation fondamentale : pour la cause prolétarienne ou pour la cause bourgeoisie ». (Lénine, Œuvres, t36)*

De manière encore plus claire, dans une conférence organisée par les sections à l'étranger du parti ouvrier social-démocrate russe qui se tint à Berne du 27 février au 4 mars 1915, où les thèses de Lénine sur « la guerre et les tâches du Parti » furent totalement approuvées, le jugement suivant était exprimé sur le pacifisme :

*« Le pacifisme et la propagande abstraite de la paix, si elle ne s'accompagne pas de l'appui à l'action révolutionnaire des masses, ne peut que semer des illusions, corrompre le prolétariat en lui inculquant la confiance dans l'humanitarisme de la bourgeoisie et en faisant de ce dernier un passe-temps aux mains de la diplomatie secrète des nations belligérantes. En particulier, c'est une grave erreur que de croire à la possibilité de la soi-disante paix démocratique sans une série de révolutions. » (Lénine, Œuvres, t21).*

Il est important de rappeler, surtout aujourd'hui où la mystique de la paix est l'aide de tous les serviteurs des intérêts bourgeois, que pacifisme et chauvinisme ne sont en rien contradictoires, que les défenseurs les plus acharnés de la patrie menacée sont justement les partisans de la « paix universelle ». Le « sermon de la paix » et la « lutte contre l'agresseur » sont les deux mots d'ordres typiques de l'opportunisme qui, *sans solution de continuité*, unissent la période de paix à la période de guerre. Un tel phénomène, se vérifiant de manière voyante avec la première guerre mondiale, fût analysé minutieusement dans de nombreux écrits de Lénine ; il s'est ensuite répété avec la seconde guerre mondiale, et est destiné à prendre de l'ampleur avec l'approche de la troisième ; on ne

pourrait sans doute trouver d'autres mots que les suivants pour le définir avec plus d'exactitude :

*« L'idée fondamentale de l'opportunisme est la collaboration des classes. La guerre la développe jusqu'au bout, ajoutant en outre aux facteurs et aux stimulants habituels de cette idée toute une série de nouveaux éléments, contraignant, par des menaces spéciales et par la violence, la masse désorganisée et désespérée, à collaborer avec la bourgeoisie. Ce fait augmenta, naturellement, l'étendue des soutiens à l'opportunisme, et explique pleinement le fait que beaucoup de radicaux de la veille passent dans ce camp.*

*« L'opportunisme consiste dans le sacrifice des intérêts fondamentaux des masses aux intérêts temporaires d'une infime minorité d'ouvriers, ou, en d'autres termes, dans l'alliance d'une partie des ouvriers avec la bourgeoisie, contre la masse du prolétariat. La guerre rend une telle alliance particulièrement évidente et coercitive. L'opportunisme est né, au cours de décennies, de la particularité d'une période déterminée de développement du capitalisme, où une couche d'ouvriers privilégiés, qui avait une existence relativement tranquille et civile, « s'embourgeoisa », reçu quelques miettes des profits du capital national et sortit de la misère, de la souffrance et de l'état d'âme révolutionnaire des masses pauvres et ruinées. La guerre impérialiste est la continuation directe et la confirmation d'un tel état de choses, car c'est une guerre pour les privilèges des grandes puissances, pour le partage des colonies entre les grandes puissances et pour leur domination sur les autres nations. Pour la « couche supérieure » de la petite bourgeoisie ou de l'aristocratie (et bureaucratie) de la classe ouvrière, il s'agit de défendre et de consolider sa propre position privilégiée : c'est là la continuation directe des illusions opportunistes petites-bourgeoises et de la tactique correspondante durant la guerre, c'est là la base économique du social-impérialisme actuel. » (Lénine, La faillite de la II<sup>e</sup> Internationale, t21).*

L'unique commentaire que l'on est en droit de faire à ce passage extrêmement lucide et clair est qu'aujourd'hui les couches ouvrières privilégiées ont augmenté numériquement dans les nations impérialistes au détriment, naturellement, de la misère et du désespoir des autres prolétaires du monde entier (le prolétariat est maintenant *réellement* une classe mondiale) desquels il est bien difficile de prévoir une vaste opposition organisée à la guerre, à moins de tomber dans l'erreur qui consiste à croire que les faits sociaux adviennent non pas selon la disposition matérielle de classe des intérêts individuels, mais du fait d'influences morales ou « humanitaires ». A l'inverse, on fait passer comme s'opposant à la guerre les *sermons* sur la valeur humaine de la paix, prélude de cette tristement célèbre « lutte pour la paix » (c'est-à-dire contre les « agresseurs »). En définitive, de tels sermons de curés, d'intellectuels, de petits-bourgeois, de bureaucrates de l'État et des appareils syndicaux et politiques, qui en perçoivent déjà les premiers symptômes, seront l'autre face de la préparation matérielle et de l'adhésion à la guerre. Tout cela ne signifie pas pour nous qu'il faille abandonner nos tâches révolutionnaires, que nous seuls pouvons remplir, encore moins dans la situation actuelle très difficile ; bien au contraire, cela signifie qu'il faut se rendre compte de l'extrême urgence de la nécessité de la renaissance d'un puissant mouvement ouvrier, cimenté dans la lutte pour ses intérêts exclusifs de classe, et qui soit aussi en mesure de s'opposer aux préparatifs du troisième conflit mondial.

« On ne peut faire tourner à l'envers la roue de l'histoire, ni en arrêter la marche » répète Lénine dans l'article cité plus haut ; on ne doit pas, à plus forte raison, rester immobiles à pleurnicher. S'il s'est formée une couche sociale de « parlementaires, journalistes, bureaucrates du mouvement ouvrier », qui s'est fondue et adaptée à sa propre bourgeoisie nationale (et si cela était vrai en 1914, que dire aujourd'hui!), il faut savoir aller au delà si nous ne voulons pas abandonner nos devoirs révolutionnaires, nous devons créer des organisations nettement *séparées* de l'opportunisme

et qui sachent conduire la lutte pour le pouvoir et l'écrasement de la bourgeoisie. C'est là la position clé des communistes depuis 1914 et pour toute la *période historique* qui débute à cette date et qui ne verra pas de retour en arrière, mais qui impose, de façon exclusive, l'exigence de la lutte mondiale pour le communisme. Aujourd'hui, après les ravages accomplis par la trahison stalinienne, et pire post stalinienne, il est nécessaire de ré-introduire chez les prolétaires la notion élémentaire de l'organisation économique de classe pour la défense immédiate des besoins les plus urgents et les plus élémentaires, mais dans cette perspective précise, qui doit être diffusée dès aujourd'hui parmi tous les travailleurs disposés à la lutte. Dans ce travail, on doit dès le départ démolir toute position qui met en avant le spectre des *horreurs* de la guerre, et qui, d'autre part, va de pair avec celle qui exalte les *délices* de la co-existence pacifique. Les communistes ont toujours été conscients contrairement à ce qu'on raconte aujourd'hui, qu'une nouvelle société « à la mesure de l'homme » ne pourra pas, dans tous les cas, naître d'un accouchement sans douleur. Dans un de ses premiers articles commentant la guerre, « La guerre européenne et le socialisme international », écrit en août 1914, Lénine soutient que :

*« sur le socialiste, plus que les horreurs de la guerre (...) pèsent les horreurs de la trahison perpétrée par les chefs du socialisme contemporain, les horreurs de la faillite de l'Internationale actuelle ».*

Et pour réaffirmer et redémontrer la continuité des positions communistes, parmi les milliers d'articles et de travaux du *Parti* du second après-guerre, nous pouvons rappeler que dans un article de 1961, « Guerre pour Berlin ou dans Berlin, commentant les seize années de paix « maudite », nous affirmions :

*« La chose la pire et la plus écœurante sera que les sauveurs de la paix - suprême ignominie - se feront appeler les prolétaires, les masses et tous ces fantasmes qui se cachent aujourd'hui derrière ces noms. Dans tout ceci, qu'y a-t-il qui ne soit pas vile ? Que faut-il scander ? Il n'y a plus qu'une chose : vive la guerre ! Étant donné le caractère fétide du mot d'ordre : vive la paix ! »*

Seuls des imbéciles peuvent voir dans ces positions des position « bellicistes » : en 1917 on alla même jusqu'à accuse Lénine d'espionnage en faveur des Allemands ; pendant la seconde guerre mondiale, pour la propagande stalinienne, Trotsky était un-espion nazi et Bordiga un espion du Mikado. Ce n'est pas la peine de répondre à de telles « accusations », mais il faut réaffirmer les thèses classiques. Il s'agit, en fait, de positions fondamentales dans le cadre des positions générales du marxisme révolutionnaire : *toute autre position* en la matière s'aligne parfaitement avec les positions classiques de l'opportunisme chauvin, qui a déjà empêché avec succès et tentera de nouveau d'empêcher l'action révolutionnaire du prolétariat justement aux moments cruciaux. La position que tinrent les sociaux-traîtres en 1914 est à cet égard typique : nous sommes désormais impuissants à empêcher la guerre - disait on -, elle est maintenant un *fait* : il vaudra donc toujours mieux que des socialistes soient aussi dans le gouvernement plutôt que de laisser les mains libres aux seuls représentants de la bourgeoisie. Ne retrouve-t-on pas là la justification très actuelle des gens de droite et de gauche, qui, par rapport à la trahison de 1914, ont la seule différence, en *pire*, de n'être même plus, quant aux positions, dans le camp ouvrier, et selon lesquels, justement, il faudrait « gérer » le possible, alors qu'en réalité ils ne feraient et ils ne font rien d'autre que de manifester le plus grand *mépris* et la plus profonde *peur* envers toute tentative d'action des masses prolétariennes qui ne soit pas encadrée et contrôlée dans les limites de la parfaite légalité? Même dans le cas d'impuissance réelle (et en août 1914, il s'agissait au contraire d'un réel alibi, comme le démontrera aussi amplement la lutte héroïque et isolée conduite contre la guerre par la petite

Gauche italienne) les chefs du mouvement ouvrier auraient dû voter contre les crédits de guerre et ne pas entrer dans les ministères ; ils auraient dû dénoncer la scélératesse de la bourgeoisie et non la défendre : la trahison d'août 1914 sera rester gravée de manière indélébile dans la mémoire historique du prolétariat! Aujourd'hui, Lénine, les maîtres ès « tactique révolutionnaire », les « réalistes » te diraient, avec un sourire de suffisance, que ta position et la nôtre étaient une position de « témoignage exclusif » et que tes propositions n'auraient pu « être mises en pratique ». Cela ne fait pas de doute : ce seront les mêmes qui répéteront la pratique honteuse de l'appui à la guerre sainte patriotique et qui justifieront le versement d'un autre et abondant sang et abondant sang prolétarien ! Dégager le terrain de telles entraves, c'est là la première tâche, très actuelle, du Parti.

## C - LE DÉFAITISME RÉVOLUTIONNAIRE :

Un point fondamental à rappeler, c'est que, dans les pays impérialistes, seul le prolétariat possède la *force*, et pas seulement un « intérêt » équivoque, pour lutter contre la guerre. Il devra bien se garder, pour déployer toute la puissance nécessaire, de ceux qui, au moment crucial, tenteront de le détourner de cette tâche centrale, en prêchant la nécessité de trouver des « alliés » parmi les autres classes ou « couches », avant le début de toute action de lutte concrète. L'antécédent, non seulement du fait des opportunistes les plus déclarés, mais même du centre « marxiste » de Kautsky lors de la première guerre mondiale, doit nous permettre de prévoir que cela se vérifiera dans le futur sur une échelle beaucoup plus large. Kautsky disait, dans « L'État national » :

*« Il est hors de doute, et ce n'est pas la peine de le démontrer, qu'il existe des couches réellement intéressées par la paix universelle et par le désarmement. Les petits-bourgeois, les petits paysans, et même beaucoup de capitalistes et d'intellectuels, ne sont pas liés à l'impérialisme par des intérêts plus forts que les dommages que ces couches supportent du fait de la guerre et des armements ».*

C'est un peu comme si on voulait juger des intérêts de classe de la bourgeoisie plus d'après les paroles des curés et des intellectuels que d'après les coups de canon (d'ailleurs complémentaires les uns des autres). C'est un problème de *classes* et non d'individus, dans le sens où il ne s'agit pas de juger des aspirations de qui que ce soit, mais d'*organiser* la seule classe qui non seulement « aspire », mais possède la force décisive pour défaire les plans de l'impérialisme, à saisir la *classe* prolétarienne, qui n'est pas comprise dans le sens statistique banal, mais en tant que classe organisée dans ses organisations de classe : dans ses organisations économiques et, surtout, dans son parti politique révolutionnaire de classe. Avec la présence et l'action consciente d'une telle classe, il sera alors *indifférent* que des groupes, des couches, ou des individus appartenant socialement à d'autres classes *s'assujettissent à la direction prolétarienne* dans la lutte contre la guerre. Mais justement pour que cela soit possible, il est nécessaire qu'il n'y ait pas de confusion quant aux objectifs et aux méthodes de lutte, dans la mesure où cela aurait pour conséquence la confusion elle-même des intérêts de classe du prolétariat avec les intérêts des autres classes, *toutes intéressées au maintien du régime capitaliste*, et donc, en période de guerre, *toutes intéressées par la victoire de leur propre pays sur les autres*, en ce sens que toutes les classes non prolétariennes tirent des avantages substantiels de leur capital impérialiste. Il n'y a pas de doute qui tienne à cet égard :

*« L'impérialisme est la subordination de toutes les couches des classes riches au capital financier et le partage du monde entre cinq ou six « grandes » puissances, dont la majorité*

*participent aujourd'hui à la guerre. Le partage du monde entre les grandes puissances signifie que, dans ce partage, toutes les couches riches sont intéressées à la possession de colonies et de sphères d'influence, à l'asservissement de nations étrangères, aux petits coins plus ou moins rentables et aux privilèges liés au fait d'appartenir à une « grande » puissance. » (Lénine, La faillite du la IIème Internationale, tome XXI).*

On doit donc affirmer que l'aspiration des couches petites-bourgeoises à la paix universelle n'existe que la mesure ou il en résulte la confirmation de leurs privilèges. S'il n'est possible de maintenir de tels privilèges qu'avec la guerre, ces couches deviennent les plus ardents défenseurs de la guerre elle-même : voici comment s'explique le changement apparemment soudain de toutes les couches petites bourgeoises, qui passent du front « pacifiste » au front « belliciste » en l'espace d'une matinée.

Afin que les intérêts du prolétariat soient nettement séparés de ceux de toutes les autres classes et de toutes les autres « couches » sociales, il est nécessaire d'affirmer que, dès le départ, la lutte contre la guerre doit se manifester, ainsi que cela est clairement défini depuis 1914, comme *défaitisme révolutionnaire*. A l'objection d'après laquelle il s'agira d'un travail très difficile, qui demandera des sacrifices notables et pourra débiter par des défaites, loin de se rabattre sur « une tactique plus praticable », nous répondrons avec Lénine : c'est justement pour cela qu'il est nécessaire d'entreprendre un tel travail « *seulement* avec ceux qui *veulent* le réaliser sans avoir peur de rompre complètement avec les chauvins et avec les défenseurs du social-chauvinisme ». C'est parce que toute lutte révolutionnaire a besoin d'objectifs très précis qu'il nous faut énormément nous défier de tout mot d'ordre qui, d'une part fait allusion en termes très généraux à « la lutte révolutionnaire contre la guerre », mais qui d'autre part, n'en tire pas la conséquence nécessaire du défaitisme. Il s'agit d'une position opportuniste de type « maximaliste » qui, s'abreuvant de « phrases révolutionnaires », consiste à semer l'illusion, la désorganisation et la démoralisation dans les rangs du prolétariat, en évitant toujours toute action *organisée* en vue d'objectifs immédiats bien précis. C'est l'opportunisme typique de la *phrase révolutionnaire*, autant dangereux et virulent que celui qui invitera ouvertement les ouvriers à défendre la « patrie ». Dans un article de juillet 1915, Lénine note au sujet de ces opportunistes pourris :

*« Le "mot d'ordre" de la défaite est repoussé par les chauvins (y compris le Comité d'organisation et a fraction de Ckheidze) précisément parce que c'est le seul et unique mot d'ordre qui soit un appel conséquent à l'action révolutionnaire contre le gouvernement lui-même pendant la guerre. Et sans cette action, les millions de phrases ultra-révolutionnaires sur la lutte contre "la guerre, les conditions, etc." ne valent pas une pièce percée. » (Lénine, La défaite de leur gouvernement, tome XXI).*

Contre toute *trahison* et toute démagogie, on doit donner comme objectif immédiat de lutte du prolétariat la lutte contre son propre gouvernement aussi en période de guerre (et aucune autre indication, même de lutte, ne pourrait le remplacer). Il découle nécessairement de cela - seuls ceux qui veulent alimenter les bavardages ne sont pas disposés à le reconnaître - que, d'une part, la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile est facilitée par les revers militaires, et d'autre part il serait *pratiquement impossible* de tendre réellement vers ce résultat sans contribuer à la défaite militaire. A l'objection selon laquelle une position aussi nette pourrait éloigner des forces sincèrement révolutionnaire, on doit répondre, encore avec Lénine, que tout accord sur les actions révolutionnaires n'est possible « qu'avec le *début* et le *développement* de ces actions. Ou bien, un tel début, à son tour, est impossible si on ne veut pas la défaite de son propre gouvernement et si on ne travaille pas dans le sens de cette défaite ».

Si de telles positions sont extrêmement claires et sans équivoque, si elles projettent un faisceau de lumière même dans la situation molle actuelle, dans laquelle il s'agit de développer les luttes (encore microscopiques) pour la défense des besoins prolétariens, en se plaçant *hors et contre* toute confusion verbeuse, on doit cependant éviter de tomber dans le volontarisme aventuriste tout aussi opportuniste et dangereux. Dans le même article cité plus haut, Lénine, après avoir affirmé que toute action concrètement révolutionnaire présuppose une contribution effective à la défaite de son propre gouvernement, note entre parenthèses :

*« ...(pour le lecteur « perspicace » : il ne s'agit pas en fait de « faire sauter des ponts », d'organiser des mutineries militaires vouées à l'insuccès, et, en général, d'aider le gouvernement à faire le chasse aux révolutionnaires) ».*

Et, plus loin, dans le même article :

*« La transformation de la guerre impérialiste en guerre civile ne peut être « fabriquée », de la même façon que ne peuvent être « fabriquées » les révolutions : elle se développe du fait de nombreux phénomènes, aspects, éléments, particularités multiformes, résultant de la guerre impérialiste ». (idem)*

Nous avons ainsi, pour ceux qui ne retiennent qu'une partie de l'article, un Lénine volontariste, presque terroriste et anarchiste ; et, pour ceux qui s'arrêtent sur la seconde partie, un Lénine spontanéiste qui voit la révolution tout bonnement comme un « processus » se déroulant de lui-même. A l'inverse, tout l'article est un exemple admirable d'application du matérialisme dialectique, incompréhensible pour ses deux sortes de révolutionnaires manqués, comme nous l'avons déjà vu a propos de l'organisation militante et au sujet de l'organisation de la dictature prolétarienne. C'est le rapport entre conditions objectives de la révolution et action subjective du Parti qui ne sera *jamais* compris correctement : un tel rapport est aussi spatio-temporel, et la situation où la décision du Parti peut déterminer un évènement (ainsi Octobre) est différente de celle où elle est socialement insignifiante ; mais même dans ce dernier cas, il n'en découle pas que le Parti soit autorisé à faire n'importe quelle bêtise ; la logique révolutionnaire elle même fait que le Parti, même s'il est socialement inconsistant, est d'une part habilité à prendre la décision juste au moment juste, s'adresse d'autre part de manière révolutionnaire à la partie des ouvriers qu'il peut organiser, amorçant, même si c'est au début d'une façon quantitativement insignifiante, la réaction révolutionnaire correcte.

De manière synthétique, les tâches des communistes devront consister en ces attitudes :

- appuyer toute manifestation prolétarienne spontanée ;
- des mots d'ordre clairs et une organisation proportionnée à leur mise en œuvre ;
- une organisation et une presse illégale sans laquelle tout mouvement sérieux est impossible ;
- aider les masses à prendre conscience.

C'est Lénine qui affirme en particulier la nécessité de cette dernière tâche, mais, pour en comprendre la signification exacte, elle doit être examinée en effaçant les tristes bavardages habituels. Les masses ne feront pas la révolution parce qu'elles auront pris conscience, comme le soutiennent les bavards (qui entre autres, ne les aident en rien à prendre conscience de leurs conditions réelles d'exploitation) ; mais, dans un processus révolutionnaire *réel*, il est très important que les masses prennent toujours plus conscience de la nécessité matérielle de la révolution, car c'est la un des facteurs déterminants de la *victoire* ; et c'est une tâche prioritaire du Parti.

C'est dans cette cohérence et avec passion que la Gauche italienne lutte pour que les socialistes, face au déchaînement de la guerre, restent fermes « à leur poste », ce qui signifiait ne pas devenir pacifistes, mais rester ancrés aux principes de la lutte de classes et de la lutte révolutionnaire que la période de guerre mettait impérieusement et violemment au premier plan. La voix de la Gauche face au cœur unanime des voix favorables à la défense de la démocratie contre la barbarie (idée sotte et fautive qui sera reformulée de façon tout aussi désastreuse durant la seconde guerre mondiale), pourrait sembler isolée ; en réalité, l'isolement se vérifie si la direction du PSI constitue le cadre de référence, mais ne se vérifie pas si nous l'élargissons au prolétariat italien tout entier, qui participa bien à la guerre (et pas toujours de façon totalement passive comme le démontre Caporetto), mais parce qu'il se trouvait *privé* d'une direction cohérente avec les principes socialistes. Ce furent les dirigeants qui trahirent, comme ils le firent du reste dans les autres nations, leurs propres résolutions (ainsi Basilea) ; et il est bien facile d'imputer l'immaturité révolutionnaire exclusivement au degré insuffisant de mûrissement des conditions objectives pour la victoire de la révolution dans l'Occident européen ! Une telle immaturité, si incontestable, au contraire, signifie simplement l'absence grave d'un parti effectivement *révolutionnaire* et *séparé* des opportunistes. Seuls les événements liés à la guerre posèrent la nécessité de l'existence d'un tel parti, à la différence de la Russie où les communistes avaient eu les moyens d'écraser nettement les opportunistes, et donc de se séparer aussi d'eux sur le plan organisationnel, le terrain social étant, depuis le début du siècle, un terrain objectivement révolutionnaire et donc favorable pour démontrer que ce qui caractérise l'opportunisme, c'est son absence dans l'action aux moments décisifs. De toute façon, subsiste en tant que date historique très importante le fait que la Gauche, quoique isolée quant à ses possibilités d'influer sur les choix politiques ou PSI, défendit avec une extrême rigueur les principes mêmes de Lénine sur le *défaitisme révolutionnaire*, encore une démonstration de plus que l'attitude pratique des communistes *doit* être rattachée aux principes fondamentaux même et surtout dans les situations adverses. Cette attitude ne se limita pas à opposer nos thèses sur les organes de presse, mais saisit chaque occasion, dans les divers congrès qui se déroulèrent plus ou moins clandestinement de 1915 à 1915, pour que le Parti socialiste choisisse la voie de l'organisation matérielle de la révolution prolétarienne, que les ouvriers italiens - il y eut à plusieurs reprises de 1915 à 1917 des mouvements importants à Turin et en Romagne - démontrèrent à maintes reprises être prêts à entreprendre. Tout ce travail qui constitue l'origine réelle de la future naissance du Parti Communiste d'Italie à Livourne, est mentionné dans notre *Storia della Sinistra Comunista* (Histoire de la Gauche Communiste) ; rappelons en particulier le point 3 de la motion de la section socialiste de Naples, votée le 18-5-1917 ; qui se situe par sa clarté dans la perspective même de Lénine, confirmant s'il en était besoin que le *bolchévisme* était et est « une plante pour tous les climats » :

« Les socialistes de tous les pays doivent consacrer leurs forces à la cessation de la guerre, en incitant le prolétariat à prendre conscience de sa force et à provoquer, par son action intransigeante de classe, la cessation immédiate des hostilités, en tentant de détourner la crise pour atteindre les buts du socialisme. »

## D - PRÉPARATION DE LA TROISIÈME GUERRE MONDIALE.

Nous avons voulu traiter de manière délibérée des questions relatives à l'attitude pratique du Parti tout de suite après la réaffirmation des principes généraux sur le *caractère inévitable de la guerre*, et avant l'examen de la situation politico-militaire contingente, justement pour qu'il soit bien clair que l'attitude du Parti découle directement de ces principes, et qu'elle n'est sujette à

aucun changement de quelque sorte. Nous ne pouvons, cependant, clore cette étude de la question militaire sans analyser, de façon bien sûr générale et synthétique, la situation actuelle des rapports entre les États qui présente toutes les caractéristiques économiques, politiques et sociales qui sont le prélude à un nouveau conflit généralisé ; avertissons le lecteur que, si d'une part une telle analyse est très importante afin que le Parti ne se laisse pas surprendre par des événements imprévus, d'autre part, il est possible d'accomplir des erreurs d'évaluation à ce niveau, qui, dans tous les cas, ne pourront avoir ces répercussions négatives sur les principes et sur la tactique du Parti exprimés dans les points précédents.

Nous devons cependant, avant de traiter cette question, insister encore sur le point fondamental et de principe de l'inévitabilité de la guerre en régime capitaliste. Il est nécessaire que le prolétariat soit préparé dès aujourd'hui à cette éventualité inévitable, non seulement parce qu'une nouvelle guerre généralisée sera le produit nécessaire des contradictions impérialistes, mais encore parce que ce sera une nécessité aussi dans l'hypothèse la plus favorable que la conquête advienne en pleine guerre ou qu'elle advienne avant que la guerre ne se généralise, le prolétariat du pays en question ne pourrait pas ne pas se placer contre le reste du monde capitaliste, surtout sur le militaire, en faisant bien sûr confiance non seulement à la force des armes de l'Armée Rouge, mais aussi au soulèvement du prolétariat des pays où le pouvoir est resté aux mains de la bourgeoisie. Cette indication est aussi contenue de manière claire chez Lénine, et pas seulement après la victoire d'Octobre. Dans « *Quelques thèses* » du 13-10-1915, il écrit :

*« A la question : que ferait le parti du prolétariat si la révolution le portait au pouvoir durant la guerre actuelle, nous répondons : nous proposerions la paix à tous les belligérants, à condition que la liberté soit donnée à toutes les colonies et à tous les peuples dépendants, opprimés et privés de leurs droits. Avec les gouvernements actuels, ni l'Allemagne, ni la France, ni l'Angleterre n'accepteraient cette condition. Et nous devrions alors préparer et conduire la guerre révolutionnaire, à savoir nous devrions non seulement réaliser complètement, avec les mesures les plus décisives, tout notre programme minimum, mais aussi, systématiquement, pousser à l'insurrection tous les peuples opprimés jusqu'ici par les Grands-russes et toutes les colonies et les pays sujets de l'Asie (Inde, Chine, Perse et autres), et pousser, en premier lieu, le prolétariat socialiste d'Europe à s'insurger contre ses gouvernements malgré ses sociaux-chauvins. » (Oeuvres, tome XXI, p.418-419).*

Et encore, de manière plus explicite dans « *A propos du mot d'ordre des États-Unis d'Europe* », du 23-8-1915 ;

*« L'inégalité du développement économique et politique capitaliste est une loi absolue du capitalisme. Il en découle qu'est possible le triomphe du socialisme d'abord dans quelques pays ou même dans un seul pays capitaliste pris séparément. Le prolétariat victorieux de ce pays, une fois les capitalistes expropriés et la production socialiste organisée dans son pays, se porterait contre le reste du monde capitaliste, attirant à lui les classes opprimées des autres pays, les pressant à s'insurger contre les capitalistes, intervenant même en cas de nécessité avec la force armée contre les classes exploiteuses et leurs États... L'union libre des nations dans le socialisme est impossible sans une lutte obstinée, plus ou moins longue, des républiques socialistes contre les États arriérés. » (Oeuvres, tome XXI, p.354).*

L'objection selon laquelle, après Octobre, Lénine s'oppose à la « guerre révolutionnaire » des gauches et employa toute son autorité pour convaincre les récalcitrants à la signature du traité de Brest-Litovsk, est l'objection typique de celui qui s'arrête à la signification formelle des positions sans en comprendre le contenu réel. Au moment de Brest-Litovsk, le prolétariat russe était

complètement à genoux ; on attendait l'insurrection et la victoire prolétarienne en Allemagne et en Europe occidentale en général au cours des mois suivants, sinon des semaines : il s'agissait alors clairement de sauver le pouvoir conquis pour attendre (mais sûrement pas pendant des décennies !) la victoire du prolétariat européen et marcher alors ensemble pour défaire l'impérialisme mondial. Et il est clair, pour qui veut bien le comprendre, que cela n'a rien à voir avec la perspective d'un prolétariat victorieux dans un pays ou dans un groupe de pays, en rien affaibli par cette victoire, qui ne peut pas ne pas l'étendre au niveau international.

Nous voulons encore ajouter que, malgré la gravité de la situation internationale actuelle, les grands brigands impérialistes peuvent trouver, pendant un autre cycle, un équilibre de leurs sales intérêts garantissant encore « la paix » au moins dans les pays occidentaux. Une telle éventualité doit être qualifiée ce *pire* que le déchaînement de la guerre à l'échelle mondiale dans l'optique de la reprise du mouvement de classe ainsi que l'avait du reste déjà indiqué le Parti. Dans « Pacifisme et Communisme », publié sur Battaglia Comunista du 6 avril 1949, nous avons dit :

*« Nous n'excluons pas cette éventualité de la paix bourgeoise qui était dépeinte avant 1914 par les divers Norman Angel sur un air idyllique, mais, en l'admettant, nous la considérons comme une éventualité pire que celle du capitalisme générateur de guerres en séries jusqu'à son écroulement final ».*

(Pour la compréhension exacte du texte, il est utile de rappeler qu'à ce moment en « craignait » le déclenchement d'une nouvelle guerre à très brève échéance entre l'URSS et les USA).

Ayant ainsi affirmé que tant que le prolétariat mondial ne retrouvera pas sa route vers la révolution mondiale et la dictature de classe, il n'y a pas pour des communistes de paix qui soit désirable, nous pouvons donner une évaluation générale et synthétique de la situation actuelle des rapports politico-militaires internationaux.

Parmi les raisons qui furent à l'origine de la *Guerre froide* et de la *Détente*, ne figure certainement pas l'intensité de la lutte de classes bourgeoisie-prolétariat à l'échelle internationale. Par contre, parmi les plus importantes, on peut énumérer :

- le fait que ce soit vérifiée la révolution anti-coloniale en Asie, Afrique, Amérique latine dès la fin de la guerre et sa cessation dans les années soixante ; d'où d'abord la « guerre froide », puis la « détente » ;
- les exigences du développement *capitaliste* de la Russie, d'un côté, et du maintien de la position de pays impérialiste principal des USA, de l'autre.

Il est particulièrement important d'analyser les exigences du développement capitaliste en Russie. La « guerre froide » et le « rideau de fer » en résultant est typique des pays en voie de développement, qui veulent défendre l'appareil productif intérieur par des politiques protectionnistes. La période de la « détente » est d'une interprétation un peu plus difficile en généralisant les périodes où l'appareil productif d'une nouvelle nation capitaliste s'est consolidé, comme c'était le cas de l'appareil productif soviétique à la fin de la « guerre froide », et se prépare à disputer les marchés aux autres capitaux nationaux déjà affirmés, il est plus logique de constater des rapports diplomatiques « tendus » entre les Etats. Toutefois, comme les deux exigences apparemment opposées (celles de l'URSS d'ouvrir la voie à l'exportation de ses marchandises et, surtout, celle des USA de maintenir sa suprématie impérialiste) ont pu se concilier, tout deviendra plus clair si nous gardons présent à l'esprit que toute la période de la « détente » a été caractérisée par le soi-disant « boom productif » fondé sur l'expansion des dépenses publiques et sur l'inflation

en résultant, qui a permis d'employer à l'échelle mondiale des masses considérables de capitaux dans la production de quantités énormes de marchandises destinées au marché international, à côté bien sûr du gonflement effroyable de la production d'armes, à la barbe d'une apparente « détente ». Voyons comment le plus grand artisan de la « détente », Krouchtchev, la justifiait dans l'intérêt de l'URSS. Du moins dans tous les discours officiels de cette période, qui débute dans les années 60, il n'exclut pas le danger de la guerre, mais il l'attribue aux projets néfastes d'un petit groupe d'hommes, ou même à l'excès de folie d'un seul homme. C'est pourquoi la « lutte pour la paix » doit être le « devoir sacré » de tout homme :

*« Si les millions d'Américains, d'Allemands, de Japonais, d'Anglais, de Français, d'Italiens élevaient une protestation unanime contre l'éventualité de la guerre, il n'y aurait pas de force au monde capable d'enfreindre leur volonté » (Du discours de clôture au XXII<sup>ème</sup> congrès du PCUS).*

Même le pire Kautsky n'avait atteint, de toute évidence, une telle infamie : il n'y a plus de classes et de luttes de classes dans le monde, mais seulement des hommes de bonne volonté qui, au mieux, peuvent élever de vibrantes protestations ! Comment s'étonner qu'ensuite le digne successeur de Krouchtchev, Brejnev, se recommande à Dieu (!), comme cela est arrivé lors de la signature récente des accords SALT II à Vienne !

On aurait toujours selon Krouchtchev (voir le même discours de clôture au XXII<sup>ème</sup> congrès du PCUS), la certitude que cette génération peut éviter les « erreurs » de la guerre mondiale : cela consisterait à parier sur le *développement du commerce mondial* ; qui, tout en mettant « face à face » deux systèmes sociaux « radicalement différents », garantirait le maintien de la paix : il suffirait de « se mettre d'accord » (!) pour que la lutte éventuelle ne soit pas résolue par la guerre, mais pacifiquement ! La lutte « âpre » deviendrait alors une simple controverse de ce genre : quel système est le meilleur ? Lequel assure aux êtres humains les plus grands avantages ? Et l'idéal, peut-être, serait de pouvoir choisir cette « lutte » avec la très puissante arme du vote. En réalité, cela revient à admettre, à *confesser* ouvertement, l'égalité des formes économiques des deux systèmes ; et donc l'insistance, surtout soviétique, de la nécessité de la coexistence pacifique démontrait seulement son arriération économique et la nécessité de compter sur le développement du commerce international pacifique pour favoriser l'accumulation intérieure : la « détente », en définitive, fut nécessaire pour permettre un développement très accéléré de l'économie soviétique qui, quant à elle, n'a jamais pensé à discuter le rôle de première puissance impérialiste aux USA - Krouchtchev ose même alors se réclamer de *L'impérialisme* de Lénine, et il est obligé de dire que ses thèses se voient confirmées, mais qu'il faut tenir compte « des grands changements intervenus depuis l'époque de Lénine », phrase qui caractérise l'aventurier opportuniste employant l'antonomase. Ces changements seraient de nature à contraindre la bourgeoisie internationale à accepter le désarmement universel. L'espoir de résolution pacifique de toutes les questions sociales n'est-il pas l'espoir typique de la petite-bourgeoisie, justement parce qu'elle veut défendre ses privilèges, en rêvant peut-être... d'abolir la lutte de classes ? C'est la petite-bourgeoisie qui imagine la possibilité d'un gouvernement mondial basé sur le consensus et sur le désarmement, à condition que l'on laisse intacte la base économique de l'exploitation du travail salarié ; sinon, adieu les privilèges ! Espérer le « désarmement universel » et le « gouvernement pacifique mondial » signifie espérer que la bourgeoisie abandonne *pacifiquement* et *volontairement* le pouvoir politique ; c'est là une espérance que les *utopistes* d'il y a un siècle et demi pouvaient dignement proposer au prolétariat. Le pouvoir de la bourgeoisie, aujourd'hui, ne résisterait pas une minute de plus sans armée et surtout sans ses corps spéciaux. En fait, on ne veut pas soutenir, comme le soutenaient et le

soutiennent les bourgeois d'Occident, cent mille fois pire que ceux d'Orient, que la propagande du désarmement faite par l'URSS à cette époque était de mauvaise foi, et que l'on pouvait « se fier » seulement dans les intentions des USA. Bien au contraire, les affirmations suivantes de Krouchtchev démontrent de manière limpide que les intentions de la Russie de cette époque étaient vraiment sincères :

*« Quand les politiciens bourgeois déclarent que l'URSS a besoin de la coexistence pacifique comme d'une mesure temporaire, et que nous communistes, en réalité, nous n'attendons rien d'autre que le moment favorable pour déchaîner la guerre et modifier le régime politique et social des autres Etats, nous affirmons qu'ils mentent... La coexistence pacifique peut et doit assumer la forme d'une compétition pacifique pour la meilleure satisfaction de tous les besoins humains. » (Extrait d'un discours prononcé lors d'un meeting de travailleurs à Moscou le 20-10-1950, et publié dans : Krouchtchev, les problèmes de la paix).*

Alors que pendant toute cette période, la nécessité de l'accumulation capitaliste en Russie présupposait des rapports internationaux « détendus », pour favoriser le commerce international, et alors que cela allait dans le sens des exigences impérialistes d'alors, notamment des USA, le capitalisme russe s'étant aussi transformé en *capitalisme financier*, nous voulons cependant soutenir que son intérêt principal est devenu l'élargissement de sa zone d'influence non seulement commerciale mais aussi *financière*, allant ainsi inévitablement jusqu'à bouleverser les précaires situations d'équilibre entre les blocs impérialistes, et à plus forte raison à partir du moment où la Chine cherche elle aussi à jouer un rôle autonome dans le concert international.

La situation économique internationale, ainsi, est désormais en *crise permanente* : la crise de 1975 a été « dépassée » mais se sont mises en place les prémisses de la vérification à brève échéance d'une crise plus profonde que, entre autres, les récentes augmentations du prix du pétrole peuvent même accélérer, déterminant une nouvelle augmentation de la valeur de la part du capital constant sur le capital social, et donc une nouvelle et plus profonde chute du taux moyen du profit. Du point de vue politico-militaire aussi ; la situation mondiale s'est aggravée par rapport à il y a quelques années. Malgré tous les « accords » sur le désarmement : non seulement des zones de crise militaire *aiguë* subsistent, comme le Moyen-Orient et l'Indochine, mais d'autres tout aussi critiques se sont ouvertes récemment, comme en Afrique et de nouveau en Amérique latine. Ce sont surtout des signes sans équivoque de l'extrême tension internationale :

- la création de « corps spéciaux » survenue récemment aux USA, suivis de peu par la France, constitués de troupes aéroportées en mesure de « protéger » la production mondiale contre d'éventuels sabotages dans l'approvisionnement pétrolier ;
- les rencontres internationales, comme celle restreinte de la Guadeloupe et celle plus élargie de Tokyo entre les chefs d'Etat des pays Occidentaux, qui ont enregistré de profondes déchirures dans le bloc atlantique tel qu'il s'est créé après la seconde guerre mondiale ;
- la position « incertaine » du Japon, et celle ouvertement « pro-soviétique » de l'Allemagne occidentale ;
- la fêlure dans le bloc du Pacte de Varsovie avec la rébellion ouverte de la Roumanie à la demande russe d'un engagement plus grand dans le soutien à l'armement des troupes du Pacte, ce qui permettrait à l'URSS de donner une plus grande « attention » aux prétentions chinoises ;
- enfin, la situation sociale interne des pays impérialistes qui, si elle ne voit pas encore de mouvements de classe d'une quelconque consistance, est toutefois devenue extrêmement tendue et incertaine, et donc perméable à une nouvelle campagne idéologique en faveur d'une

nouvelle « guerre décisive » qui jouerait sur le danger que les privilèges accordés pendant plus de trente ans vont être perdus et qu'il faut donc lutter pour les conserver. Le tout, naturellement, au nom des plus hautes « valeurs humaines », comme pour les réfugiés vietnamiens.

Une lutte *pour le pétrole* pourrait bien servir à cela, et il n'est pas dit qu'une campagne idéologique adéquate doive nécessairement advenir *avant* l'éclatement de la guerre ; elle peut très bien être menée *après*. Naturellement, on mettrait en mouvement tous les partis, avec en tête ceux qui se réclament encore du communisme et du socialisme, en nuancant diversement pour contenter un peu tout le monde.

Certains pensent qu'une telle perspective est un gros risque pour la bourgeoisie, non pas dans le sens banal de la peur, que la puissance destructive des armes modernes inspire à la bourgeoisie elle-même, mais justement d'un point de vue de classe : ils affirment ainsi qu'une telle décision remettrait en branle vers des buts classistes les millions d'ouvriers des pays impérialistes, ce qui mettrait donc sérieusement en danger le pouvoir de l'Etat capitaliste. C'est une hypothèse souhaitable, mais bien difficilement prévisible. Ce que notait Trotsky en 1919 peut être repris, à plus forte raison, aujourd'hui, en l'absence de toute tradition de *lutte de classe* même pour les besoins immédiats et quotidiens. Dans une conférence tenue à Moscou le 21 avril 1918, et publiée dans les *Ecrits militaires*, Trotsky notait :

*« Je suis allé dans plusieurs pays pendant la guerre... J'ai noté partout la même chose : au début, la guerre étourdit les masses travailleuses, les trompe et les induit en erreur, puis les bouleverse, les pousse à protester et à se révolter d'abord contre la guerre elle-même, puis contre le régime qui les a poussées à la guerre. Pourquoi, au départ, la guerre réveille-t-elle les sentiments patriotiques des masses travailleuses ? Parce que, malgré l'existence d'un parlement, des partis socialistes et communistes, il y a encore des millions de travailleurs qui n'ont pas une vie morale et sociale. Notre grand malheur est qu'il y ait encore des millions de travailleurs qui vivent comme des automates. Ils travaillent, ils mangent et ils dorment, ou mieux : ils mangent et ils dorment à peine assez et ils travaillent au-dessus de leurs forces : dans ces conditions, ils ne font que ces deux choses. Leur horizon se limite à cela ; leur esprit, leur pensée, leur conscience sommeillent en temps normal, et puis, angoissés par leur situation sans issue, ils s'adonnent à la boisson les jours de fête. Voilà l'existence même du travailleur : tragique et terrible ! C'est le destin effrayant auquel le système capitaliste a condamné des millions et des millions de travailleurs. Que soit maudit ce système qui contraint les travailleurs à une vie si horrible !*

Mais la guerre éclate, le peuple se mobilise, endossant l'uniforme militaire. Ils lui disent : « Marchons contre l'ennemi, vainquons, et après tout changera ». Et la masse commence à espérer. Ils quittent la charrue, leur métier. Peut-être qu'en temps de paix l'homme écrasé par son fardeau quotidien comme un bœuf sous le joug est incapable de penser, mais là-bas, malgré lui, il se met à réfléchir. »

La nouvelle guerre impérialiste, comme le parti l'a entièrement prévu ( « Oui, ce n'est pas la guerre froide, mais justement la détente qui prépare la guerre mondiale », avons-nous dit à la fin des années 60) est donc un danger réel qui n'est plus à long terme, vu qu'aujourd'hui l'opportunisme contrôle la quasi-totalité du mouvement ouvrier et est certainement pire et plus nationaliste que celui de 1914. D'autre part, les ouvriers des pays impérialistes ont démontré de façon très rare qu'ils sont capables de se mobiliser pour un but, même seulement économique et immédiat, mais *de classe* ; et seul un tel mouvement *puissant* serait en mesure de s'opposer à la guerre et de tenter de *l'étouffer dans l'œuf*. Il est certain que toutes les forces des communistes, tenaces mais encore

faibles, seront employées dans ce sens, et, dans tous les cas, comme le notait Trotsky, les idéaux de classe et du communisme se verront puissamment re-découverts dans le cours de la guerre elle-même, et la victoire de la Révolution Communiste Mondiale sera de nouveau à l'ordre du jour.

## **LE PACIFISME, MOUVEMENT REACTIONNAIRE PETIT-BOURGEOIS**

Voici le texte du manifeste de convocation, et, à la suite, le résumé du rapport exposé aux réunions publiques que notre parti a organisé sur le thème : CONTRE LE PACIFISME.

\* \* \*

La guerre est le débouché nécessaire la concurrence « pacifique » et à la guerre impérialiste, elle est imposée par la crise économique du Capital, et par un nouveau partage du monde entre les grandes puissances, comme le fut Yalta avec la seconde.

LA GUERRE IMPERIALISTE EST INEVITABLE, et répandre l'illusion que des marches, de belles exhortations aux gouvernements ou des appels interclassistes peuvent garantir la paix, contribue à ce que le prolétariat se trouve de nouveau impréparé au nouveau massacre exigé par les bourgeoisies du monde entier, américaine et russe comprises.

Les partis ex-communistes et ex-socialistes, qui acceptent aujourd'hui la domination du Capital et la soumission ouvrière aux « intérêts supérieurs du Pays et la paix », demain, pour ce même Pays et cette même Paix, quand la guerre deviendra réalité, découvriront que c'est une guerre « défensive, pour la paix », béniront la nouvelle boucherie d'esclaves salariés, de la même façon que la Social-démocratie poussa le prolétariat dans les tranchées de la première guerre, et le stalinisme et la démocratie dans celles de la seconde.

La réponse historique à la guerre impérialiste ne peut être que la REVOLUTION PROLETARIENNE MONDIALE, la GUERRE SOCIALE tout d'abord contre sa propre bourgeoisie le DEFAITISME antipatriotique, la FRATERNISATION INTERNATIONALE DE CLASSE.

Seul le prolétariat de tous les pays a la possibilité historique, une fois qu'il aura retrouvé sa conscience communiste et son parti révolutionnaire mondial, de mettre fin aux guerres, dans la mesure où il mettra un terme à la monstruosité sanguinaire du Capital.

Ce sont là les positions du marxisme, déjà victorieux dans la Russie soviétique de 1920 contre les armées de l'impérialisme mondial tout entier.

### **I - ORIGINE ET INELUCTABILITE DE LA GUERRE IMPERIALISTE :**

Notre position est historique et définitive, et se réfère aux thèses classiques de Lénine soutenues dans *l'Impérialisme* et aux positions de la Gauche communiste après la trahison d'août 1914.

Il s'agit de thèses diffusées et bien connues, mais qui ne le sont pas dans leur signification profonde. Tous savent que les communistes soutiennent que la guerre impérialiste est *inévitabile*, et tous en nient *tout autant* les conséquences et les implications *tout autant inévitables* d'une telle position.

Il nous faut répondre a ces deux questions :

1) Que veut dire *guerre impérialiste* ?

2) *Pourquoi* la guerre impérialiste est-elle inévitable ?

Impérialisme signifie :

- concentration de la production et du capital, avec comme conséquence la substitution continuelle des monopoles à la concurrence. En 1916 Lénine notait que la moitié de la production était concentrée dans le centième des entreprises ; cela ne dépasserait sûrement pas le millième aujourd'hui.

- *fusion* du capital bancaire et industriel dans le *capital financier* qui contrôle toute activité économique à l'échelle mondiale. Même la plus petite entreprise capitaliste est étroitement liée au capital financier.

- importance énorme, à l'échelle mondiale, de l'exportation des capitaux, par laquelle le capital financier assujetti à ses propres intérêts non seulement l'activité économique des métropoles, mais du monde entier.

- partage du monde en zones d'influence, avec comme conséquence la tendance des Etats impérialistes les plus forts à assujettir non seulement les pays arriérés, mais aussi les Etats impérialistes plus faibles.

Ces caractères dérivent de l'évolution et sont le prolongement direct des caractéristiques fondamentales du capitalisme en général, analysées parfaitement et scientifiquement par Marx. L'évolution du capitalisme en impérialisme est donc déterminée par la *nécessité économique*, c'est-à-dire par la tendance fondamentale et irrésistible, contenue déjà dans le capitalisme librement concurrentiel, à la concentration et à la centralisation financière.

*D'où la politique de l'impérialisme*

Selon l'opportunisme historique, la politique de l'impérialisme est *séparable* de ces conditions économiques. La politique de *guerre* est alors interprétée comme une des *politiques possibles*, même si c'est la *préférée*. Mais une *politique de paix*, serait *possible*, même sur les bases des rapports de classe actuels : c'est là-dessus que fleurit le *mouvement pacifiste*, rêvant de prétendre des Etats actuels la paix et le désarmement universel. De tels mouvements sont apparus au début du siècle, à la veille de la seconde guerre mondiale, et, ce n'est pas un hasard, s'ils renaissent aujourd'hui.

Selon la vision *marxiste et révolutionnaire*, la guerre impérialiste est la conséquence directe des nécessités économiques de l'impérialisme comme système mondial de pouvoir ; c'est donc une *guerre de classe* contre le prolétariat mondial pour la conservation du mode de production capitaliste : les Etats impérialistes se partagent le monde et luttent de façon répétée pour se partager le monde, *non du fait de la méchanceté particulière des capitalistes* de telle ou telle autre nation, mais parce *qu'ils sont contraints d'emprunter cette route* s'ils veulent obtenir des profits. A certaines époques, la possibilité d'obtenir des taux de profit satisfaisants pour la masse énorme du Capital mondial par l'emploi des moyens matériels et des hommes dans la production est tellement minime et aléatoire - le phénomène est d'ailleurs directement proportionnel à la croissance de la concentration et de la centralisation du Capital - que la seule alternative (même si elle n'a pas besoin mécaniquement d'une justification idéologique) devient celle de la guerre généralisée. D'autre part, les périodes de paix ne sont que des intermèdes entre une guerre et la suivante, où la possibilité de tirer des profits de l'activité productive normale existe.

Ainsi, paix et guerre impérialiste *ne sont pas contradictoires* : elles correspondent à deux façons

d'être de l'impérialisme. Pour s'opposer à la guerre impérialiste, il est donc indispensable de s'opposer aussi à la paix impérialiste.

## II - SIGNIFICATION DE CLASSE DU MOUVEMENT PACIFISTE :

On doit souligner tout d'abord que le mouvement pacifiste de *masse* a toujours été une caractéristique des pays développés. Pour les peuples d'Asie, d'Afrique, d'Amérique-Latine, réclamer « la paix des trente dernières années » serait une drôle de plaisanterie : pour eux *cette paix* a toujours voulu dire guerre. C'est dans une poignée de pays que durant les trois dernières décennies, « on a joui de la paix » ; et précisément dans la poignée de pays impérialistes qui exploite encore le monde entier. Et cette paix a justement permis l'octroi de nombreux avantages aux « masses populaires » des pays impérialistes *alliées et de connivence* avec les Etats impérialistes respectifs : petite-bourgeoisie, intellectuels et philosophes, appareils bureaucratiques des partis et des syndicats, aristocraties ouvrières, artistes, etc. Lutter pour le *maintien de la paix* dont on a joui dans ces Etats pendant trente ans, cela signifie lutter pour le *maintien de ces privilèges* sur la *mort*, sur la *faim*, sur le *sang*, sur la *misère* et la *sueur* de l'énorme majorité de la population, *du prolétariat mondial et des masses déshérités des peuples sous-développés*.

Le pacifisme est donc la *quintessence* même de *l'opportunisme*.

Mieux : c'est l'alliance impérialisme-opportunisme pour le maintien de la suprématie d'une poignée d'Etats sur le reste du monde. Et il n'hésitera pas à *se transformer en bellicisme* quand il ne sera possible de maintenir une telle suprématie que par la guerre. Le phénomène est déjà survenu, et se vérifiera de nouveau : les plus ardents pacifistes deviendront les plus ardents défenseurs de la patrie. Il suffit *d'individualiser l'agresseur*.

Deux fois déjà, le prolétariat des pays occidentaux a été entraîné sur les fronts de guerre pour défendre les « libres institutions démocratiques » contre l'agresseur individualisé pour l'occasion dans le « militarisme allemand ». Et l'abandon des principes communistes a été, mille fois pire dans la Résistance que dans la première guerre mondiale. Même Mussolini, qui eut la capacité de tromper jusqu'au jeune Gramsci avec sa neutralité active, soutenait que le prolétariat devait participer à la guerre pour défaire l'impérialisme allemand dans la mesure où il était désigné comme « l'ennemi principal » de la révolution prolétarienne ; dans le même temps, avec la Résistance, on prêchait la nécessité de défaire l'agresseur fou Hitler, qui avait soumis le peuple allemand, dans le *seul* but de défendre les principes sacrés de la démocratie et de la liberté.

## III - LE SEUL AGRESSEUR EST LE CAPITALISME : LA SEULE LUTTE POSSIBLE CONTRE LA GUERRE EST LA LUTTE POUR LA REVOLUTION COMMUNISTE MONDIALE :

« Maintenant que la guerre est un fait accompli - disaient les chefs socialistes en août 1914 - nous sommes impuissants à son égard, nous reprendrons la lutte de classe après la parenthèse guerrière, et, entre-temps, nous devons entrer dans les ministères de guerre pour que ce soit nous qui « gérons », au lieu de laisser le champ complètement libre aux représentants de la bourgeoisie. » C'est ainsi que fût consommée la plus grave et effroyable trahison du prolétariat qui, depuis lors en Occident, n'a pas encore eu la capacité de relever la tête.

La trahison *ne fut* cependant *pas totale* et, au moins *en Russie*, le calice amer de la Révolution dut être avalé par tous les ennemis du prolétariat. D'autres réactions authentiquement révolutionnaires eurent lieu en Allemagne et en Italie avec la lutte généreuse, même si elle fut isolée, de la Gauche Socialiste, alignée de manière parfaite sur les positions de Lénine et du Parti bolchevique de Russie. Et ce sont ces traditions qui nous permettent aujourd'hui de ne pas perdre le fil, le lien avec l'expérience historique maîtresse du prolétariat, et donc de continuer notre lutte sur le chemin immuable de la Révolution.

Toutes les réactions « de gauche » à la trahison social-démocrate ne furent pas alors aussi cohérentes et révolutionnaires : le *confusionnisme verbal* fleurit, aspect *typique du maximalisme* italien. *De belles phrases* contre la guerre, même des phrases révolutionnaires, mais *aucune organisation*, aucune lutte immédiate pour des buts et pour des objectifs bien précis. Si *l'opportunisme de droite* assumait directement le devoir de *gérer* en son nom la guerre du Capital, et gère depuis lors mieux que les capitalistes les intérêts du capitalisme - comme tous ceux qui se disent aujourd'hui de gauche et veulent seulement gérer ! -, le travail de *l'opportunisme de gauche* ne fut alors *pas moins délétère* : depuis cette époque, il a toujours empêché, avec des phrases vides à souhait, la formation et la consolidation de l'organisation révolutionnaire. Depuis lors, la nécessité de la *séparation la plus nette possible* entre le Parti Communiste Révolutionnaire et tous les autres groupes soi-disant révolutionnaires est toujours *plus absolue et totale*.

Notre thèse *historique et définitive* est que la *seule* possibilité d'obtenir la victoire contre la guerre impérialiste consiste à lier étroitement la lutte de toute la classe prolétarienne contre la guerre au *défaitisme révolutionnaire* qui signifie : organisation prolétarienne illégale à l'intérieur de l'armée pour retourner contre la bourgeoisie les armes de la bourgeoisie elle-même, le tout dans une unité d'action étroite avec le mouvement prolétarien organisé dans des syndicats de classe DIRIGES PAR LE PARTI COMMUNISTE.

Il est bien évident qu'une telle action, *qui ne se réduit pas à un pur aventurisme* et à aider le gouvernement à arrêter les révolutionnaires, *présuppose* l'existence d'un Parti Communiste *consistant* qui a su se fortifier et gagner la cohésion nécessaire dans les luttes prolétariennes précédentes.

Le but de *renforcement et d'extension* du Parti Communiste est le but prioritaire et urgent, vu l'aiguïsement des oppositions inter-impérialistes, que nous montrons, par tout notre travail de Parti, aux prolétaires les plus conscients et les plus combattifs : les forces prolétariennes ne doivent pas être *dispersées*, mais doivent être *intégrées* et exaltées dans l'organe collectif du Parti, qui doit être capable de leur permettre de remplir *de manière compacte* - c'est là la force décisive du prolétariat - la fonction de direction révolutionnaire du prolétariat que l'histoire mettra à l'ordre du jour à une échéance qui n'est plus très lointaine.

Nous indiquons enfin à *tous les prolétaires*, à quelque parti qu'ils appartiennent, le but encore plus immédiat et urgent, pour la défense quotidienne contre le Capital, de la *constitution* et du *renforcement d'organisations économiques de classe*. Loin de tout confusionnisme verbal, et contre la politique collaborationniste des syndicats tricolores, les prolétaires doivent retrouver la force pour se réorganiser et pour se défendre. Les expériences passées doivent aussi avoir enseigné au prolétariat qu'aucune lutte de catégorie ne peut obtenir des résultats positifs durables si ne renaît pas et ne se *renforce pas l'organisation prolétarienne de toutes les catégories*.

C'est seulement *sur de telles bases* que le prolétariat réacquerra *toute sa force*, qui servira aussi

pour lutter contre la guerre.

*Toute avancée concrète, même minime, vers ce résultat, vers l'organisation économique de classe, qui ne défend aucun intérêt national supérieur, mais qui se propose seulement et exclusivement la défense de la vie des prolétaires et de leurs enfants, est un pas positif dans la lutte contre la guerre, car c'est un pas en avant vers la Victoire de la Révolution Communiste.*

\* \* \*

## LA SEULE ACTION CONTRE LA GUERRE, C'EST LA RECONSTRUCTION DU PARTI COMMUNISTE

Nous avons toujours soutenu que tout a déjà été écrit dans le corps intangible de la doctrine historique de la révolution, et que nous n'étions que les simples, mais indispensables répéteurs. Indispensables parce-que la Révolution, pour vaincre, a besoin de l'expérience historique, et elle a déjà été trop souvent dénaturée. Nous sommes seulement des répéteurs, mais là nous nous vantons d'être les seuls à vouloir l'être. A l'inverse, celui qui pense devoir toujours ajouter quelque chose au bloc monolithique du marxisme finit toujours par démontrer qu'il n'a pas encore appris à répéter les notions les plus élémentaires.

Confrontés à la préparation matérielle du troisième conflit impérialiste il est inévitable que nous devons nous trouver face non seulement à l'ennemi déclaré, qu'il soit ouvertement belliciste ou en passe de le devenir, c'est-à-dire pacifiste mais encore à la myriade de groupes et groupuscules qui prétendant avoir quelque chose de personnel et de « spécifique » à enseigner n'ont même pas appris les premiers rudiments.

Il semble pour beaucoup logique et conséquent que, vue « l'orientation idéologique commune marxiste ou léniniste » de ces divers regroupements, on puisse s'asseoir autour d'une table pour décider quelle « action spécifique contre la guerre » il est possible de mener ensemble. Ce n'est pas un hasard s'ils persévèrent dans la réunionite, bien qu'ils n'en sortent toujours qu'avec de la fumée et du bavardage, alors que d'action ils n'arrivent même pas à commencer à en parler : ils ne s'aperçoivent pas que la façon elle-même de poser la question ressemble beaucoup à la réponse du jeune home qui, n'ayant pas suffisamment étudié ses tables, affirme que huit fois huit font *soixante-huit*, nombre qui ressort toujours quand on a affaire à des jeunes capricieux et irresponsables.

L'action consciente et réfléchie contre la guerre est une *question de Parti*, et non de groupes qui, ou ne réussissent jamais à se mettre d'accord ou, quand ils y arrivent, n'obtiennent jamais le résultat prévu, dans la mesure où chacun agit dans un sens et dans une perspective au moins différente, si ce n'est contradictoire. Dans le pire des cas - et c'est-la chose la plus probable -, à la volonté d'agir vite correspond justement l'inaction, et l'incapacité de trouver le moindre accord ; mais, dans le meilleur des cas, quand un accord est conclu, le résultat le plus probable qui sera obtenu sera celui tout à fait irresponsable « d'aider les gouvernements à arrêter les révolutionnaires » – comme dit Lénine. La question de l'action spécifique contre la guerre, c'est-à-dire de la définition consciente de la direction vers lequel doivent être dirigés toute les actions prolétariennes et celle de leur résultat final (la révolution) sont plus que toutes les autres questions *politiques* - si c'est possible - de l'ordre *exclusif* du Parti : il s'agit en définitive de l'aspect le plus délicat et le plus important de la fonction complexe de direction du prolétariat vers la *victoire* révolutionnaire. Et c'est une question de *Parti* non pas par peur morale de la contagion que pour des motifs essentiellement pratique : la force décisive du prolétariat qui la fera prévaloir sur la force de l'adversaire de classe, de l'impérialisme, est le caractère *compact* et *unitaire* de son action que seul peut lui assurer le Parti. L'expérience historique a déjà démontré abondamment que, ou les masses prolétariennes n'avaient pas un tel guide (Allemagne et Italie du premier après-guerre), malgré la disposition généreuse du prolétariat à la lutte pour la conquête du pouvoir : le résultat est la *défaite*. Et celui qui n'a encore pas compris cette leçon et nous démontre encore dans l'actualité fétide, vouloir singer

l'apparente unité et compacité des corps armés bourgeois fondés exclusivement sur le caporalisme et sur le terrorisme interne, non seulement n'a pas appris les rudiments et en reste à 1968, mais aussi n'a pas encore appris l'abc des nécessités *matérielles* auxquelles est confronté le prolétariat mondial afin qu'il sorte victorieux dans la bataille de classe qui s'approche. A la nouvelle guerre impérialiste qui s'approche tout autant, on ne peut répondre que par le *défaitisme*, par la lutte pour la défaite de son propre gouvernement, résultat qui ne s'obtient que par l'organisation illégale à l'intérieur de l'armée dirigée par le Parti. Tous ceux (en fait très peu) qui se déclarent encore aujourd'hui communistes révolutionnaires et réussissent encore à « comprendre » une telle position, n'en tirent cependant pas la conséquence *inévitabile* qui peut l'être seulement par une organisation dans laquelle discipline et unité sont des conquêtes solidement obtenues dans des décennies de luttes communes sur la base de solides principes communs et ne sont pas au contraire le fruit d'un accord improvisé et aléatoire. Si une telle action est menée sur une base de parti, c'est effectivement du *défaitisme révolutionnaire*, mais si elle est développée sur la base d'accords aventuristes entre divers groupes, c'est alors du *défaitisme envers la révolution*. Il est alors inutile de savoir citer mille textes de Marx ou de Lénine si l'on n'a pas encore appris cela :

« (*Le défaitisme*) n'est pas un travail facile, il demande une grande préparation, de grands sacrifices, et ne pourra être accompli sans défaites. Mais justement parce-que le travail n'est pas facile, il ne faudra l'entreprendre qu'avec ceux qui veulent le réaliser sans avoir peur de rompre complètement avec les chauvins et les défenseurs du social-chauvinisme. »  
(Lénine, *Socialisme mort et socialisme vivant*, 12-42-1914).

Lénine savait bien qu'il fallait avoir le courage de rompre avec toutes les organisations non révolutionnaires, et la victoire d'Octobre est là pour démontrer magnifiquement même aux aveugles et aux sourds combien l'organe Parti est déterminant en vue de la victoire. Aujourd'hui, après la défaite subie dans le premier après-guerre après la victoire lumineuse d'Octobre, le Parti est réduit dans l'échelle sociale à des dimensions mesurable seulement au microscope alors que nous assistons au phénomène de la naissance continue d'organismes qui se disent révolutionnaires et communistes, mais qui ne le sont pas. Tout cela n'est pas un hasard : une grande vague et une nouvelle explosion de colère prolétarienne justement dans les métropoles impérialistes s'approche, et le capitalisme a besoin, s'il veut la contenir et survivre, de grandes capacités de mystification et de tromperie pour détourner encore une fois le prolétariat de ses tâches spécifiques.

Ces constatations simples et cohérentes suffisent pour justifier notre « absentéisme » têtu et buté envers de tels congrès informes. Cela n'ôte rien au fait que entrant dans le vif de la dite « question débattue », il apparaît clair que l'éloignement et même l'absence de positions révolutionnaires cohérentes règnent de manière incontestable : nous ne nous arrêterons pas ici pour exposer de nouveau (nous renvoyons les congressistes aux développements exhaustifs antérieurs et au *Capital*) la soi-disant « analyse » de la crise économique : il est dur pour eux de comprendre que la chute du taux de profit est une chute du taux de profit *moyen* et qu'il est arbitraire de scinder la production de la consommation et de la distribution, qui ne sont que les aspects différents du processus unitaire de production qui est une production de capital. Mais nous ne pouvons passer sous silence une des positions les plus aberrantes et qui circule pourtant majoritairement dans les salles des congrès et à leur proximité. On dit, à propos de la vague maintenant européenne de pacifisme, que « les premières manifestations de masse contre la guerre doivent être évaluées comme des symptômes de la disponibilité de la petite-bourgeoisie non accumulatrice et des jeunes à s'opposer à la guerre ». Avant toute chose, comment il est possible d'expliquer le phénomène de la petite-bourgeoisie non accumulatrice, nous le laissons volontiers aux partisans des congrès à outrance. En second lieu, cela

signifie cacher et même mystifier habilement aux yeux du prolétariat mondial la signification de classe du pacifisme. Tous les pacifistes européens et en particulier à leur façon toute la petite-bourgeoisie et les « jeunes » ont commencé à lutter non pas contre la guerre, mais à « jouer » à faire des marches de la paix, parce-que cela peut leur permettre de continuer à lutter pour la confirmation des privilèges dont ils ont joui jusqu'alors, et voudront encore « jouer » à faire la guerre quand celle-ci sera un fait accompli.

Le pacifisme comme idéologie, quelque soit sa base sociale, est la quintessence de l'opportunisme, il lutte pour la paix car pendant quarante années la paix a voulu dire des privilèges à défendre, il lutterons pour la guerre et la victoire de son Etat parce-qu'il y aura une nouvelle guerre pour le partage impérialiste du monde. Quelle « action spécifique contre la guerre » est-elle possible si ces principes élémentaires ne sont pas clairs, acceptés, voulus ? Pour ce qui nous concerne, nous continuerons à travailler dans la perspective déjà déterminée historiquement dans tous ses détails, qui signifie avant tout renforcement et extension du Parti, délimité de façon rigide de toutes les autres organisations, sans inventer quoi que ce soit de nouveau ; avec obstination nous ne démordrons pas de notre tâche historique, sans pour autant nous prêter à des aventurismes stériles.

\* \* \*

## LE PARTI REVOLUTIONNAIRE LUTTE POUR DETRUIRE LA PAIX COMME LA GUERRE CAPITALISTE

Sans employer de paraphrases, on parle désormais de chaque côté du rideau de fer de l'inévitabilité de la guerre. La wilsonienne Société des Nations, définie par Lénine comme un repaire de brigands, ne servit en rien à conjurer le second massacre mondial ; l'ONU, qui est tout autant un repère de brigands, ne servira en rien à conjurer la troisième.

Le course effrénée aux armements, qui était considérée jusqu'à il y a peu comme une garantie de paix, est dénoncée aujourd'hui comme un danger d'holocauste total.

Nous, communistes, nous n'avons jamais raisonné en ces termes, sachant bien que la guerre et la paix, en régime capitaliste, ne sont pas en relation directe avec le potentiel de guerre mais plutôt avec la santé du développement productif. Une des multiples contradictions dans lesquels se débat la production capitaliste est que, alors que le capitalisme, pour son commerce, a besoin de paix, il naît avec la concurrence, conflit continu entre le capital de chaque nation, ou de groupes de nations, qui cherchent réciproquement à étendre les marchés pour leurs produits. Ce conflit ne peut que déboucher, périodiquement et nécessairement, sur la guerre. La guerre impérialiste, à la différence de celle du passé, n'est donc plus causée par des pays pauvres à la recherche de richesses, mais par ceux où le développement industriel a atteint le niveau maximum, avec des produits à foison non seulement par rapport aux besoins du pays, mais même dans toute son aire d'influence. Ainsi, armés ou non armés, avec des arsenaux pleins de bombe H ou de bombe N, ou remplis seulement de baïonnettes et de brodequins de cartons (comme étaient ceux de Mussolini), plus la conquête des marchés est facile et leur saturation lointaine, plus l'action du capitalisme mondial peut se développer pacifiquement, et les trompettes de l'opportunisme peuvent vanter les systèmes étatiques bourgeois qui, finalement, ont réussi à conjurer, pour toujours, les dangers de nouvelles guerres. Quand cela ne marche plus, quand les marchés de distribution deviennent saturés et ceux pour l'approvisionnement en matières premières se restreignent, alors, pour éviter la paralysie totale de la production capitaliste, il n'y a pas d'autre voie d'issue que la destruction d'hommes et de moyens de production, et de marchandises par dessus, pendant que la machine de production capitaliste se remet à fonctionner à plein. Tout cela pour pouvoir, le massacre fini, recommencer le cycle frénétique de la reconstruction, accumulation, reconquête et saturation des marchés, pour aboutir à une crise fatale et au carnage qui s'en suit par conséquent.

Ce que l'on vient d'exposer brièvement ci-dessus correspond à la vision marxiste du mode de production capitaliste, mode de production qui est aussi en temps de « paix » en guerre féroce : guerre de spoliation de continents entiers, holocauste de millions et de millions d'hommes condamnée à mourir de faim et surtout l'oppression permanente de la classe prolétarienne, soumise à l'esclavage du travail salarié et à la merci de ses ultimes vicissitudes.

Dans de très nombreux travaux de parti, nous avons démontré comment ces trente-cinq dernières années d'histoire qui ont succédées au second massacre international ne peuvent en fait être considérées comme une période de paix, mais comme une situation de dictature mondiale de la classe capitaliste, assurée par un organisme de coordination des grandes puissances qui ont

maintenant privé de toute autonomie et de toute souveraineté les Etats plus petits, et même ceux qui étaient considérés avant comme des Grandes Puissances. Cette immense force politique mondiale reflète la tentative d'organiser d'après un plan unitaire la dictature inexorable de la bourgeoisie, la cachant sous le masque du « Conseil des Nations-Unies », de « l'Organisation pour la Sécurité », etc. Cela équivaut au triomphe de ces directives qui auparavant prenaient le nom de fascisme, et que, selon la dialectique de l'histoire, les vaincus ont laissé comme héritage aux vainqueurs.

*« La possibilité de cette perspective plus ou moins proche de gouvernement international totalitaire du capital est directement liée à la conjoncture économique qui se présente aux structures presque intactes des vainqueurs – en tout premier lieu américains - de réaliser pour de longues années les investissements avantageux de la folle accumulation capitaliste dans les déserts créés par la guerre et dans les pays que les destructions de la guerre ont replongés du plus haut degré de développement capitaliste, à un niveau colonial. »*

*(Prometeo, octobre 1946)*

Les traités de paix eux-mêmes ne sont que les *enterrements de la paix* puisque, disions-nous toujours en 1946 :

*« se met en place un déploiement de forces qui fait penser aux grandes manœuvres de deux grandes nations sur le point d'entrer en guerre entre elles. Faire le compte des voix sur lesquelles l'Angleterre, l'Amérique et la Russie pourront compter lors des prochaines sessions de la Conférence de la Paix, cela revient à faire le compte des peuples que les trois pourront mobiliser sous les bannières idéologiques les plus attrayantes, pour un autre bain de sang. » (Battaglia comunista, n°23, 1946.).*

Nous sommes donc les seuls à affirmer : *la paix ? Qui s'en préoccupe ? Le problème est quelle paix. La paix sous la domination capitaliste est une situation tout aussi fétide que la guerre sous la même domination.* Ceux qui marchent donc pour la paix sont ceux qui tirent avantage de cette paix qui s'alimente d'exploitation et de sang humain. Le marxisme révolutionnaire est étranger tant à la paix qu'à la guerre du capitalisme, il lutte pour détruire, avec sa guerre révolutionnaire, celle-ci et celle-là en même temps. Qui marche pour la paix du capital, avons-nous dit, marchera aussi pour sa guerre.

Pendant que les gouvernements des divers Etats affectent des sommes astronomiques pour les armements, pendant que les États-Majors des divers pays se préparent toujours plus et toujours mieux au déclenchement de la prochaine guerre et disposent leurs armées dans des zones militairement stratégiques, alors que même la petite gargote Italienne a en vue d'envoyer un de ses contingents militaires dans le Sinaï, la nécessité de préparer les esprits à la mobilisation générale se fait jour, pour les convaincre de la nécessité, quand il le faudra, de prendre les armes et, avec celles-ci, de défendre la « paix ».

Qui d'autre mieux que l'opportunisme, les curés, le radicalisme petit-bourgeois, pacifistes par « choix idéologique » en temps de paix et bellicistes quand il le faudra, pourrait se prêter à ce jeu ? L'important pour eux n'est certes pas de conjurer la guerre et ils ne se placent même pas sur le terrain de la neutralité en cas de conflit ; chacun d'eux en fait, alors qu'il déclare lutter pour la paix, se garde bien de dénoncer l'appartenance aux diverses alliances militaires, confirmant au contraire leur adhésion inconditionnelle à celles-ci. L'important pour eux est d'amalgamer les différentes classes sociales en leur exposant que le peuple, dans son ensemble, a un intérêt unique, en temps de paix comme en temps de guerre.

Ces mêmes opportunistes qui marchent aujourd'hui (le mot lui-même : marche, est un terme

militaire) à la tête de cortèges pacifistes feront marcher demain le prolétariat dans la guerre fratricide en le poussant à égorger ses propres frères eux aussi soumis au même monstre capitaliste. Dans cette œuvre infâme, les curés ne sont pas du reste, qui bénissent aujourd'hui de petits rameaux d'oliviers, et la petite-bourgeoisie bavarde et profiteuse qui trouvera vite le moyen de prendre part à l'orgie de profit que le capitalisme en tirera.

Le pacifiste Turati, à l'époque du vote sur les crédits de guerre, déclara :

*« Si cela dépend de nous, comment refuser les armes vitales aux ouvriers lancés contre l'ennemi ? Nous votons contre seulement parce-que nous savons bien que la majorité votera pour. »*

Les opportunistes actuels n'ont même plus la pudeur de se cacher derrière les majorités bourgeoises, ils sont, et les partis staliniens et sociaux-démocrates l'ont affirmés officiellement plus d'une fois, pour la défense de la patrie à tout prix.

Alors, comment est-il possible de combattre contre la guerre ? Avant tout, l'aversion des marxistes envers la guerre n'a rien à voir avec le pacifisme craintif et mesquin qui est le propre de l'opportunisme et de la petite-bourgeoisie. Pacifisme est synonyme d'impuissance, alors que l'antimilitarisme du parti de classe correspond à une mobilisation active des masses contre l'Etat bourgeois pour s'opposer à la guerre. L'antimilitarisme communiste signifie l'intensification de la lutte contre l'Etat bourgeois, l'accentuation des antagonismes de classe qui sont à l'origine de toute tendance révolutionnaire.

Seule la renaissance de puissantes organisations vraiment classistes du prolétariat et directement influencées par le parti révolutionnaire permettra tout autant de s'opposer à la guerre que de transformer la guerre entre les Etats en guerre entre les classes.

La situation de guerre peut constituer un avantage révolutionnaire, quand la classe ouvrière, selon l'enseignement léniniste, la transforme en guerre civile pour réaliser le socialisme.

*« Autant l'entrée en guerre du tsar fut une catastrophe pour lui et pour la bourgeoisie russe, autant ce ne fut le cas pour le prolétariat et les bolcheviks qui, l'ayant fièrement contrecarrée et sabotée, parvinrent à la victoire révolutionnaire. » (Prometeo, n°12, 1949)*

IL aurait pu arriver la même chose en Italie, quand le prolétariat, à Caporetto, réalisait la grève militaire, si le Parti Socialiste Italien, à travers les mots de Turati : « La Patrie est sur le Grappa », n'avait pas déclaré son adhésion aux destinées de la bourgeoisie nationale, laissant ainsi les mains libres à l'Etat bourgeois pour faire décimer par les carabiniers ces prolétaires qui, au front, avaient refusé de se faire égorger au nom de la maison de Savoie.

L'impossibilité actuelle d'exercer une action importante du fait de l'extrême faiblesse du prolétariat et du parti n'empêche pas ce dernier de déclarer dès maintenant qu'aucun intérêt bourgeois n'est tel qu'il vaille la peine au prolétariat d'offrir son sang. Le prolétariat devra se renfermer dans son égoïsme de classe, c'est-à-dire s'enfermer dans son Parti politique ; pour s'opposer de manière révolutionnaire à la guerre qui, en soi, ne menaçant en aucune façon les fondements de cette société, ne peut en rien lui être utile. La prémisse à cela est l'opposition avec une force égale à tous les courants pacifistes.

Le capital est poussé à la guerre par ses lois économiques, et, ainsi, dans la guerre impérialiste, ce n'est plus le génie des commandants et l'audace des soldats qui sont la garantie de la victoire, mais une telle garantie réside au contraire dans la puissance industrielle et financière. L'exemple de

l'armée américaine, composée de pauvres imbéciles, qui gagna les guerres mondiales en est la preuve.

La guerre n'est pas une situation anormale et exceptionnelle en régime capitaliste, mais c'est une de ses composantes essentielles. Malgré les périodes de développement « pacifique », la première guerre mondiale ne s'est jamais terminée car n'est jamais terminé l'antagonisme inconciliable entre les pays impérialistes.

Le prolétariat n'a rien à défendre en commun avec la classe dominante. En temps de paix comme en temps de guerre, on ne peut, sous peine de renoncer à sa fonction historique de classe, concéder de trêve à la bourgeoisie.

\* \* \*

## ARCHIVES DE LA GAUCHE : LE SOCIALISME D'HIER FACE À LA GUERRE D'AUJOURD'HUI

(« L'Avanguardia », n° 359, 360 et 362 du 25-10, 1-11 et 16-11 1914)

### Préface :

Il s'agit d'un article en trois parties, sorti juste avant le volte-face bruyant de Benito Mussolini dans le journal des jeunes, qui, comme nous l'avons exposé<sup>1</sup>, fut menacé par la défection de son directeur, du reste immédiatement expulsé. La longueur du texte nous a fait un peu hésiter, mais nous le donnons en entier car il expose avec ordre les termes de la grave question ; et il est la preuve de la contribution des jeunes au parti à chaque moment difficile.

La première est remarquable car elle réfute la thèse opiniâtre selon laquelle un capitalisme arrivé à la démocratie peut mettre fin à la guerre. C'était non seulement une utopie que de soutenir que la guerre soit devenue impossible (« La grande illusion ») mais, pour le marxisme, elle était INÉVITABLE (question encore vive aujourd'hui). Et *plus de démocratie* ne veut pas dire *moins de guerre*, mais *plus de militarisme* : c'est une thèse que nous soutenons depuis un demi-siècle.

La seconde partie réfute les sophismes selon lesquels le socialisme de 1914 aurait dû admettre la guerre. Il s'agit des *guerres de défense*, des *guerres de nationalité et d'indépendance*, des *guerres démocratiques* et pour chaque cas l'évaluation historique marxiste est remise sur pied sans hésitation. Il est démontré que les graves trahison de l'août n'avaient pas tué le socialisme international.

La troisième s'en prend de front à la proposition de suivre aussi en Italie la voie des traîtres, en proposant l'intervention étatique contre l'Autriche ; la déformation de l'interprétation de la guerre dans le sens abusif anti-allemand est contesté dans la réalité vive de l'époque ; enfin, sont invectivés les partisans de la guerre qui la réclame non pas au nom du peuple, mais à la remorque de l'Etat bourgeois de la monarchie italienne, en invectivant violemment cette offre de renégats faite avec le sang le meilleur du jeune prolétariat.

Cette invective est saine d'un point de vue théorique, car il ne s'agit pas de l'horreur de la violence ou du sang, et de la peur du sacrifice de la vie, mais est affirmé le sens révolutionnaire dans lequel la jeunesse offrirait sa vie sans hésitation. C'est ainsi que le mouvement rouge des jeunes s'acquitte de son devoir de combattre le militarisme et de soutenir le parti contre tout danger de corruption opportuniste et social-patriote.

- I -

C'est au moment où le militarisme se déchaîne sur la *meilleure* partie du monde que les valeurs de la propagande antimilitariste subissent de violentes tentatives de démolition, justement de la part de ceux qui en étaient les défenseurs les plus décidée. Est-ce qu'il émerge donc, des événements qui sont en train de se dérouler, une condamnation si évidente de la conception et de la tactique

<sup>1</sup> Nous renvoyons le lecteur à notre Storia della Sinistra Comunista, 1912-1919, p.224.

socialistes jusque-là acceptées? Est-ce que les « cadres » théoriques de notre façon de penser le devenir social et le processus de l'histoire sont donc brisés, au point que notre action pratique doive se replier précipitamment vers d'autres orientations ? Beaucoup de camarades affectent de le penser, et rejettent comme un bagage doctrinal inutile ce qui était hier le contenu de leur pensée et le guide de leur action.

Naturellement, ils ne pensent pas, avec cela, être moins socialiste qu'avant, et ils pensent seulement avoir apporté - avec quel admirable empressement - à leur conviction le rectificatif imposée par les leçons éloquentes des faits. Ainsi, nous voyons, au nom du socialisme révolutionnaire, du syndicalisme, de l'anarchisme, chanter les louanges de la guette comme phase et épisode du processus historique d'où jaillira la nouvelle société, et qui pourra, selon la victoire des une ou des autres, en accélérer le rythme ou en repousser le délai selon une durée imprévisible. Il n'a cependant pas accord quant à l'évaluation de l'orientation de cette crise historique colossale ; alors que certains font reposer le salut de la démocratie, de l'Internationale, et d'on ne sait quoi d'autre dans la victoire de la triple entente, d'autres dans la victoire des allemands, les une et les autres, de tous les coins d'Europe incendiés ou prêt à prendre feu, crient à la fossilisation des rares qui osent en rester à la vieille plate-forme du socialisme anti-militariste, et pensent et agissent en conséquence. Sudekum et Hervé suffisent comme exemple.

Hé bien, à force d'être taxés de réactionnaires, nous demandons la parole en défense de l'antimilitarisme « vieux style ». Nous ne tenons pas à exposer des cas personnels de conscience, ni à discuter de ceux d'autrui. Nous ne faisons qu'analyser, de façon nécessairement sommaire, les événements ; et ils nous permettent de montrer pourquoi il ne nous ont pas surpris et n'ont pas bouleversé notre pensée socialiste. Quelle obstination aveugle ! Mais c'est une obstination dont il nous faut, modestement, exposer les arguments.

## **LA GUERRE ÉTAIT « IMPOSSIBLE » ?**

À ce qu'il semble, nous aurions tous développé une grande propagande anti-militariste justement parce-que... nous étions sûrs qu'il n'y aurait plus eu de guerres entre les grandes puissances d'Europe. La guerre déclenchée, la base de cet antimilitarisme typique serait tombé logiquement à l'eau, et chaque socialiste aurait dû dire en toute logique : la guerre est là, il n'y a plus qu'à choisir le moindre mal et se ranger du côté de ceux-ci ou de ceux-là. Raisonement qui s'étendait des socialistes membres des Etats engagés dès le début, à ceux appartenant aux Etats neutres. Mais quand et comment le socialisme avait-il prophétisé qu'il n'y aurait plus de guerres ? Et dans un tel cas, quelles raisons poussaient à développer la propagande anti-militariste avec la presse, dans des comités, avec le « sou du soldat », et avec l'organisation des jeunes socialistes ?

En fait, la thèse de l'impossibilité de la guerre était le mieux formulée dans le fameux livre de Norman Angell – un bourgeois – dans la conception bourgeoise monstrueuse de la paix armée, et dans l'idée spécifiquement anti-socialiste selon laquelle la civilisation avance de manière évolutive et éducative, ouvrant les yeux aux gouvernés et aux gouvernants quant à l'erreur énorme et la folie évidente d'une conflagration européenne vu les « moyens modernes de destruction ».

Puisque la bourgeoisie des divers Etats ne pouvait pas ne pas être consciente du dommage énorme que lui aurait infligé la guerre, y compris aux vainqueurs, on pensait que les classes dominantes et les gouvernements qui en sont l'expression auraient à tout prix évité l'épouvantable affrontement. Etaient aussi exposée, dans le grand mécanisme de l'économie moderne, la

complexité du très grand enchevêtrement des échanges et des rapports internationaux, ayant atteint un niveau de développement que l'histoire n'avait jamais enregistré et constitué de fils délicats que la guerre aurait brisés, entraînant la ruine économique de toutes les classes sociales. On avait donc confiance dans le fait que les diverses bourgeoisies n'auraient pas couru au suicide. Mais la clé de la pensée socialiste est qu'au contraire la classe dominante en régime capitaliste ne peut gouverner et retenir les forces qui sont emprisonnées par les rapports actuels des formes de production, et reste à son tour victime de certaines contradictions inévitable du régime économique, lequel ne répond en rien aux exigences de la grande majorité des hommes. Le grand schéma marxiste de la production capitaliste met en lumière ces contrastes et l'impuissance de la bourgeoisie à les dominer. Du fait que les instruments de production et d'échange ne sont pas encore socialisés, il n'est pas possible de les exploiter rationnellement, il n'y a pas de rapport juste entre les besoins et la production, qui n'est basée que sur l'intérêt du capitaliste ; et il découle de tout cela les crises économiques, colossales et très dévastatrices, qui ravagent les marchés, les surproductions absurdes qui font dériver de l'abondance le chômage des salariés et la misère ; et, comme dernière conséquence, la ruine de quelques uns des capitalistes eux-mêmes, dans l'intérêt desquels tourne la machine monstrueuse de l'économie présente. Il découle de tout cela - nous récapitulons - que la vie moderne n'est pas l'évolution continue vers une civilisation meilleure, mais c'est le parcours de la parabole fatale qui, au travers d'une exacerbation des luttes de classes et d'une aggravation des conditions de vie des travailleurs, se résoudra par l'écroulement final du régime bourgeois.

Eh bien, parallèlement à ce processus, par lequel la classe dominante prépare sans pouvoir l'éviter son suicide historique, nous assistons à un autre processus absurde. Le développement des moyens de production au niveau économique, la diffusion de la culture au niveau intellectuel, la démocratisation des Etats au niveau politique, au lieu de préparer la fin des guerres et le désarmement des armées fratricides, conduisent à une intensification des préparatifs militaires. Est-ce une survivance d'autres temps - par exemple de l'époque féodale -, est-ce un retour aux siècles de la barbarie, ou n'est-ce pas plutôt une caractéristique essentielle du régime social moderne, bourgeois et démocratique ? Notons, pour l'instant, que ces bourgeoisies étatiques, lesquelles ne peuvent en temps de paix soutenir les défis de la production, et conjurer les catastrophes financières, même en le voulant, sont impuissantes à empêcher le déclenchement des guerres, qui se présentent comme la voie de sortie unique et fatale des situations économique-politiques dans lesquelles sont enfoncés les Etats.

Le dommage que les bourgeois subissent du fait de la guerre est-il, d'autre part, aussi immense ? La guerre est certes une destruction de capitaux, mais ce qui intéresse la bourgeoisie comprise comme une classe, c'est la conservation des rapports juridiques qui lui permettent de vivre sur le travail de la grande majorité plus que la possession matérielle des capitaux.

Ces rapports, internes aux nations, consistent dans le droit de monopoliser les instruments de travail, qui sont à leur tout le fruit d'un autre travail de la classe prolétarienne. Pour être plus clairs, à condition que reste intact le droit de propriété sur les terres, sur les bâtiments, sur les mines, après la dévastation de la guerre, le prolétariat reconstruira les machines, les établissements etc., et les remettra à ses exploiters, en ressentant toutes les conséquences du manque de denrées de consommation, mais en reconstituant les capitaux de vie de tous pour en faire à nouveau le monopole de quelques uns. Naturellement, nombre de bourgeois, en tant qu'individus, seront emportés, mais d'autres les remplaceront. On fait observer que, dans la guerre, l'organisme complexe des rapports financiers et bancaires, de la circulation de l'argent est rompu ; mais les gouvernements bourgeois suppléent en partie à cela par des sursis spéciaux à la vie économique

ordinaire, et compte en partie réparer avec l'indemnité revenant au vainqueur. En conclusion, la guerre, désastreuse sous tous les rapports pour le prolétariat, est cependant possible aujourd'hui ; et la bourgeoisie verra entamer sa richesse matérielle, mais verra les rapports potentiels pour la reconstituer conservés et peut-être même renforcés, car la lutte de classe s'assouplit et s'éteint dans l'exaltation nationale. Des complications imprévisibles dues à une vague de révoltes causée par tant de souffrance sont possibles ; révolte qui aurait cependant de faibles chances de succès, conduite par un peuple épuisé, saigné à blanc et obscurci par des haines sanglantes envers les prolétaires d'autres pays.

## GUERRE ET DÉMOCRATIE

Vu les progrès de la technique, les canons, les explosifs, les navires qui sont construits de nos jours sont sans comparaison plus puissants que les vieux moyens offensifs. Le développement de l'économie bourgeoise, et l'importance assumée par les organismes étatiques, centralisateurs de tant de fonctions vitales, leurs permettent d'investir dans la préparation de la guerre des ressources financières ignorées par les monarques antiques et les condottieres de toutes les époques. De plus, les liens par lesquels les états modernes lient, sous le vernis de la civilisation démocratique, les individus, les particuliers, sont en train de devenir si étroits que l'État peut disposer de masses énormes de gens armés, suçant jusqu'au dernier homme valide de la population. L'Etat militaire dispose d'un grand nombre de soldats exercés aux armes et vétérans grâce à la conscription obligatoire, introduite systématiquement après la révolution française (elle fût justement décidé par la Convention en France). L'immense réseau de voies ferrées qui est à la disposition des États modernes, permet de disposer et de mobiliser en peu d'heures des masses énormes d'homme qui se voient recrutés, armés et portés aux fronts avec avec une vitesse impressionnante par millions et millions. Arrêtez-vous un instant pour penser au spectacle des mobilisation modernes ! Quelle plus grande insulte à la liberté individuelle que ce qui est enfin possible par les toutes dernières ressources de la soit-disant civilisation et de la construction des États en régimes bourgeois et sur les mots d'ordre démocratiques ?

Les guerres antiques ne présentaient rien de semblable. Les armées étaient beaucoup moins nombreuses, elles étaient formées en grande partie, pour des nécessités techniques, de vétérans, volontaires ou mercenaires, et les recrutements forcés étaient limités, épisodiques et beaucoup plus difficiles qu'aujourd'hui. Une grande partie des travailleurs étaient laissés aux champs et à leurs métiers ; devenir soldat était une profession ou une décision libre – on y ignorait les masses énormes d'aujourd'hui et les boucheries des bataillons menées avec les armées modernes. Les invasions barbares elles-mêmes étaient des migrations de peuples qui se déplaçaient, avec les familles, les armements et les instruments de travail, pour piller des terres accueillantes et fertiles pour le plus grand bien-être de tous - même s'il était assuré par la force brutale - alors que le soldat moderne, au cas où il survive à la guerre victorieuse, retourne à sa vie habituelle d'exploitation et de misère, probablement aggravées, après avoir laissé à la maison la famille, que l'État soutient ... avec quelques centimes.

Les guerres de l'époque féodale étaient aussi différentes. Les barons s'habillaient personnellement de fer et mettaient leur vie en danger, suivis par quelques milliers de gens d'armes pour qui la guerre était un métier avec les risques inhérents à chaque métier. La guerre à laquelle nous assistons n'est donc pas un retour à l'époque barbare ou féodale, mais un phénomène historique propre à notre temps, qui ne survient pas malgré la civilisation actuelle, mais justement à

cause du régime capitaliste qui cache sous l'aspect de la civilisation une profonde barbarie. La possibilité et la fatalité de la guerre sont inhérentes à la constitution des États modernes qui, en régime de démocratie politique, maintiennent l'esclavage économique et étendent leur énorme puissance, basée apparemment sur l'accord de tous, au point qu'une poignée de ministres, représentants de la classe dominante, peut porter en 21 heures sur la ligne de feu et de mort des milliers d'hommes qui ne savent pas où et pourquoi et contre qui ils sont envoyés : c'est là un fait impressionnant où l'abus tyrannique qui a opprimé les multitudes humaines au cours des siècles atteint son maximum.

## - II -

### LA « FAILLITE DU SOCIALISME »

La seule force s'opposant sérieusement au militarisme de tous les grands États européens, c'était les tendances socialistes du prolétariat. Le déclenchement de la guerre constituerait ainsi, selon certains, la faillite théorique et pratique du Socialisme.

Or, il ne s'est jamais agi d'améliorer radicalement le monde présent, en restant dans le cadre des institutions bourgeoises, mais bien de le transformer dans ses fondements, en considérant que cette transformation est la seule issue aux souffrances de la classe exploitée (cela signifie que nous traitons l'ensemble de la question du point de vue du socialisme révolutionnaire). C'est seulement dans le régime socialiste, avec le communisme des moyens de production et d'échange, que l'humanité pourra dominer les forces de la production, éliminant l'oppression sociale et la misère (Marx), et c'est seulement dans la société sans classe que les guerres seront impossibles. Nous répudions l'antimilitarisme réformiste qui rêve de nations désarmées et ne se rend pas compte que l'évolution des États bourgeois, surtout des pays démocratiques, s'effectue précisément dans le sens opposé.

La révolution sociale mettra fin à la guerre. Tout en acceptant en rien le dilemme mussolinien connu sur la grève générale en cas de mobilisation, notons qu'une tentative révolutionnaire aurait toujours de plus grandes chances de succès en temps de paix qu'à la veille de la guerre.

Le prolétariat a déjà fait quelques tentatives révolutionnaires communistes, et elles ont échouées ; d'autres, certes, échoueront encore, sans qu'il n'en découle la condamnation du socialisme. Ce qui s'est écroulé dans les événements actuels, c'est le rêve d'une Europe bourgeoise, démocratique et pacifiste.

Mais le Socialisme a subi un échec indiscutable, dans le sens où il y a eu, outre l'absence de toute tentative sérieuse d'opposition, l'adhésion quasi universelle des partis socialistes nationaux à la guerre. Cela est à coup sûr très grave. Mais nous socialistes italiens, dans la position – commode, certes – de spectateur nous pouvons en discuter les causes, peut-être aussi en chercher les remèdes, et peut-être tenter d'appliquer les remèdes à notre situation actuelle, en faisant déboucher la théorie dans la pratique. La conviction socialiste, expression des intérêts prolétariens, est le résultat des conditions économiques ambiantes sur les grandes masses ouvrières ; et, dans le cas des intellectuels, c'est l'effet d'un processus psychologique et mental spécial, dont la mise à jour est plus difficile. Comment sous la pression des courants militaristes et patriotiques, les directives des différents partis socialistes ont-elles vacillé ?

Il n'est pas difficile de l'expliquer.

Le militarisme est l'adversaire le plus redoutable de notre propagande justement parce qu'il n'utilise pas de la persuasion, mais parce-qu'il se base sur la constitution d'un milieu forcé et artificiel dans lequel les rapports humains sont complètement différents de ceux du milieu ordinaire.

Le travailleur, une fois fait soldat, soustrait à l'entourage des amis, parents, connaissances, retiré de la vie de l'usine, voit son droit à s'exprimer supprimer, sa propre individualité tronquée, sa liberté annulée, et se transforme fatalement en un automate, en un jouet aux mains de la discipline.

Le travailleur mobilisé qui revêt le casque tombe automatiquement sous l'influence de l'ambiance militaire. Le plus petit geste de rébellion se paie par la mort. La désertion est pratiquement impossible. La révolte collective exigerait un accord et une entente impossible à atteindre.

D'autre part, en peu d'heures, le militaire est transporté ailleurs, dans des pays qu'il ne connaît pas, avec des compagnons d'armes qu'il voit, pour la plupart, pour la première fois, et il n'a pour nouvelles que celles qui proviennent de ses chefs : une seule alternative de salut lui reste : obéir aveuglément et se battre contre l'ennemi dans l'espoir de la victoire... De toute façon, son esprit est si violemment forcé et sidéré qu'il n'est pas étonnant qu'il finit par trahir ses convictions socialistes, lesquelles, dans le plus grand nombre de cas, se réduisent à avoir voté pour un candidat socialiste. Pour les chefs, les dirigeants du parti, la chose est différente. Mais eux aussi sont victimes d'une contamination du milieu. Leur plus grande culture en fait très souvent des socialistes imparfaits. Ils ont trop de liens intellectuels avec les idéologies bourgeoises. Peu d'entre eux ont rejeté toute sentimentalité patriotique, et presque tous se croient plus *représentants de la nation* que représentants de la classe prolétarienne. Leur programme de démolition laisse trop de place aux responsabilités de ceux qui participent à la direction d'un État. Ainsi, alors que les gouvernements bourgeois, quelle qu'ait été leur participation précédente à la guerre, affirment avoir été entraînés malgré eux, pour la défense des intérêts nationaux suprêmes, et demandent la confiance unanime du Pays, facteur premier du succès... le député socialiste chancelle, et se laisse entraîner par le courant de l'enthousiasme. A ce moment critique de l'histoire, les parlements, orgueils de la démocratie, n'ont fait que ratifier sans discuter la politique bestiale et assassine des gouvernements. Quand on admet une sorte de guerre au nom du Socialisme, il est toujours très aisé à la classe dominante, qui possède elle seule les éléments de la situation, de présenter sa guerre comme faisant partie de cette catégorie et d'arracher l'adhésion socialiste, en appelant même les dirigeants à participer au ministère de la défense nationale. C'est ainsi qu'ont été embobinés les socialistes français, autrichiens, allemands, etc. Faut-il le démontrer ?

Le Socialisme devra tirer de ces graves défaites des enseignements vitaux : replacer l'action antimilitariste sur des bases plus saines, revoir son action parlementaire dans un sens plus révolutionnaire, qui n'a pour lors été riche que de l'enseignement d'amères illusions. Plutôt que de s'adapter à un socialisme national - nous y reviendrons plus loin -, le prolétariat devra être demain plus ouvertement antimilitariste, et définir son attitude face au patriotisme, vieux piège de ses pires ennemis. Nous, socialistes italiens, tirant pour l'instant une première conclusion, devons aussi nier à l'État notre solidarité dans la défense nationale, sans quoi nous serons victimes d'une autre tromperie colossale du même ordre que l'entreprise tripolitaine.

## LA GUERRE QUE LE SOCIALISME « DEVRAIT ADMETTRE »

Contre le préalable anti-guerre, il s'agit pour bon nombre de socialiste de prétendre : 1) que les socialistes doivent participer à toute guerre de défense nationale contre une agression étrangère ; 2) que les socialistes ne peuvent se désintéresser des guerres de nationalité, puisque l'installation de toutes les nationalités entre leurs frontières naturelles serait une condition nécessaire à l'avènement du socialisme ; 3) que les socialistes devraient, dans une guerre entre nations dirigées selon un ordre plus démocratique contre d'autres qui sont socialement moins évolués, se ranger avec les premières contre les secondes. La thèse belliciste, dans les deux premiers cas, irait de la simple sympathie à l'intervention personnelle, jusqu'à la pression sur son propre État pour l'intervention militaire dans le sens désiré.

En fait, ces trois brèches ouvertes dans l'antimilitarisme partent de dégénérescences sentimentales qui sont la négation absolue du socialisme. Tout d'abord, elles se contredisent entre elles de façon évidente. si la France avait agressée l'Allemagne, pour reprendre l'Alsace-Lorraine (c'est un exemple...), les socialistes allemands auraient dû défendre la patrie ou... se retourner contre elle au nom du principe de la nationalité et de la démocratie ? Et dans les guerres coloniales qui agressent et oppriment mais qui... étendent aussi la la civilisation démocratique, que doivent faire les socialistes ? Ces sophismes découlent d'une erreur fondamentale, qui est de croire que l'on peut résoudre ces antagonismes et ces contradictions par la raison et en appelant à la justice, alors qu'ils ne se résolvent que dans la violence brute. De plus, ce sont des distinctions qui ne peuvent, pour celui qui aurait la force de gagner la guerre, qu'en augmenter à coup sûr l'extension et les conséquences de haine et de *revanche*. Quant à celui qui ne disposerait pas de la force suffisante et dont l'intervention ne ferait que rallonger le conflit, il alimente aussi la guerre.

## LA GUERRE DE DÉFENSE

Il est inutile que nous rappelions amplement les principes selon lesquels les prolétaires n'ont aucun intérêt à défendre la patrie et les frontières nationales. Nous dirons simplement que dans toutes les guerres l'offensive et la défense sont réciproque et souvent simultanées. L'agression est un mot élastique. Entend-on par là la violation des frontières ? Mais – militairement – il pourrait être imprudent d'attendre un tel fait ; il est nécessaire de le déjouer, en prévenant par une contre invasion les tentatives ennemies. Entend-on par agression la rupture des relations diplomatiques ? Mais, sur la base de livres de divers auteurs, aucun gouvernement ne manque d'arguments pour en rejeter la responsabilité sur l'autre. Entend-on par agression la préparation de la guerre ? Alors, tous les États modernes sont agresseurs, puisqu'ils construisent sans arrêt des navires et des canons et accroissent continuellement les effectifs des armées. Sans aller plus loin, il en résulte que l'adhésion à une éventuelle défense nationale est un chèque en blanc fait par les socialistes en faveur des gouvernements bourgeois, qui pourront en faire ce qu'ils désirent. Pour justifier l'entreprise libyenne, on a dit que les turcs avaient déshonoré une jeune fille italienne. C'est la vieille fable du loup et de l'agneau.

## LES GUERRES DE NATIONALITÉ ET D'INDÉPENDANCE

Venons-en au problème de la nationalité.

Est-il vrai que, avant de parler d'une action socialiste internationale, il faut résoudre tous les

irrédentismes et donner à tous les peuples l'identification politique selon la nationalité ?

Voyons la chose un peu plus à fond. Quand le régime féodal cède la place à la bourgeoisie moderne, celle-ci, dans son programme idéaliste de classe révolutionnaire, écrivit en caractères gras le postulat de la revendication nationale. La révolution apparaissait comme faite dans l'intérêt des peuples, au lieu de celui d'une nouvelle oligarchie, justement parce-qu'en ressortait le caractère politique plutôt que l'aspect économique. Les philosophes bourgeois croyaient que tout esclavage disparaîtrait avec l'élimination de la domination d'un peuple sur l'autre et avec l'égalité politique des citoyens face à la loi. Le socialisme a démontré depuis qu'il existe une autre cause plus substantielle et profonde des mauvaises conditions de vie des masses, à savoir l'oppression de classe, même à l'intérieur des groupes nationaux.

Mais, sans vouloir enlever à la question nationale sa grande importance historique, notons qu'une solution partielle, mais assez large, a déjà été trouvée à l'époque héroïque de la bourgeoisie, où l'on conduisait des guerres à moitié révolutionnaires ; quand le militarisme n'était pas développé comme aujourd'hui, avec quelques milliers d'hommes rassemblés, on abattait les bastilles de même qu'on libérait les nations. Cette période historique s'est conclue par la formation et la mise en place des grands États modernes, grâce auxquels la bourgeoisie, moins idéaliste cette fois, exploite largement le prolétariat et fait œuvre de conservatisme sociale.

Aujourd'hui, ce sont les États qui font les guerres, et non les « Nations ». Elles se concluent par la domination de l'une ou de l'autre puissance qui, peu préoccupée de sentiments romantiques, élargit son influence économique et politiques sur les peuples de toute race et couleur. Sans aller plus loin, l'aménagement des nationalités est devenue désormais impossible à atteindre. Les mobiles des guerres sont tout autres. Leurs résultats dépendent de coefficients économique-militaires, et, comme la richesse et la force armée sont aux mains des États les plus solidement constitués, les solutions des problèmes guerriers sont étatiques et non nationales. Le fameux principe de nationalité est alors quelque chose d'insaisissable. A par quelques cas d'espèce, les questions d'indépendance nationale sont controversées. Les raisons historiques, géographiques, ethnographiques autorisent les solutions les plus contradictoires. Même en admettant la concorde et la bonne volonté de tous les États européens, le fameux aménagement qui nous permettrait ensuite d'œuvrer à mettre à la porte la bourgeoisie ne serait plus possible. C'est un problème si difficile à résoudre pacifiquement qu'on voudrait le confier au hasard de la guerres, aux destinées ambiguës des armes ! Mais chaque guerre créera ou ressuscitera au moins autant de problèmes d'irrédentisme qu'elle n'en aura détruits. Et les rivalités, les alliances s'entrecroisent toujours de façon plus absurde et compliquées. Le prolétariat socialiste devrait-il adhérer à ce jeu sanglant, plutôt que de se consacrer aujourd'hui et sans préalable d'aucune sorte à la préparation de l'effort révolutionnaire ?

Après la classique guerre nationale balkanique contre la Turquie, les nationalités rattachées se massacrèrent entre elles. Le Japon est aujourd'hui l'allié de la Russie. Les Boers se battent sous le drapeau anglais. Toutes les guerres des dernières années cadrent très mal avec le vieux cliché des nationalités. Et le nationaliste qui se pose aussi le problème du rattachement, du triomphe, et de l'hégémonie d'une nationalité est plus logique que le socialiste à la noix qui veut toutes les délivrer et les concilier, mais au travers d'une série de guerres sanglantes qui, pour conduire à ce but, devraient être menées de façon fort singulière.

## LES GUERRES DÉMOCRATIQUES

Il reste l'autre prétendue raison de la participation socialiste à la guerre : la nécessité de favoriser le triomphe des nations plus civilisées, plus évoluées, plus démocratiques, sur celles encore arriérées dans le processus historique et social. C'est pourquoi on invoque la nécessité même d'accélérer l'achèvement de l'évolution bourgeoise, argument de principe pour toutes sortes de transaction ; cela amènerait à approuver sans aucun doute les guerres coloniales comme guerres de civilisation, contre l'opinion commune de tous les socialistes, et contre l'autre principe des guerres d'agression, qui nous trouve tous du même avis. Dans la guerre italo-turque, nous, socialistes italiens, n'aurions pas dû être des opposants, car l'Italie plus ou moins démocratique se trouvait face à la moins que féodale Turquie.

Mais le concept erroné fondamental est celui d'après lequel les tendances politico-sociales des divers Etats prévalent les unes sur les autres dans les guerres et se battent pour le monde entier selon le sort des armes. Ces tendances dépendent des conditions économiques et sociales relatives à l'ordre intérieur et des rapports des classe sociales dans le cadre de chaque État, elles se modifient selon le déroulement des luttes de classes et de partis, et leurs moments décisifs sont les révolutions, les guerres civiles.

Dans les guerres extérieures, les États ne s'offrent pas le luxe de combattre pour faire prévaloir sur le monde un principe plus ou moins académique ou philosophique de démocratie ou d'absolutisme... Dans leurs rapports internationaux, les États vivent dans une ambiance bien immorale et s'inspirent au maximum de l'égoïsme. Les États, qui imposent à leurs sujets l'uniformisation selon certaines normes pour rendre possible le consensus social, ne reconnaissent aucune loi dans les relations internationales, et, même en temps de paix, utilisent envers les autres États les armes de la tromperie, de l'astuce, de la corruption, de l'espionnage ; tout cela pour avoir enfin recours en temps de guerre à la seule logique de la violence qui ne connaît aucune loi. Le soi-disant droit international est en vigueur tant qu'une nation ne le viole pas ; appliqué aux grands Etats modernes, il est une utopie, parce-qu'il n'y a pas de droit où manque une autorité dotée de forces supérieures pour en imposer l'observation. Chaque gouvernement ne voit et ne peut voir que les intérêts cyniques de son propre État (et c'est à juste raison que nous disons toujours Etat et non « nation »), et tend à les conserver et à les défendre contre les ennemis intérieurs et extérieurs. A quelque parti ou école philosophique qu'il appartienne, l'homme de gouvernement agit toujours comme un conservateur féroce. La liberté qu'il concède aux sujets est en relation à la nécessité de conserver l'équilibre entre les forces économiques et politiques des classes et des partis. Il y a diverses écoles de gouvernements, mais ce sont des méthodes différentes pour assurer la puissance maximale à l'État, et en dernière analyse à l'oligarchie économique personnifiée par cet État. Ainsi, les gouvernements ne tendent pas à faire triompher un principe à l'intérieur d'une nation - et encore moins à le défendre à l'extérieur par les armes -, mais seulement à consolider l'État et à en protéger les intérêts de la façon la plus appropriée. On comprend que cette tendance soit cachée sous les belles phrases de civilisation, de démocratie, de progrès, - ou même de l'ordre, de la religion, du loyalisme monarchique, etc. Le but est cependant unique. Les croisades, les guerres napoléoniennes, celles de la restauration, toutes Les Saintes Alliances étaient inspirées par bien d'autres motifs que de simples raisons mystiques et philosophiques de propagande universelle.

Les nations modernes, parvenues à la démocratie, oppriment dans les colonies et tyrannisent en raison de la moindre force de leurs sujets. L'Angleterre, l'Allemagne, la France, l'Italie, ont toute une histoire coloniale honteuse. C'est pourquoi on ne peut attendre la diffusion de certains principes

modernes du triomphe militaire des pays où ils ont été diffusés, spécialement à l'époque actuelle qui n'est plus une époque héroïque comme celle où la bourgeoisie se formait et pouvait encore avoir une certaine générosité.

D'autre part, le triomphe d'un régime démocratique constitue-t-il toujours un pas vers le socialisme ? Si nous nous refusons d'aider la démocratie bourgeoise, que ce soit dans ses conflits internes avec les classes féodales et les partis cléricaux ou sur le terrain logique de son développement ultérieur – en vertu de notre intransigeance, pourquoi devrions-nous en favoriser ensuite les succès militaires, ce qui serait un moyen discutable de propager nos principes, et fort peu susceptible de fournir des facteurs de progrès.

Avant tout, donc, la « démocratie » ne se répand pas dans le monde avec les baïonnettes, secondement elle ne mérite plus, depuis longtemps, ni notre sympathie, ni notre appui.

Le phénomène – tant avancée ces temps comme une vérité indiscutée – évolue peut-être dans un sens précisément inverse. Les victoires militaires sont un facteur de *retours politique en arrière*. Après l'époque napoléonienne, la France subit la restauration. Après Sedan, nous avons au contraire la république et une tentative socialiste : la Commune. Toute guerre, déterminant la fameuse unanimité nationale des partis et des classes, redonnant du prestige aux institutions et à l'armée, quelle qu'en soit la cause et l'issue, n'est-ce pas un pas en arrière de nos aspirations révolutionnaires, dont le noyau naturel est la lutte des classes ?

### - III -

Les considérations précédentes sont de caractère très général, dira-t-on, et les événements les auraient battues en brèche. Voyons pourquoi et comment. Ces socialistes qui sont pour l'intervention de l'Italie en faveur de la Triple Entente disent que celle-ci représente la démocratie contre l'absolutisme et le militarisme (?) et que sa victoire permettra la résolution des fameux problèmes nationaux. Face à un moment aussi décisif de l'histoire, le Parti Socialiste Italien devrait laisser tomber les dissertations abstraites et combattre pour l'intervention armée de l'État italien.

Il ne s'agit donc pas d'une guerre de défense, puisqu'on se propose d'intervenir, c'est-à-dire d'agresser. Reste les deux autres motifs : guerre de nationalité et pour la démocratie.

Selon cette approche courante, l'Allemagne, État encore semi-féodal, dominé par des cliques militaristes et par un empereur qui rêve de l'hégémonie sur le monde, aurait assailli la France et la Russie, répondant à un plan préparé depuis longtemps, entraînant avec elle l'Autriche et trouvant dans l'attentat de Sarajevo le prétexte pour faire éclater la dissension germano-slave. L'Angleterre serait intervenue, touchée par la violation qui suivit de la neutralité Belge, et le but actuel des puissances de la Triple Entente serait de briser la puissance allemande en vue de résoudre les problèmes de nationalité, d'assurer le triomphe de la démocratie contre le militarisme, et - selon un certain comité subversif romain - même préparer pour ces peuples une anticipation du socialisme sous la forme d'un système de travail et de justice sociale (?!). Ce point de vue sur l'époque actuelle, qui devrait nous rendre partisans de la guerre, et voudrait être l'expression ultime de l'objectivité la plus illuminée, est plus que partiel ; il est la conséquence d'une infinité de préjugés et de sentimentalisme, et il force la réalité à épouser un cadre conventionnel, alors qu'il prétend se moquer des positions socialistes qui n'oscillent pas sous l'invasion du flot de rhétorique ; les accusant de vouloir régler son compte au rythme immense de l'histoire avec quelques formules toutes faites...

Il faudrait au moins, avant de formuler un jugement, écouter l'autre son de cloche. Selon les allemands, et selon l'opinion commune des neutres qui sympathisent pour eux, tout est simplement renversé. L'Allemagne moderne, industrielle, riche de forces d'expansion commerciale, première sur les terrains de la science et de la culture, réagit contre le danger de l'absolutisme russe qui veut l'étouffer sous la pression de la masse slave, incitée par derrière par l'Angleterre qui voit grandir sur les mers une nouvelle rivale.

L'Allemagne se défend, et fait barrage à l'extension du tsarisme. Hérésie ? Oui, hérésie, autant les une que les autres, puisque chaque État se désintéresse totalement que la démocratie se répande et que le socialisme se développe. Mais tout État a intérêt et doit, pour déjouer les troubles internes, tromper le peuple en présentant la guerre comme la voie unique pour sauver la patrie du danger, et en soutenant qu'il y est contraint et forcé.

Nous ne discuterons pas longtemps, sur les causes de la guerre. Tous la préparaient depuis des décennies. Aux ambitions de l'Empereur Guillaume, l'on peut confrontés la monstrueuse alliance franco-russe, les cocoricos bellicistes de M. Poincaré, et la lutte de la bourgeoisie française pour obtenir le service militaire à 13 ans.

La politique philanthropique de l'Angleterre s'est vue accusée d'hypocrisie par Keir Hardie en pleine Chambre des Communes après le déclenchement de la guerre. Les socialistes russes abandonnent la Douma - en signe de protestations contre les déclarations bellicistes du tsar. Les allemands, autrichiens et français ont été unanimes pour la guerre. Tous sont victimes du daltonisme national.

Dire que l'Allemagne d'aujourd'hui est féodale est une exagération énorme. Si certaines formes politique n'y sont pas évoluées, cela n'autorise pas à méconnaître le développement économique-social stupéfiant de l'Allemagne pendant...la dernière génération.

Il y a, autour de l'Empereur, une aristocratie agraire. Des formes courtisanes subsistent, datant d'autres temps. Le prestige de l'armée est grand, mais alors, de grâce, que dire de l'aristocratie agraire anglaise qui entoure son roi en faisant survivre le moyen-âge dans les tourbillons de la vie moderne anglaise ? Que dire du fanatisme français pour *l'armée* ?

Et comment effacer du tableau teinté de rose la grande tache noire du despotisme russe ?

En Prusse, il y a la suffrage restreint, mais le vote plural qui existe en Belgique n'empêche pas qu'on le classifie comme étant à la pointe de la démocratie uniquement parce-qu'elle a été envahie. Mais, par une convention stupide, si on parle de l'Allemagne, en fait allusion à l'Allemagne du Kaiser ; si c'est de la France, on dit « la France de 1789 et de la Commune » ; si c'est de la Russie, « la Russie révolutionnaire de 1905 ». Assez, ça suffit ! On ne se rappellent pas, non sans hasard, de l'Allemagne de la réforme et du marxisme, de la Russie autocratique et sans liberté, ni de l'Angleterre et de la France ploutocratiques dont les caisses ruisselaient de sang humain...?

Mais, à part ce labyrinthe d'observations et de réminiscences, accessibles à tout collégien, reste du point de vue socialiste, le fait indéniable ***qu'il n'y a pas antithèse entre militarisme et démocratie***, et que la préparation militaire de l'Allemagne est en relation avec son développement industrielle moderne, et non une tradition d'autres temps. Le militarisme est international.

D'autre part, seuls les ingénus peuvent croire que les Etats de la Triple Entente combattent pour les « États-Unis d'Europe » et pour rétablir les nationalités à l'intérieur de ceux-ci. Les classes dirigeantes de France et d'Angleterre rêvent déjà du partage de l'Allemagne - ne parlons pas de

l'Autriche ! - et, de même que le Kaiser songeait hasardeusement à marcher sur Paris, le tsar est anxieux de réserver à Berlin son armée exterminatrice. Il n'y a de place que pour la violence et il n'y a d'autre désir que l'anéantissement de l'ennemi. Les peuples en sont l'instrument au même titre que la poudre ou le plomb des projectiles. Les cabinets et les états-majors étudient la stratégie sans économiser le matériel humain. Ils ménagent plutôt les unités des flottes qui coûtent des millions et qui ne se reconstruiraient qu'après des années et des années....En marge de la monstrueuse tragédie, les Sudekun et les Hervé concilient l'égoïsme étatique bestial de monarchies et de républiques avec les grands principes de la Démocratie et de l'Internationale. Ils sont cependant prisonniers de situations plus fortes qu'eux. La parole est aux canons et l'autorité est à l'épée ; le droit des gens figure dans les pages de la *Guerre Sociale* ou de l'*Arbeiterzeitung*, plus ou moins complices de mauvaise foi dans la tromperie du prolétariat, mais sur les champs de bataille, c'est le droit du canon qui rugit, le droit du plus fort, tous les coups sont permis dans cette lutte.

Et, comme dit l'un ; est-ce la vieille rivalité des races qui survit et revient contraindre à rectifier les plans et les voies de l'Internationale ? L'histoire démolit-elle le vieux Manifeste marxiste ? Non, ces pages dictées en 1848, quand bouillonnaient les revendications ethniques et nationales, sont aujourd'hui encore plus vraies. Où sont les races et les nationalités ? Dans beaucoup d'armées elles luttent toujours derrière la même unité finale des militarismes étatiques. Peu de socialistes ont refusé de combattre. C'est vrai. Mais combien d'hommes appartenant à des races et à des nationalités opprimées ont refusé le fusil qui devait défendre l'opresseur ? Quelle terre irrédentiste s'est insurgée ?

Toute conscience et tout sens de liberté et de fierté humaine ont dû plier sous le joug de cette tyrannie tout à fait moderne. Il n'y a plus que des soldats. Les soldats ne savent pas pourquoi ils combattent : ils doivent combattre. Ils sauront, après ; l'infamie inutile du sacrifice. Les conditions de l'épouvantable conflit ont aujourd'hui peu varié. Mais aucun avantage ne saurait compenser l'énorme gâchis de vies humaines et de richesses. Nous même, révolutionnaires convaincus, nous ne saurions prévoir une rédemption prolétarienne qui coûta la vie à la moitié des opprimés insurgés en armes. La vie est le bien suprême. Et, pourtant, nombre de révolutionnaires qui sont aujourd'hui pour la guerre empoignaient l'arme du pacifisme.

Et beaucoup sont de nos jours pour la guerre, ces réformistes et ces démocrates, qui niaient à la cause sainte du Socialisme la vie de quelques prolétaires tombés sur le champ de la lutte de classe, et voudraient en sacrifier des milliers dans une action qui, même si elle nous amenait une plus grande liberté, serait toujours le voie la plus étrangement indirecte pour l'atteindre !

Nous, au contraire, nous n'attendons de la guerre que l'exaltation du militarisme. *Si on les suit*, les démocrates, les républicains, les réformistes franchiront le Rubicon et seront les alliés de la préparation guerrière des nations. Les grandes unités militaires étatiques seront difficilement défaites, et nous devons réactiver la lutte de classe avec plus de difficulté - mais peut-être sera-t-elle plus âpre et plus résolue.

## INTERVENTION ?

Mais venons-en aux socialistes partisans de l'intervention italienne. Leur thèse quant à la nécessité d'assurer la victoire de la Triple Entente n'a rien à voir avec le socialisme. Le *moindre mal* possible qui découlerait d'une telle résolution du conflit n'a rien à voir avec l'avantage socialiste de tenir tête au moins dans un grand État, et à la faveur de circonstances spéciales, à la

marée belliciste. Que des volontaires partent, nous le comprenons. Il est encore des gens convaincus que les destinées du monde se décident en massacrant les travailleurs sous l'uniforme des uhlans. Et, en leur accordant cette incurable francophilie, une fois admise leur étrange conception de la guerre (en demandant seulement à ces socialistes à *quelle* guerre ils s'opposent, s'ils sont favorables à une intervention italienne sans provocation), regardons un peu quelle est la portée de leur folle propagande belliciste.

Mais, après tout, ils mettent leur peau comme mise dans le jeu. Et ils doivent être respectés bien que l'inutilité pratique de leur geste soit assurée et évidente. Notons cependant combien il est difficile d'obtenir pour une section socialiste indirecte un sacrifice même beaucoup moindre que celui de sa propre vie, et demandons-nous si, plutôt qu'à des cas d'héroïsme conscient, nous n'assistons pas à l'hypnotisme enivrant du sang. Mais nous n'avons pas la parole contre les partisans criminels de l'intervention étatique. Désirer que qui on veut ou ne veut pas soit traîné à la frontière et exposé à la mitraille, que la jeunesse austrophobe ou austrophile, et même indifférente car trop occupée dans le tourment quotidien de la patrie miséreuse, aille au massacre sans discuter, c'est cela qui est fou, antisocialiste et inhumain. Déchaîner les valeurs sordides du militarisme étatique, renoncer à l'autonomie de parti et de classe pour confier toutes les directives à cette autorité militaire que nous avons toujours rêvé de briser et de détruire, de libres pionniers de la révolution devenir les prétoriens de Sa Majesté, ah non, même si la cause pour laquelle se mettrait en guerre l'Italie fut juste et sainte ; ce qui n'est pas le cas.

Pacifiste ? Non. Nous sommes des partisans de la violence. Nous sommes des admirateurs de la violence consciente de celui qui s'insurge contre l'oppression du plus fort, ou de la violence anonyme de la masse qui se révolte pour la liberté. Nous sommes l'effort qui rompt les chaînes. Mais contre la violence légale officielle, soumise à l'arbitraire d'une autorité, l'assassinat collectif irraisonnable que réalisent les rangs de petits soldats qui se soumettent automatiquement au son de brefs commandements, quand sur les rangs opposés avec tout autant d'autoritarisme, viennent d'autres masses de victimes et d'assassins vêtue d'un autre uniforme ; cette violence que n'ont pas les loups et les hyènes, nous fait éprouver du dégoût et de la répugnance. L'application de cette violence militaire à des masses de millions d'hommes enlevés des coins les plus reculés des États, dans les alternatives terribles de cette guerre, ne peut avoir d'autre effet que de livrer et d'étouffer cet esprit de sacrifice et d'héroïsme auquel nous pourrions demain faire appel en tant que champions de l'insurrection prolétarienne - et qui est bien différent de la tendance bestiale à détruire, à tuer tant qu'il est possible, les yeux voilés par la fumée et le sang.

Nous, pacifistes ? Nous savons qu'en temps de paix ne cessent de tomber de manière très fréquente les victimes du régime actuel injuste. Nous savons que les enfants des ouvriers sont fauchés par la mort par manque de pain et de lumière, que le travail a son pourcentage de morts violentes comme la bataille, et que la misère fait, comme la guerre, naître ses tragédies.

Et, face à cela, ce n'est pas la résignation chrétienne stérile que nous proposons, mais la réponse par la violence ouverte à cette violence hypocrite et cachée qui est le fondement de la société actuelle. Mais la violence sacrée de la rébellion, pour ne pas être un vain sacrifice, doit toucher juste et frapper au cœur. Les milliers de communards tombés sous le plomb des versaillais furent bien morts. Mais le fait d'envoyer au massacre au nom de la révolution un million d'hommes, en les consignant aux dirigeants actuels, car ils sont engagés dans une entreprise au succès incertain, qui trouve ses raisons dans une rhétorique poussive et discutable, inconsciente et contradictoire, ne se justifie pas en se disant immunisé contre les maladies pacifistes, non, bon dieu, mais c'est l'œuvre

insensée de bouchers devenus fous.

Et contre ceux-ci, nous, nous restons à notre poste, pour le socialisme, antimilitaristes demain comme hier et aujourd'hui, car nous désirons au sacrifice de nos vies, si cela s'avérait nécessaire, un OBJECTIF tout à fait différent.

\* \* \*

## GUERRE IMPÉRIALISTE ET GUERRE RÉVOLUTIONNAIRE

### HIER :

Idée fondamentale : il y a deux types de guerres. Les *guerres bourgeoises progressives*, de développement antiféodal, de libération nationale ; les guerres impérialistes.<sup>2</sup> Date séparant les deux époques : la commune de Paris. Le mouvement du prolétariat mondial se porte sur le plan de la Révolution, il rompt avec la Nation. Voulons-nous entendre répéter cette idée par Lénine ? Écoutons. Résolution des bolcheviks à l'étranger, 4 mars 1915 :

*« L'une des formes de mystification de la classe ouvrière est le pacifisme et la propagande abstraite de la paix. En régime capitaliste et particulièrement à son stade impérialiste, les guerres sont inévitables. Mais, par ailleurs, les social-démocrates ne sauraient nier la valeur positive des guerres révolutionnaires, c'est-à-dire de guerres non impérialistes, telles que celles menées de 1789 à 1871 pour le renversement de l'oppression nationale et la création, à partir d'Etats morcelés, d'Etats capitalistes nationaux, ou encore de guerres éventuelles visant à sauvegarder les conquêtes d'un prolétariat victorieux dans sa lutte contre la bourgeoisie. »<sup>3</sup>*

Bien avant la révolution russe, par conséquent, Lénine ajoute un troisième type de guerre aux deux précédents : celui d'une guerre entre un État où la révolution prolétarienne a vaincu et des États où domine encore le capitalisme.

Mais avant de nous occuper de ce troisième type, nous ne pouvons pas ne pas compléter la citation, à la honte de ce mouvement qui reproche aux impérialistes de croire à la guerre et qui débite des boniments sur la possibilité de la paix non seulement entre les puissances impérialistes, mais même entre celles-ci et celle qu'on prétend être un gouvernement du prolétariat, sans changement des régimes politiques en place dans tous les pays.

*« A l'heure actuelle, une propagande de paix qui n'est pas accompagnée d'un appel à l'action révolutionnaire des masses ne peut que semer des illusions, corrompre le prolétariat en lui inculquant la confiance dans l'esprit humanitaire de la bourgeoisie et en faire un jouet entre les mains de la diplomatie secrète des pays belligérants. Notamment, l'idée suivant laquelle on pourrait aboutir à une paix dite démocratique sans une série de révolutions est profondément erronée. »<sup>4</sup>*

Et maintenant, voyons calmement. D'abord, un rappel pour ceux qui prétendent que la *première* guerre impérialiste mondiale a été une guerre du premier type, une guerre de libération. Puis, un rappel pour ceux qui prétendent que la *deuxième* guerre impérialiste était une guerre du premier type, c'est-à-dire une guerre de progrès et de libération, *ou bien* une guerre du *troisième* type, une guerre de défense d'une révolution prolétarienne. Enfin le grave problème historique, la troisième guerre éventuelle sera-t-elle encore et toujours du premier type, comme ne manqueront pas de le

2 Battaglia Comunista. Filo del tempo » n°11-1950.

3 La conférence des sections à l'étranger du POSDR. Oeuvres, tome 21, p.161.

4 Ibid.

prétendre les écoeurants quakers du ganstéro-capitalisme américain, ou sera-t-elle du troisième type gomme on le prétendre dans le camp opposé ?

La rectification de la position prolétarienne est *inséparable* pour les trois périodes. Les inversions, les contradictions et les retournements historiques dans ces questions sont un clair symptôme de cette peste que le vaccin léniniste n'a hélas pas réussi à éliminer : l'opportunisme propre à ceux qui *cherchent à faire croire que la guerre a une signification bourgeoise progressive de libération nationale* (cf. Lénine, 1915). La puissance de la dialectique permet de définir en 1915 l'ignominie de 1945...

La polémique de 1914 éclate. Les sociaux-chauvins lisaient le Manifeste Communiste de la manière suivante : certes, il y est écrit que « *les prolétaires n'ont pas de patrie* » ; mais ensuite, ils en acquièrent une. Quand ? C'est tout le problème. Le texte dit immédiatement après : « Comme le prolétariat de chaque pays doit conquérir le pouvoir politique, s'ériger en classe dominante de la nation, devenir lui-même la nation, il est encore par là national : mais ce n'est pas au sens bourgeois du terme ». <sup>5</sup> Or que disent les sociaux-chauvins ? Que ce passage se produit avec l'avènement des institutions démocratiques, c'est-à-dire avec la révolution libérale bourgeoise ! Est-ce qu'en Italie en 1914 nous avons un État parlementaire ? Incontestablement ! Donc le prolétariat a la « domination politique », il est déjà constitué en « classe nationale », et donc il doit monter au front au service de la bourgeoisie !

Une longue bataille contre l'interventionnisme démocratique et pour démontrer que le prolétariat n'a la domination politique que quand il détruit celle du capitalisme fut définitivement gagnée, avec l'aide de Lénine, quand on parvint à faire rentrer dans la tête de ceux qui se croyaient marxistes (certains de bonne foi) que le prolétariat n'est classe dominante que lorsque l'État bourgeois parlementaire a été brisé par la révolution armée, et que la dictature prolétarienne ôte le droit d'ouvrir politiquement la bouche non seulement aux bourgeois, mais aussi à leurs laquais mencheviks et sociaux-chauvins. *Pas avant*.

En 1914, seules les bourgeoisies sont des *classes nationales*, et la guerre est une guerre de suprématie entre elles, *solidaires en tant que classe, ennemies en tant que nations*. En revanche, les guerres du premier type de Lénine (1789-1871) ont servi aux bourgeoisies à se constituer en « classe nationale » dans les différents pays. Ce fait était, pour le marxisme, « positif ». N'oubliez pas : dans le processus *progressiste* et *libérateur* à des fins bourgeoises, Marx, Engels, Lénine soulignent cent fois la *centralisation* des États bourgeois sur les ruines du morcellement féodal : là aussi, et depuis un siècle, en sens *contraire* des féodalismes petit-bourgeois, utopistes, anarchisants et irrédentistes. Le marxisme explique ces guerres dialectiquement, les petits-bourgeois en font l'apologie avec leurs misérables petites idéologies littéraires et philistines.

Pour que la centralisation économique soit pleinement réalisée, il faut donc la victoire politique des différentes bourgeoisies nationales. Sous le régime féodal, la bourgeoisie n'est pas une classe nationale : sous le pouvoir de l'aristocratie il n'y a pas de véritables formes et valeurs *nationales* au sens propre, d'une part à cause des autonomies féodales locales, de l'autre à cause de l'étroitesse extrême des cercles militaires et bureaucratiques - tandis que l'Église, elle, est supranationale.

L'État national et « populaire » naît avec la bourgeoisie, avec ses prétentions à représenter la liberté et les revendications de toutes les classes pour pouvoir « mettre en mouvement », dans l'intérêt de son propre développement économique et social, les grandes masses qu'elle doit diriger

---

5 Manifeste du parti communiste, chap. II.

et exploiter.

Mais c'est elle-même que la bourgeoisie constitue en classe nationale, non ses esclaves salariés qui lui servent de soldats dans les guerres de libération. En restant fidèles à la théorie de la lutte de classe, non celle de « Strouvé-Brentano » (dont Lénine se moque en l'appelant marxisme libéral), mais celle de la lutte pour la dictature, il est bon que nous autres marxistes de gauche n'oublions pas que les termes de nation, peuple, démocratie, correspondent tous à la collaboration entre les classes sociales, c'est-à-dire à l'emprisonnement du prolétariat à l'intérieure des limites de l'État capitaliste. Avant 1848 en Allemagne, avant 1917 en Russie, cela avait un sens précis, dialectique et anti-bourgeois de menacer la bourgeoisie, qui ne savait pas se constituer en classe nationale, de la remplacer même dans cette tâche face aux ultimes barrières féodales, en prenant en main la révolution et la nation. Dans les pays de capitalisme socialement et politiquement établi depuis longtemps, où les couches que l'on désigne du terme général de « classes pauvres » n'ont désormais plus de poids par rapport aux véritables adversaires en présence, la bourgeoisie et le prolétariat salarié, nous n'avons plus à marcher vers la Nation, ni *avec* la bourgeoisie ni *contre* elle, mais seulement vers *l'Internationale*.

En 1914, donc, et au cours des années suivantes, nous convainquâmes notre chétif contradicteur opportuniste que la guerre n'était progressive d'aucun côté du front, mais *impérialiste*. Qu'est-ce ce qui définit l'époque impérialiste ? Est-il possible qu'après Lénine elle se soit close pour ouvrir la voie à d'autres guerres de type progressif ? Les libéraux pourraient le soutenir, s'il leur reste encore de la salive, et se vanter d'avoir remporté contre nous une victoire scientifique, mais on ne peut le faire sans se vanter du même coup d'avoir remporté une victoire *contre Marx* et *contre Lénine*.

La définition de l'impérialisme est en effet la suivante (Lénine dans son *Anti-Kautsky*, citant *l'Impérialisme*) :

« L'impérialisme est le capitalisme arrivé à un stade de développement où s'est affirmée la domination des monopoles et du capital financier ; où le partage du monde a commencé entre les trusts internationaux et où s'est achevé le partage de tout le territoire du globe entre les plus grands pays capitalistes ».<sup>6</sup>

Ces caractères se sont-ils estompés entre la première et la deuxième guerre mondiale, ou bien se sont-ils au contraire accentués de façon terrifiante ? Qu'est-ce donc qui pouvait faire de la deuxième guerre mondiale, de cette entreprise de pillage à travers les océans, à l'échelle de continents entiers, une guerre de premier type, progressive et libératrice ?!

L'opportuniste, le chauvin façon 1939-45 a toujours un alibi à invoquer contre. En Allemagne, en Italie, ailleurs, la démocratie parlementaire qu'on avait conquise a été victime d'un *attentat*, elle a été supprimée, piétinée. D'où le caractère sacré de la guerre visant à la *restaurer*. D'où le caractère de la guerre, non pas impérialiste, au grand jamais, mais guerre du premier type, guerre juste du côté des progressistes et des *libérateurs* américains et anglais !

Mais dans l'analyse de Lénine, que pouvait bien changer le fait que le parlement et la légalité aient été violés ? Certainement pas les caractères économiques et sociaux de l'époque, on vient de le voir. Historiquement, la bourgeoisie était et est restée « classe nationale » ; on peut même dire que les formes national-socialistes et de syndicalisme d'État ont accentué la concentration des formes d'oppression policière étaient déjà *pleinement prévues* par les marxistes. Lénine explique le soi-disant légalitarisme d'Engels sur la fin de sa vie : messieurs les bourgeois, tirez les premiers !

6 La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky, Oeuvres, tome 28, p.239.

Autrement dit, sortez de la légalité, et nous en sortirons à notre tour pour la révolte armée et la dictature rouge ! Ce mot d'ordre dialectique a été inversé par les traîtres : messieurs les bourgeois, sortez de votre légalité et nous autres, pauvres niais, nous entrerons en lutte pour la restaurer !

C'est précisément parce qu'entre les deux guerres mondiales ont existé les systèmes allemand et italien, mais en réalité universels, de strict pouvoir capitaliste moderne, que la seconde a été plus impérialiste que la première. Lénine savait aussi cela :

« La dictature révolutionnaire du prolétariat, c'est la violence (c'est Lénine qui souligne) exercée contre la bourgeoisie ; et cette violence est nécessitée surtout, comme Marx et Engels l'ont expliqué maintes fois et de la façon la plus explicite (...) par l'existence du militarisme et de la bureaucratie. Or ce sont justement des institutions justement en Angleterre et en Amérique, qui, justement dans les années 70 du XIX<sup>ème</sup> siècle, époque à laquelle Marx fit sa remarque, n'existaient pas. (Maintenant elles existent et en Angleterre et en Amérique) ». <sup>7</sup>

Maintenant elles existent, écrivait Lénine dès 1918, ô banqueroutiers de la chronologie ! Ceux qui en 1942 ont teint de ne voir l'impérialisme qu'en Allemagne et en Italie, et le « progressisme » à l'Ouest, ne peuvent avoir le culot d'invoquer ce texte et d'autres piliers du marxisme. Surtout si en 1940 ils ont serré la main du premier !!!

Mais ce n'est pas tout :

« Le capitalisme pré-monopoliste, dont l'apogée se situe précisément entre 1870 et 1880, se distinguait, en raison de ses caractères *économiques* primordiaux qui furent particulièrement typiques en Angleterre et en Amérique, par le maximum – toutes proportions gardées – de pacifisme et de libéralisme. »

C'est Lénine qui souligne, pour qu'un quelconque idiot n'aille pas s'imaginer qu'Engels et Marx croyaient que certains traits psychologiques ou idéologiques auraient fait défaut au « barbare » allemand (qui est d'ailleurs de la même race). Mais maintenant c'est nous qui soulignons :

*« L'impérialisme, lui, c'est-à-dire le capitalisme de monopole, dont la maturité ne date que du XX<sup>ème</sup> siècle, se distingue, en raison de ses caractères économiques primordiaux, par le minimum de pacifisme et de libéralisme, par le développement maximum et le plus généralisé du militarisme. »*

Les disciples du stalinisme pourront-ils jamais se décharger de la responsabilité de leurs quatre ou cinq années de fieffée propagande qui avalisait le militarisme occidental comme le champion de la paix et de la liberté ? Une telle politique, entièrement identique à celle des libéraux et des démocrates bourgeois, peut-elle être défendue sans repousser intégralement la vision des caractéristiques économiques et politiques du capitalisme du vingtième siècle *établie par Lénine* ?

## AUJOURD'HUI

La totale identité de la politique de guerre des staliniens et celle, disons, d'un Churchill, ou d'un de Gaulle, d'un Amendola ou d'un Roosevelt sur un front commun entièrement « antiféodal » et « révolution démocratique », ne change rien à l'effronterie de la diversion tentée par les premiers. Convaincus d'avoir tenté de « faire tourner en arrière la roue de l'histoire » avec la revendication d'un retour à la démocratie bourgeoise, d'un recul du capitalisme impérialiste au capitalisme pré-monopoliste (retour qui, si on le prenait au sérieux, serait aussi réactionnaire qu'au XIX<sup>ème</sup> siècle

<sup>7</sup> Ibid, p.247.

un retour du capitalisme libéral à la féodalité), ils disent qu'ils l'ont fait au contraire tourner en avant. Certes, ils ont inspiré aux alliés « libérateurs » leur propagande de guerre, mais ce n'était qu'une ruse, leur but réel étant d'empêcher la victoire militaire des armées allemandes qui auraient envahi la Russie et détruit le premier Etat ouvrier. Cela valait bien une série de « messes » célébrées selon le rituel démocratique qui est, messieurs les staliniens le savent aussi bien que nous, la plus grande des stupidités pensables.

Cette horrible dernière guerre veut donc être tout sauf de l'impérialisme capitaliste. Elle veut échapper à son temps, à sa propre histoire, faire passer les clés du déterminisme économique, qui fonctionnèrent si bien dans les mains de Marx et de Lénine, pour des crochets d'idéologues égarés. Si on n'admet pas qu'elle fut une campagne de défenseurs sentimentaux et généreux de la démocratie progressive à base de bonbons atomiques, alors elle prétend qu'on l'élève au rang de guerre révolutionnaire du prolétariat mondial.

Cette seconde manière de présenter l'épouvantable massacre pose une série de problèmes historiques ardues une fois établie, selon les caractères économiques essentiels définis par Lénine et au-delà des caractères raciaux et littéraires, la nature capitaliste et impérialiste des États vaincus de Berlin et de Tokio comme de leurs vainqueurs de Londres et de Washington (des journaux qui tirent mille fois plus que celui-ci les traitent finalement de fascistes, mais pour nous il n'y a pas de pire insulte que de les traiter de bourgeois), il reste à savoir dans quelle catégorie on classe la puissance étatique et militaire de Moscou.

Il reste à reconstituer la position des régimes du prolétariat vainqueur face aux attaques militaires dans les exemples historiques qui sont à notre disposition. Le rapport entre la Commune de Paris et l'armée prussienne tandis que se prolongeait la guerre civile, est un premier exemple. Puis, l'histoire de la révolution russe. Juste après février 1917, en Russie et ailleurs, l'opportunisme veut tirer argument de la chute du tsarisme pour transformer la guerre despotique en une guerre démocratique, et il lance le mot d'ordre de la *défense nationale révolutionnaire*. Lénine arrive avec ses thèses historiques d'Avril et le mot d'ordre de la liquidation de la guerre. Kautsky lui rétorque que les mencheviks étaient pour l'efficacité de l'armée, et les bolcheviks pour sa désorganisation. Lénine réplique :

« La guerre impérialiste ne cesse pas d'être impérialiste lorsque les charlatans ou les phraseurs, ou les philistins petits-bourgeois lancent un « mot d'ordre » à l'eau de rose, mais seulement lorsque *la classe* qui mène cette guerre et lui est attachée par des millions de fils (si ce n'est de câbles) économiques, est *renversée* en fait et remplacée au pouvoir par la classe vraiment révolutionnaire, *le prolétariat*. Il n'est pas d'autre moyen de s'arracher à la guerre impérialiste, de même qu'à une paix de rapine impérialiste ». <sup>8</sup> (À nouveau, c'est Lénine qui souligne)

Le prolétariat triompha, il eut l'armée *rouge*, et il fit la guerre. Mais les guerres de 1918-1920 en Russie furent révolutionnaires parce qu'elles étaient conduites contre *les deux camps* de l'impérialisme bourgeois, les alliés et les allemands *y compris quand ils se battaient entre eux*.

La polémique contre Kautsky fit ressortir toute l'ignominie du *centrisme*. La social-démocratie d'extrême-droite épousa, en France, la cause de l'Entente en la déclarant progressive. Dans les pays allemands elle épousa, pour les mêmes raisons, celle des Empires centraux. Kautsky, encore plus jésuite, trouva juste que le prolétariat appui *partout sa* nation dans la guerre. La révolution russe, au contraire, lutta à la fois contre les deux forces mondiales sans en choisir aucune, et elle eut le

---

8 Ibid, p.292.

dessus.

Quelle « révolution », en vingt ans, dans les positions, pour aboutir à la politique qui admet que les forces de l'État et des partis « prolétariens » se rangent *d'abord* avec *l'un* des deux camps impérialistes contre-révolutionnaires, *puis* avec *l'autre* !

Ombre classique et tourmentée du renégat Kautsky ! Le poing fermé, nous te saluons !

## PREPAREZ LE KANGOUROU !

Ce Fil du Temps publié dans le n°10 de Battaglia Comunista en 1951 s'appuie sur deux textes de Lénine : « Les destinées historiques de la doctrine de Karl Marx » (1913, œuvres, tome 18) et « Marxisme et révisionnisme » (1908, Oeuvres, tome 1). Il traite des *schémas* chronologiques qui résument le marxisme : ceux de Marx et Engels sur la succession des formes de production et le passage de l'état sauvage à la civilisation, amenant ainsi la conclusion que notre antithèse n'est pas Socialisme ou Barbarie, mais Civilisation ou Socialisme ; ceux de Lénine sur le déroulement historiquement marxiste qui mettent l'accent sur la lutte contre le révisionnisme, celle-ci devant être « le prélude des grandes batailles révolutionnaires contre toutes les faiblesses et les hésitations des éléments petits bourgeois ». Si ces derniers parlent de la mort du classisme, c'est au général américain mac Arthur à leur donner leçon de marxisme lorsqu'il affirme : « Notre ennemi n'est pas la Russie en tant que peuple et armée mais le communisme en général et nous devons le combattre où il est ». La période pacifique de 1872-1904 appartient donc à un passé désormais révolu. Et nos révisionnistes qui prétendent avoir « dépassé » le marxisme en appelant à une politique NON classiste sont en fait dépassés par les événements ; ils sont aussi antédiluviens que peut l'être le kangourou par rapport aux mammifères actuels. Les révisionnistes ne sont donc plus bons qu'à être exposés dans une cage comme animaux préhistoriques qui ne comprennent rien à l'histoire. Préparons leur donc la cage :

\* \* \*

### HIER :

Prince et maître des filotempistes, Lénine dans de nombreux écrits destinés à la propagande reprend et répète patiemment des « schémas chronologiques » qui résument le marxisme, et, peu soucieux du mépris des « dépasseurs » qu'il rencontre à tout moment, il se bat contre les innombrables dégénérescences et déformations.

Le filotempiste de toutes les générations, (depuis qu'il a rejoint la troupe qui se bat pour ces simples schémas historiques diffamés par simplisme et qui sont les acquits en quelques dizaines de lignes des textes *classiques*) n'est pas ébranlé par les bombardements de culture et d'érudition, d'information et de mise à jour, sous lesquels on veut l'ensevelir depuis plus de cent ans, il « sait tout » sur la « civilisation » moderne, bien qu'il ne se passe pas un jour sans que celle-ci ne propose une nouveauté, n'exhibe quelque stupidité et quelque horreur de plus.

Nous nous sommes donnés pour but de rabâcher et de faire rabâcher les plus irritants de ces schémas Filotempistes auxquels aucune mode ni vogue ne nous feront renoncer. Comme nous l'avons dit, Lénine dans ses innombrables écrits de propagandes nous les rappelle à tout moment. Il laisse « les révisionnistes se mettre à la remorque de la science professionnelle », « les professeurs répètent les banalités tant de fois rabâchées contre le matérialisme et les révisionnistes sourient avec complaisance tout en bredouillant mot pour mot, d'après le dernier *Handbuch* (nous dirions aujourd'hui le dernier *Digest*) que le matérialisme a été *réfuté* depuis un bon bout de temps. »

Dotés de solides estomacs, les marxistes ont depuis longtemps digérés ce dont ils avaient besoin et se foutent des fascicules de *Sélection* des dernières humeurs bourgeoises.

Au lieu d'aller à Curtatone, nous avalâmes un schéma en 1859 dans la préface à la « Critique de l'Economie Politique » ; et nous n'étions encore que des lycéens. Après avoir bien établi qu'on ne peut juger un homme d'après l'idée qu'il a de lui-même, ni une époque d'après la conscience qu'elle a d'elle-même, mon qu'on doit expliquer l'un et l'autre par les influences de la vie matérielle, on a le schéma suivant : « En gros, on peut considérer comme des époques progressives de la formation économique sociale, les formes de production : *asiatique* (jusqu'au VI<sup>ème</sup> siècle avant J-C), *antique classique* (du VI<sup>ème</sup> siècle avant J-C au XVI<sup>ème</sup> après J-C) - *féodale* (du VI<sup>ème</sup> au XVI<sup>ème</sup>) *moderne bourgeoise* (du XVIII<sup>ème</sup> au XX<sup>ème</sup> ; il semble que cela suffise). » Bien entendu, dans ce passage, ce n'est pas Marx mais nous qui nous permettons de mettre les siècles du fil du temps ; étant entendu qu'on se réfère à l'organisation la plus évoluée sur Terre qui passe de Memphis à Babylone, Athènes, Rome, Aix-la-Chapelle, Londres et ainsi de suite.

Engels nous fournit un schéma encore plus général : état sauvage - barbarie – civilisation. Il l'expose en 1881, effectuant ainsi un travail « légué » par Marx même dans « L'origine de la Famille, de la Propriété privée et de l'État », que Lénine aimait beaucoup et qu'il appela l'œuvre la plus populaire d'Engels. Dans l'état sauvage, l'homme vit en cueillant ce que la nature lui offre, et tout doucement il devient pêcheur et chasseur aux armes primitives. Dans la barbarie, il commence à utiliser le feu ; la céramique apparaît, puis l'élevage et une première division générale du travail entre l'artisan et le gardien de troupeaux s'affirme. Nous sommes au seuil de la « civilisation » : l'agriculture stable, le commerce, l'argent deviennent des éléments prédominants ; la société se divise en classes, l'État apparaît. Ce stade historique est à son tour partagé en trois périodes de servitude : l'esclavage ; le servage de la glèbe ; le salariat. Pour le marxisme, on a l'égalité : civilisation = servitude ! Et aujourd'hui, la stérilité d'une société décrépie où la violence révolutionnaire ne réussit pas encore à délivrer la société nouvelle, produit parmi tant d'autres retours en arrière mensuels avec l'antithèse *Socialisme ou Barbarie*, qu'on nous apporte avec des gants de Paris, une relecture du marxisme ! Mais le socialisme est une revanche dialectique et révolutionnaire de la barbarie ! Une revanche du communisme et de la fraternité des premières *gens* ; et il déblaiera le terrain de ces produits civilisés que furent l'appropriation économique et la domination politique.

Ce jugement sur la *civilisation* non seulement n'est pas en 1951 un paradoxe de notre cru, mais Engels lui-même tient à le faire concorder avec celui du savant américain Morgan qui écrit : monogamie et propriété foncière sont les caractéristiques principales de la civilisation ; la civilisation est « une guerre entre les riches et les pauvres ». Et le *propre jugement* d'Engels et de Marx (dont le report demanderait des pages entières) se résume dans ces lignes finales de l'œuvre : « La civilisation a achevé ce que l'antique société des *gens* (société *gentilice* est une mauvaise traduction des éditeurs staliniens car le terme entraîne une confusion avec les régimes aristocratiques de l'époque féodale, beaucoup plus récents et classés parmi les époques *civilisées*) n'était pas en mesure d'achever ; mais elle l'a fait en mettant en mouvement et en développant aux dépens de toutes leurs autres dispositions les passions et les instincts les plus sordides des hommes, la cupidité pure et crue, tout le moteur spirituel de la civilisation de sa naissance a aujourd'hui ; la richesse, toujours la richesse, non de la société *mais plutôt de ce misérable individu* fut l'unique but qu'elle s'assignât »... « Le fondement de la civilisation est l'exploitation d'une classe par une autre »... « Pour les barbares, la différence entre les droits et les devoirs n'existait pratiquement pas... La civilisation est ce qui attribue à une classe tous les droits et à l'autre tous les devoirs. »

« Socialisme ou barbarie » n'est pas notre alternative... Pour celui qui a dans les veines une

goutte de dialectique révolutionnaire, c'est au contraire : Civilisation ou Socialisme !

En continuant la succession magnifique des schémas (ceux qui n'ont pas su les digérer en un siècle voudraient les dépasser chaque semaine), nous n'aurons pas besoin de rappeler celui de Lénine dont nous avons tant débattu ; guerres de systématisation nationale 1789-1871 ; guerres de rapine impérialiste à partir de 1871 a ensuite.

Dans un autre schéma, Lénine condense dans une synthèse concise le déroulement historique du mouvement marxiste. Formulée la première fois de façon organique en 1848, la doctrine marxiste jusqu'en 1871 n'est suivie que par une petite partie du mouvement ouvrier encore imprégné de formes pré-marxistes. Durant la période orageuse au cours de laquelle s'achèvent les révolutions bourgeoises, les socialismes pré-marxistes déclinent pour disparaître et l'antagonisme de classe entre capitalistes et prolétaires se dessine nettement. Pendant la période « pacifique » de 1872 à 1904 dont sont absents les mouvements révolutionnaires, le socialisme marxiste gagne du terrain et les grands partis européens surgissent. D'après Lénine (qui écrivit ceci en 1913), une troisième période de guerres et de révolutions où le marxisme révolutionnaire doit guider la lutte directe du prolétariat, s'ouvre avec la révolution russe de 1905 et le devenir impérialiste du capitalisme. Pour Lénine durant cette période l'entrée en lutte des masses asiatiques est pleine de signification et il prévoit que l'explosion de révolutions anti-féodales comme celles de Chine, de Turquie et de Perse ne pourront pas être enfermées dans des formes bourgeoises.

Pendant toutes ces périodes, le marxisme lutte en même temps contre les doctrines et les mouvements adversaires et déviationnistes. Notre « argument » tout à fait léniniste à nous ceux de gauche est que pour bien définir la méthode révolutionnaire, il faut mettre au point de temps en temps les différences entre les courants qui paraissent à première vue « similaires », au lieu d'aller chercher sans arrêt des alliés et des blocs.

Voici l'autre classification de Lénine : 1840-45 : les marxistes luttent contre les résidus d'idéalisme hégélien surtout en Allemagne. 1845-50 : ils luttent en France contre le proudhonisme, qui tend à une conception bourgeoise et conservatrice des revendications ouvrières. 1850-60 : ils liquident le quarante-huitisme, c'est-à-dire le tas d'idéologies démocratiques et humanitaires qui veulent atteler le mouvement ouvrier à des buts petit-bourgeois. 1860-70 : ils luttent contre les conceptions anarchistes et libertaires qui dévient les travailleurs du problème du pouvoir politique et de la dictature. 1870-80 : en travaillant à la formation de grands partis ils luttent contre les erreurs théoriques comme celles de Dühring, tactiques comme celles de Lassalle. 1890-1910 : ils luttent contre les courants révisionnistes (Bernstein) qui croient la période idyllique et pacifique définitive et veulent rendre graduelle la conquête du socialisme rejetant la vision de la « catastrophe ». Lénine a fait cette revue en 1908 mais on peut la continuer. 1900-10 : la lutte se poursuit contre les révisionnistes qui en Russie, malgré la persistance du tsarisme, voudraient se passer de la méthode révolutionnaire ; dans les pays latins, les révisionnistes développent dans le syndicalisme sorélien un autre « ékonomisme » tout aussi creux. 1910-20 : Lénine lui-même est à la tête de la grande lutte contre le social-chauvinisme et le reniement de la lutte de classe en temps de guerre. 1920-25 : la lutte théorique, politique et organisationnelle contre le social-démocratie légalitaire est menée à fond. Lénine meurt en plein travail de ce qu'il avait prévu en 1915 comme « la renaissance du socialisme révolutionnaire, intransigeant, insurrectionnel », puisqu'il considérait « la lutte contre le révisionnisme comme le prélude des grandes batailles révolutionnaires contre toutes les faiblesses et les hésitations des éléments petit-bourgeois ».

Sur ce point quand on a vu de 1925 à 1950 le mouvement de la troisième Internationale,

constituée par Lénine avec ce bagage, adopter une par une, affichant même une fausse orthodoxie doctrinale, *toutes* les positions déviationnistes de 48, proudhoniennes, social-nationales, social-pacifistes, collaborationnistes, et utiliser comme méthode tactique et comme drapeau d'agitation une politique démocratique, arrangeante, constitutionnelle, le choix entre deux conclusions s'impose. Ou tous nos schémas sont rejetés et on proclame l'échec de la titanique force marxiste à découvrir les lois essentielles du déroulement historique, retombant ainsi dans un empirisme politique avisé et prudent comme celui des si nombreuses vagues filo-ouvriéristes et socialoïdes contre lesquelles on s'était désespérément battu et que nous croyions à la mort de Lénine avoir jeté à terre pour toujours ; ou bien la période de ces 25 années est marquée par la plus grave dégénérescence marxiste, face à la réaction de quelques faibles groupes. Et il faut attendre une période ultérieure de reconstruction du mouvement classiste contre la praxis de collaborations politiques entre capitalistes et mouvements prolétariens, sur le plan national et sur le plan mondial.

Où l'on considère toute la construction menée sous les directives de Marx et de Lénine comme effondrée, ou bien tout ce que le mouvement autrefois communiste a développé à partir de 1925 est renié comme étant le plus catastrophique des révisionnismes. C'est l'un ou l'autre.

On ne saurait considérer et accepter comme une « surélévation » un schéma historique que de nombreux écrivains staliniens n'ont même pas essayé, du genre : 1925-40 : époque de « contre-révolutions » pendant laquelle tandis que les données techniques et économiques capitalistes ne régressent pas mais progressent dans le même sens super-industriel et super-impérialiste, s'établissent des pouvoirs qui menacent par le biais des institutions libérales le patrimoine commun aux prolétaires, aux classes populaires et aux bourgeois... honnêtes. 1940-45 : seconde guerre mondiale qui n'a pas les caractères des séries impérialistes de Lénine, mais qui répète ceux de 48 et de libération nationale. 1945-50 : du côté prolétarien, on aspirait après la libération à la liquidation de la lutte civile intérieure et de la lutte militaire mondiale entre les forces capitalistes et prolétariennes dans une période d'émulation pacifique : mais quelques groupes capitalistes reprennent l'offensive et l'agression...

Mais tout ceci n'est que la chaîne de l'histoire réduite à beaucoup d'anneaux brisés ou tordus ! Tout ceci ne tient pas debout ! Il faudrait retomber dans un désespoir similaire à celui des anarchistes et des nihilistes, décrit après le 1905 russe. Nos contradicteurs avaient raison et nous nous rabattons tout penauds sur les positions défendues jusqu'en 1848 : non l'histoire n'a pas d'épine dorsale, c'est un travail théorique et pratique inutile que de suivre le chemin tracé par le parti. De temps en temps, un esclave fouetté jusqu'au sang pousse un cri de bête féroce et, frappant le tyran, est éliminé d'une façon ou d'une autre ; mais ce sera toujours comme ça.

## AUJOURD'HUI

Le dialogue Mac-Arthur - Truman met le monde capitaliste en ébullition. Mais ses enseignements ne devraient pas étonner les marxistes ; ils sont d'une terrible évidence. Les propos technico-militaires du général cité plus haut sont clairs : sans même avoir un seul feuillet de ses nouvelles caisses de documents, nous y faisons allusion dans les *Fils du Temps* avant décembre. La prédominance américaine en Extrême Orient est manifeste : il est absurde d'attribuer aux Russes le projet d'attaquer là, au bout de l'unique voie du transsibérien. Celle-ci ne suffit qu'à ravitailler les garnisons de paix : les Nord-Coréens ont eu plus de ravitaillements anglais de Hong Kong que russes de la Sibérie : pourquoi pas, ajouterons-nous, américains ? Il faudrait aux Russes une grande

marine marchande et de guerre ; ils ne l'ont pas, les Anglais y ayant veillé depuis un siècle, et ils ne peuvent l'improviser. D'accord pour l'aviation et les sous-marins, a répondu le général interrogé, mais leur fonction est (il l'a fait comprendre) défensive, insuffisante pour une agression mondiale.

En substance Mac Arthur dévoile, sans faire trop d'histoires, qu'il a une politique commune à celle de Truman et de tout l'impérialisme américain : conquérir la Chine. Il faut tenir solidement le Japon et Formose. La Chine ne sera pas soutenue par la Russie, le seul problème est la façon de la maîtriser et de la contrôler : militairement ou économiquement ? Mac Arthur retient en substance comme étant plus adéquate un certain degré d'agression à coup de canon, et les autres pensent que les dollars suffiront. D'une façon ou d'une autre, il s'agit *d'avoir Mao*. C'est toujours la même histoire que d'ailleurs Churchill nous infligea à nous Italiens : le bâton et la carotte. Chaque italien a eu un coup de bâton en tant que fasciste, une rondelle de carotte en tant qu'antifasciste.

Dans la discussion avec les social-patriotes, Lénine part de ce qu'a dit Clausewitz : la guerre est la continuation de la politique.

Mac Arthur a haussé les épaules quand on lui a posé le problème de l'agression russe en Europe. Ils feront comme moi leurs calculs techniques, a-t-il dit. On ne peut qu'émettre des hypothèses sans aucun sens sur ce qu'ils ont l'intention de faire. Le militaire sait que le déterminisme joue dans l'histoire. Comme les généraux russes, Mac Arthur a parlé des mesures qu'il faudra prendre selon les hypothèses dont aucune ne sera négligée ; mais il a déclaré, tout comme les Russes, qu'il était pour l'abolition et la conjuration de la guerre, parce qu'elle « est la fin de la civilisation ».

Le « proconsul », le « criminel de guerre », si l'on gratte un peu, se révèle être un « partisan de la paix ».

Nous les connaissons bien, nous que la « paix » attendrit aussi peu que la « civilisation », les trésors sur lesquels veillent les Mac Arthur et les Rokossowski.

La Russie, en tant que peuple et armée m'est pas notre ennemi, a dit Mac Arthur aux sénateurs ; et il a répété une phrase de Truman : NOTRE ENNEMI EST LE COMMUNISME EN GÉNÉRAL, et nous devons le combattre PARTOUT OÙ IL SE TROUVE.

Par conséquent, comme en Russie, les divisions et les armes atomiques américaines sont prêtes à combattre le communisme *partout* ; en Europe, en Amérique.

Merci au général pour ses propos clairs et durs ; nous voici revenus à la position classiste.

D'un autre côté, on ne répond pas à Mac Arthur et à Truman que notre ennemi n'est pas le peuple ou l'armée américaine ; notre ennemi est le capitalisme à chaque endroit où il se trouve.

D'un autre côté, on dit qu'on est disposé à *respecter* le capitalisme partout, et qu'on veut une paix durable, laissant le communisme à la Russie. Une telle déclaration qui serait si elle répondait à la situation réelle la mort du « classisme », ne s'explique que parce qu'elle provient de forces et d'organismes qui ne reflètent ni le prolétariat ni le communisme.

Mais le classisme ne se laisse pas chasser de l'histoire, même s'il parle dialectiquement par la bouche du général impérialiste autant que par celle des maréchaux soviétiques.

Lénine avait écrit textuellement : « l'état d'esprit des masses en faveur de la paix exprime un principe de protestation, d'indignation, et de conscience du caractère réactionnaire de la guerre. L'utilisation de cet état d'esprit est le devoir de tous les socialistes. Ils prendront une part très vive à tous les mouvements et à toutes les démonstrations concernant ce sujet. *Mais ils ne tromperont pas*

*le peuple en admettant qu'est possible, sans mouvement révolutionnaire, la paix sans annexions, sans oppression de nation, sans rapine, sans germes de nouvelles guerres entre les gouvernements actuels, entre les classes actuellement dominantes. Un pareil mensonge favoriserait la diplomatie secrète des gouvernements belligérants et leurs plans contre-révolutionnaires. Celui qui veut une paix durable doit être pour la guerre civile, contre les gouvernements et contre la bourgeoisie. »*

Donc le dénouement de la terrible période historique qui a débuté avec la révolution russe de 1905 et la première guerre mondiale impérialiste de 1914 ne se fera pas sans que le choc des classes, prévu par Marx et Lénine, ne dépasse les entreprises des états-majors militaires, et il ne donnera pas lieu a des périodes *pacifiques, populaires et progressistes*, avant que ce conflit social n'ait repris le premier plan sur la scène de l'histoire.

Le même proconsul de l'impérialisme en Orient l'a compris et a posé sa candidature et celle de ses congénères non pas pour être chef d'une entreprise nationale qu'il a voulu conjurer mais chef d'une guerre de classe : *le communisme, voici l'ennemi.*

En 1913, Lénine terminait l'œuvre que nous avons rappelé en disant : « il faut puiser non du désespoir mais du courage dans le fait que 800 millions d'asiatiques ont été entraînés dans la lutte pour les mêmes buts européens. *Après l'expérience de l'Europe et de l'Asie* (et le technicien de guerre a porté cette expérience dans la salle du congrès bourgeois de Washington !), celui qui parle d'une politique NON classiste et d'un socialisme NON classiste mérite tout bonnement d'être exposé dans une cage avec un kangourou australien. »

Le titre que nous avons choisi pour ce Fil n'était donc pas, celui-ci non plus, une élucubration de notre part. Comme « la période pacifique de 1872-1904 appartient à un passé *révolu pour toujours* », les propositions d'alliance et de collaboration inter-classiste, même de gouvernements pacifistes inter-classistes, sont les produits de la décomposition du marxisme-léninisme encore plus absurde et indigne que celles d'alors.

Dans cette seconde moitié du siècle qui s'ouvre, la cage au kangourou est à l'ordre du jour de l'histoire.